

COSMO

holis

L 1109 9 12 F COSMOPOLIS DECEMBRE 82

FRANCIS AMPE:

PORTRAIT D'UN REALISTE

MIGRATIONS:

PAYS D'ICI ET DE LA-BAS

HOLIDAY ONICE:

LA FACE CACHEE DE L'ICEBERG



WASTEELS

L'AGENCE DE VOYAGES SPECIALISTE
DE L'EMISSION DE BILLETS AUX PLUS
FORTES REDUCTIONS TOUTE L'ANNEE
POUR TOUS LES RESSORTISSANTS :

**PORTUGAIS •
GRECS • ESPAGNOLS
YOUGOSLAVES • TURCS
MAROCAINS • ITALIENS**

- En train** — Grâce au tarif
B.I.G.T.
En plus :
COMMODITÉ et
ASSISTANCE
- En avion** — Grâce au tarif
TRAVAILLEURS et
PEX
- Tourisme** — Forfait vacances
individuel et
groupe. Bateau,
Avion, même à
prix charter, et Car

TOUS BILLETS DE CAR ET BATEAU.

Pour tous les **jeunes** de 4 à 26 ans, la
possibilité de voyager pas cher pour visiter
toute l'Europe en train avec le

B.I.G.E. WASTEELS

VOYAGES WASTEELS

- 69002 **Lyon** 40 cours de Verdun - tél. (7) 837.01.79
69002 **Lyon** Centre d'Echanges - Perrache - tél. (7) 837.80.17
42000 **Saint-Etienne** 8 rue Robert - tél. (77) 32.71.77
38000 **Grenoble** 50 av. Alsace-Lorraine - tél. (76) 47.34.54
73000 **Chambéry** 17 Faubourg Reclus - tél. (79) 33.04.63

U.C. A.568

LES MUSICIENS ROUTINIERS

PRESENTENT

CONCERT 10 Décembre
20h 30

La condition des soies
7 Rue Sainte Polycarpe
LYON

AVEC

RICARDO TESI

Accordéon diatonique Florence

ALBERTO BALIA

Guitare et chants de Sardaigne

Entrée 30 F Réduction Fnac et adhérents

LA CHANTERELLE

LE CINEMATOGRAPHE

44, COURS SUCHET LYON 837.24.84

The Mafu Cage

A terrifying love story.



Jusqu'au 21 décembre

SOMMAIRE

- 5 — Sélection du mois
- 6 — Agenda
- 12 — Brèves / A suivre
- 15 — Editorial

Actuelles

- 16 - **Municipales** : rencontre avec le maire de Chambéry.
- 18 — **Presto-subito** : Alain Krivine.
- 19 — **De A à Z** : la presse périodique régionale.
- 22 — **Princesses offensées** : des radios libres répondent.
- 23 — **Lybie** : des mirages et des Philippins.
Megalo : Lyon ville internationale.
- 24 — **La chronique d'un peu partout** d'Olivier Brachet.

Société

- 26 — **Isolés** : catégorie célibataire.
- 28 — **Retour** : une étude d'Henri Lemasne.
- 30 — **Visas** : point de vue.
- 31 — **Auto-défense** : d'un crime à l'autre.
- 34 — **Bulle d'air** : un « lieu de vie » dans la Drôme.
- 35 — **Soleil** : l'intelligence rentre au lycée.
- 36 — **Jardin** : l'utopie de Pierrot.
- 37 — **Les petits récits tardifs** de Vincent Bady.

Culturelles

- 38 — **Peuple** : dans les coulisses d'Holiday on Ice.
- 41 — **Histoires** : un conte, un livre.
- 42 — **Rideaux** : la subversion selon Kantor.
- 44 — **Polaroid** : un rasta made in France.
- 45 — **B.D.**
- 46 — **Musiques** : Trans Continental Express.
- 47 — **Poésie.**
- 48 — **Papivores** : la revue des revues.
- 49 — **Services** : des locataires solidaires.
- 50 — **Courrier**



Photo J. Bartz



Photo Yves Guélaud



Photo Yves Guélaud

TÉMOIGNAGE

"TUTA BLU"

(BLEU DE TRAVAIL)



PAR TOMMASO DI CIAULA
TRADUIT DE L'ITALIEN PAR JEAN GUICHARD

« Tuta blu » est un livre « sudiste » et subversif, poétique et politique, violent et tendre, terriblement vrai. Il nous renvoie de nos lettres une image inquiétante : auteurs ou lecteurs, protagonistes ou personnages, combien de bleus de travail dans notre littérature aujourd'hui ?

FEDEROP & ACTES SUD
COÉDITEURS

association immigrations
38, rue Burdeau 69001 Lyon
Tél. : 839 69 92.

FORUM

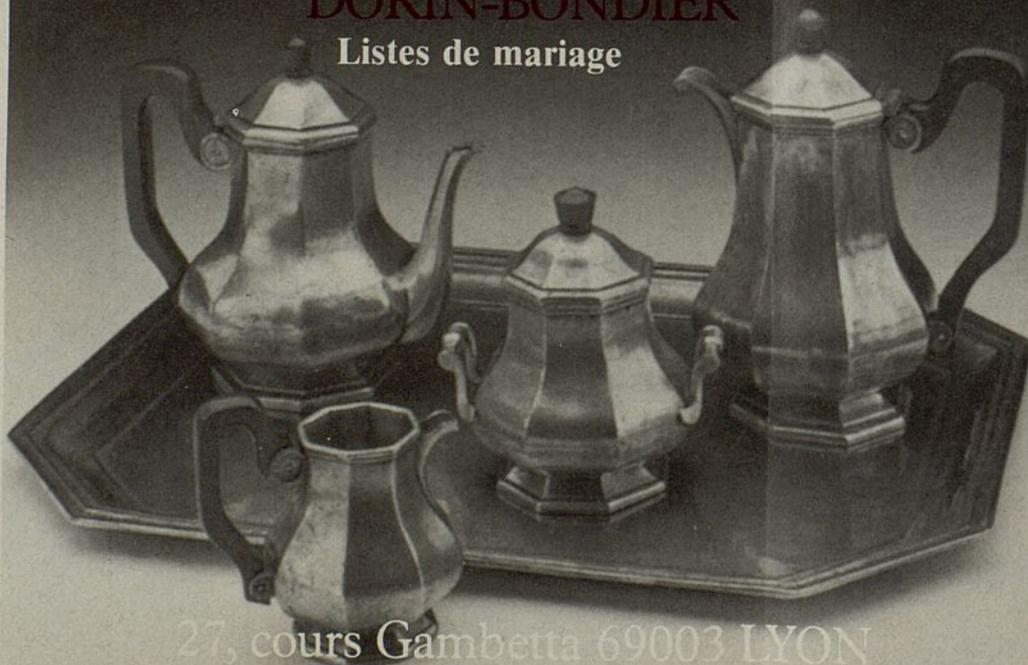
l'association immigrations se propose d'organiser de manière assez régulière des forums sous la forme suivante :

- 1) intervention de deux ou trois invités ;
- 2) intervention du public « libre opinion » ;
- 3) présentation d'une action.

les forums sont enregistrés sur vidéo.

A LA VILLE DE BACCARAT
DORIN-BONDIER

Listes de mariage



27, cours Gambetta 69003 LYON
Tél. : (7) 860.10.74

RADIO LEON

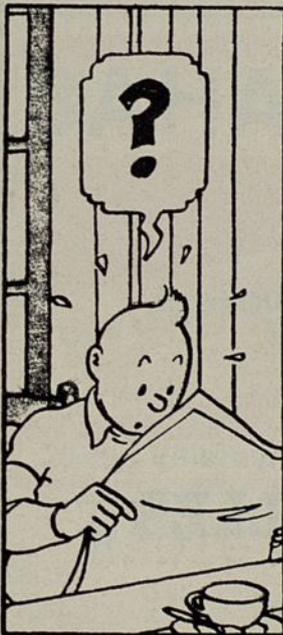
(tél. : 839.12.20, 4 place
Tobie Robatel, 69001 Lyon).

96.5

SELECTION DU MOIS

1/Presse

Les fanzines de la deuxième génération : après *Zaâma d'Banlieue*, épisodique de la région lyonnaise, journal offensif fait par les moins de trente ans regroupé(e)s dans l'association du même nom (contact : (7) 839.58.58), voici *Khôr* — prononcer *Rhôr* — édité à Roanne (42) par les jeunes de l'A.S.F.I.R. Association issue du soutien à la grève de la faim d'avril 81, regroupant diverses nationalités, elle voit les jeunes (les filles surtout) monter aux créneaux. *Khôr* : N°0 en novembre 82, N°1 en décembre 82 (contact : (77) 72.47.38.). On parle aussi d'un fanzine du même type à Valence (26) pour décembre, fait toujours par des moins de trente ans issus de l'A.S.T.I.V. et du groupe *Rose des Sables*. On en reparlera...



2/Musique

Bien avant les intellectuels, des hommes comme *Don Cherry* ont découvert la nécessité de forcer les barrières culturelles. Et quand un noir américain métissé d'indien commence à voyager dans les musiques populaires d'Afrique et d'Asie, tant à la recherche de racines musicales que dans un esprit de découverte, ça donne...

Deux concerts dans la région vous permettrons d'y goûter : **Le 10 décembre à la Maison de la Culture de Saint-Etienne** (77 25.35.18.) et le 21 décembre, en clôture du Festival Africain, à la **Maison de la Culture de Grenoble** (76 25.05.45)

« *Le vrai jazz a toujours été une manière sociale de jouer, une occasion d'être ensemble, de se libérer, de s'exprimer totalement* » (*Don Cherry*)

3/On cause

Ça va causer, et dur au siège de l'**U.N.E.S.C.O.** à Paris les 22 et 23 janvier prochain. A l'initiative du **C.L.A.P.** (Comité de Liaison pour l'Alphabétisation et la Promotion) la société interculturelle de demain sera mise au débat. Pour une fois, il ne sera plus question, du moins on l'espère, de l'immigration comme problème, mais de notre avenir collectif. Dans l'école, l'habitat, la vie politique, sociale et culturelle, l'enjeu de demain est bien de vivre ensemble. C'est ce que le C.L.A.P. essaye de dire aujourd'hui, en organisant cette méga-causerie à l'**U.N.E.S.C.O.**, en y mêlant mandarins et militants de base. Tentative courageuse, parions qu'elle bousculera un peu la sclérose de nos crânes.



4/Pol

Pour des questions de délais, nous ne vous parlerons que dans le prochain numéro de *Cosmopolis* (journal à suivre, mais oui) du **Forum « Les nouveaux votants »** qui a eu lieu à la **M.A.C.L.Y.** à **Lyon le 25 novembre**. Cependant, on vous le répète, si si, la clôture des listes électorales, c'est le 31 décembre (pour la vignette, elle, c'est déjà trop tard). Quoi que vous vouliez voter aux prochaines municipales vous ne pourrez le faire que si vous êtes inscrits. Qu'on se le dise.

5/Tête

Il y a quelques mois devant les difficultés multiples que rencontrent de manière chronique associations et entreprises du secteur culturel, le Ministère de la Culture créait l'**A.G.E.C.** (Association d'aide à la Gestion des Entreprises Culturelles) et expédiait en province les **A.T.E.C.** (Assistants Techniques). **Jean Vocanson** pour la région Rhône-Alpes est installé à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (**D.R.A.C.**). La tête et les dossiers bourrés d'informations, de tuyaux, de conseils utiles, il est là pour les transmettre à qui les demandera. Et quel que soit « l'intérêt » de toute création d'association pour un ministère par ailleurs subventionneur, Jean Vocanson vous permettra d'y voir plus clair et vous donnera probablement pas mal d'idées. Usez-en, mais n'en abusez pas : il est seul pour huit départements particulièrement riches.

Contact : **D.R.A.C. 23 rue R. Radisson 69005 Lyon (7) 825.29.72.**

6/Sortez

Si vous avez raté la création, ne rater pas la reprise. Mais grouillez-vous ! Le 30 novembre, les 1^{er} et 2 décembre, et avant une tournée dans la région en février et mars 1983, le groupe **Alertes** reprend le spectacle « **Home** » de **D. Storey**, texte français de **Marguerite Duras**, créé en mai 82 à la Maison de la Culture de Grenoble. Des prisons dans la tête, des échappées fabuleuses, du ghetto tout autour, et c'est tellement beau.

Ces trois représentations auront lieu à l'**Hexagone de Meylan (38)**. Ne prenez pas le risque de regretter le détour, faites-le. Contact (76) 40.43.31

7/Sécurité

Si dans un seul et même shaker vous mettez : un zeste de terrorisme, de bons discours sur la recrudescence de la délinquance, le nécessaire contrôle de l'immigration et le rétablissement des visas, la volonté exprimée de renforcer les effectifs de police, etc., (ingrédients mineurs que vous ajoutez dans des quantités

proportionnelles à la proximité d'élections), que vous secouez un peu tous les jours pendant quelques mois, vous avez quoi ? Un cocktail facile que nous appellerons amalgame, et qui à l'usage provoque chez les consommateurs un sentiment dit d'insécurité ciblée.

Ce cocktail utilisé *a piacere* depuis longtemps par nos gouvernants nous est copieusement servi aujourd'hui dans deux ministères et un secrétariat d'Etat : Intérieur, Défense et Sécurité Publique. Conséquences d'un usage immodéré ? Renforcement de l'esprit raciste en général, création de milices armées et de réflexes d'auto-défense chez certains sujets très atteints. Soyons sérieux. Monsieur le secrétaire d'Etat, comment comptez-vous assurer la sécurité de ceux qui sont trop souvent du mauvais côté de la carabine ? Doit-on envoyer directement les jeunes de nos cités demander des conseils à M. Prouteau afin qu'ils sachent mieux s'y prendre avec les forcenés de la 22 long rifle ? Cité Gutenberg, Bron, Lyon 6^e,... ça suffit à justifier des mesures ou pas encore ?

H.W.



Photo A.L.E.R.T.E.S.



inter-service migrants sud-est.

42 rue Anatole France
69 100 VILLEURBANNE
Tél. (7) 885.17.14

INTERPRÉTARIAT / TRADUCTION

Une équipe d'interprètes et traducteurs
d'un niveau d'études supérieures (maîtrise, doctorat)
Tous originaires des pays représentés et pouvant assurer
parfaitement les relations orales et écrites
en **54 langues ou dialectes.**

I.S.M est habilité à effectuer les traductions d'état civil officielles
(autorisation 75-15 : 22/12/75 du ministère de la Justice)

LOISIRS ET ANIMATIONS CULTURELLES

Ouverture aux cultures de **toutes origines**
Communication entre les peuples
Représentation de la culture française aux populations immigrées
Plus de **300** films 16 mm et **350** programmes vidéo de **27** nationalités
Matériel **audio-visuel**, standard **VHS-Beta**
Reportage et stages d'initiation au matériel
Stages de danses, animations culturelles, etc.

Toute une équipe au service du dialogue entre les peuples

librairie-disques

Tous services
aux bibliothèques
de collectivités
Nous fournissons aussi
sur commande
Prêts de livres pour
table de presse
Animations culturelles



210 rue de Créqui
69003 Lyon ☎ 7/860.60.67

BAHADOURIAN

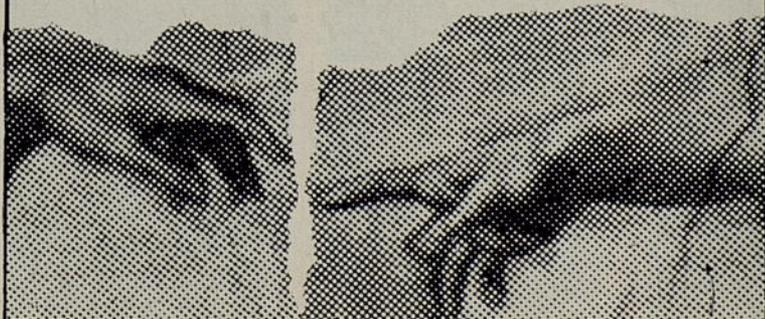
TOUS LES PRODUITS DE L'AFRIQUE DU NORD
ET DE L'ORIENT

20 rue Villeroy, 69003 Lyon, tél. : 7/860.32.10

RADIO TRAIT D'UNION

est menacée d'étouffement
dans la France des Droits de l'Homme
et de l'expression
des minorités culturelles

R.T.U., 13 rue de la Bombarde, 69005 Lyon
tél. 842.21.01 - 825.69.21



restaurant
de quartier

BEC ET PLUME

écrivain public jeudi 10h - 14h

Fermé
samedi matin
dimanche
lundi soir

Tél. 858.94.84
52 rue Sébastien Gryphe
69007 LYON

soir et midi
à la

CLEF de ST-GEORGES

1 place St-Georges (Vieux-Lyon) 892.82.67

tisanerie, nectars... et petits mâchons
— assiette complète rapide : 23 F
— poisson ou viande garnie : 25/27 F

Fermé lundi et dimanche midi

DIMANCHE SOIR : CAFÉ-CONCERT

OPÉRA BOUFFE

Un restaurant et un lieu de rencontres
géré collectivement par les travailleurs

RESTAURANT COOPERATIVE
ouvert midi et soir

tous les 15/jour spectacle concert

4 rue Bodin - 69001 LYON - Tél. 828.11.08

AGENDA

ardèche

CONCERTS

Musique Slave

La ville d'Annonay propose en concert l'Ensemble Vocal Orthodoxe Slave. Au programme, des chants lyriques orthodoxes et des chants populaires. L'ensemble sera sous la direction de Stoyan Krlev. **Vendredi 3 décembre au Théâtre Municipal. Réservations Mercredi 1^{er} et jeudi 2 décembre de 17 h 15 à 19 h 15.**



drôme isère

EXPOSITIONS

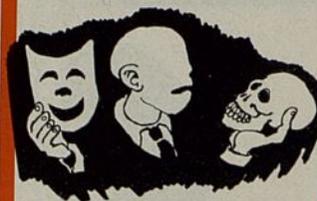


Photographies

L'Association Photographique de Grignan propose diverses expositions :

- Photographies de Jean Louis Le Gall.
- Photographies de Daniel Besson sur le thème « les Musées et les gens ».
- La photographie catalane et Pia Janini.
- Un dossier Caméra (la photographie suisse).

Au Musée Ancien du 5 décembre à la fin janvier. Le Musée Ancien est ouvert les **mardi, jeudi et samedi de 14 h à 18 h, et le dimanche de 10 h 30 à 12 h 30.**



THÉÂTRE

« Home »

Le groupe théâtral A.L.E.R.T.E.S. organise ne avant-première de sa tournée dans les départements limitrophes une série de trois représentations de « Home » de David Storey (adaptation de Marguerite Duras) à l'Hexagone de Meylan, rue Ayguinards, le 30 novembre, les 1^{er} et 2 décembre à 20 h 30.

CINEMA

Cinéma Arabe

L'O.D.T.I. propose deux films arabes sur la Palestine et les Palestiniens.

« **Kafr Kassem** » de Borhane Alouie, description fidèle et sensible par un cinéaste Libanais de ce qui s'est passé dans ce village en 1956. **Vendredi 3 et samedi 4 décembre à 20 h 30.**

« **Sanaoud** » (nous reviendrons) de Mohamed Slim Riad, ou l'histoire d'une patrouille palestinienne infiltrée en Israël, vue par un cinéaste Algérien. **Samedi 11 décembre à 20 h 30.**

Ces projections auront lieu à la **Chapelle Sainte Marie, rue Très-Cloîtres.**

EXPOSITIONS

Bob Wilson

Une exposition de dessins de Bob Wilson est prévue à la **Maison de la Culture de Grenoble du 1^{er} au 22 décembre.**

Festival Africain

Dans le cadre du Festival Africain de Grenoble, différentes expositions sont organisées au **Musée de peinture** :
- **Art actuel au Togo et art Vaudou jusqu'au 10 janvier.**
- **Pop'Art Africain, jusqu'à la fin décembre.**

- Chefs d'œuvres des collections particulières françaises jusqu'au 30 janvier.

CONCERTS

Gérard Manoin

La Maison de la Culture de Grenoble propose des concerts de Gérard Manoin, du 7 au 10 décembre.

Mozart

Musique lyrique avec l'Opéra de Mozart : « L'enlèvement au Sérail ». Interprété par l'Orchestre de Chambéry sur une mise en scène de G. Lavaudant, **mercredi 15, vendredi 17 et dimanche 19 décembre.**

Don Cherry

Pour la clôture du Festival Africain, concert de Don Cherry et de Manu di Bango. Rappelons que c'est à Don Cherry que l'on doit le free jazz et l'introduction dans le jazz d'éléments appartenant aux folklores d'Asie et d'Afrique.

DANSE

Yves P.

Le groupe Emile Dubois présente « Yves P. » ; il s'agit d'un **ensemble chorégraphique** signé J.C. Gallota, musique de H. Torgue, **Maison de la Culture du 1^{er} au 9 décembre.**

STAGES

Economie

L'U.E.R. de Sciences Economiques organise plusieurs stages autour de l'économie au cours du 1^{er} semestre 1983. Renseignements : U.E.R. Sciences économiques, Equipe Formation Permanente 38040 Grenoble Cedex. Tél. 54.81.78 poste 461 **le matin.**



loire

Correspondants :

Jean-Claude Tobia

(77) 37.69.58

Josiane Strelczyk

(77) 25.77.02

EXPOSITIONS

Peinture

Jean Solombre expose des peintures et des gravures durant le mois de décembre à la galerie Utopia, 7 rue Camille Collard.

Expos-photos

Le thème de cette exposition : « Le photographe des ponts », du 24 novembre au 31 décembre avec, le 8 décembre à 19h, la présentation du livre « Cérémonie du portrait ».

6^e niveau de la Maison de la Culture de Saint-Etienne.

RENCONTRES

Réfugiés

La situation des réfugiés salvadoriens en Amérique Centrale et spécialement au Nicaragua sera le principal thème d'une journée de rencontres à la M.J.C. de Charlieu le 12 décembre 1982.

Pour tous renseignements, téléphoner au (7) 859.35.14 et demander Jacques.

RADIO

La bonne longueur d'ondes

S.W.K. 95 MHz, tél. 80.39.31

Tout ce que les autres ne font pas. Humour et excellent programme musical.

Radio Transat 98,5 MHz, tél. 80.11.11

Lucien Jeunesse et Guy Lux apprécieraient.

Radio Centre Ville 103 MHz, tél. 79.93.40

Radio des commerçants sans commentaire.

Tram 96 96 MHz, tél. 33.40.00

Radio municipale. Pour tous les goûts sur un bon ton.

Radio-dio 90MHz, tél. 25.05.94

La marche de 18h à 23h.

Radio Cactus 102 MHz
Vient d'avoir ses statuts.

Radio Espérance
Vient de déposer ses statuts, n'émet par encore.

ASSOCIATIONS

Dégel

Une nouvelle association loi 1901 est née à Saint-Etienne. Elle a pour but de promouvoir toutes formes culturelles et d'informations (concerts, rencontres, théâtre, expositions). Dégel propose entre autres une salle de répétition pour les musiciens, les acteurs... et un lieu d'hébergement pour les artistes invités.

Pour tous renseignements, contacter François Bleton, 26 rue des Tilleuls, 42000 Saint-Etienne.

THÉÂTRE ET VIDÉO

Gimme-Shelter

Trois courtes pièces pour un sujet unique : la jeunesse. Cela donne Gimme-Shelter. Il s'agit d'une création de la Comédie qui se jouera à la salle de spectacles de Mimard les 4, 7, 14, 15, 16, 17 et 18 décembre.



Palais de Justice

Ou une audience du tribunal correctionnel de Strasbourg, par le Théâtre National de Strasbourg.

Les 9, 10 et 11 décembre au théâtre Jean Dasté.

L'Amour Médecin

C'est la création de la Comédie qui présente cette pièce : « L'Amour Médecin », autrement dit Molière au XX^e siècle.

Théâtre Jean Dasté les 13, 14, 17 et 18 décembre.

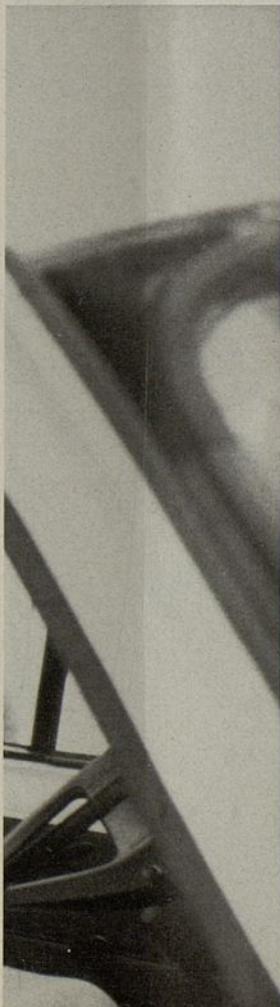
Voleur de Feu

Dans le cadre du Carrefour des Images et du Son, spectacle vidéo-théâtre sur Rimbaud : « Voleur de Feu ». A la Maison de la Culture le 3 décembre à 20h45.

Légendes

Agnès Chavanon du théâtre des Huit Saveurs propose un spectacle gratuit : « Contes et Légendes ».

Maison de la Culture les 16, 18 et 21 décembre.



savoie

Correspondant :

Denis Laurens

Tél (79) 62.14.52

EXPOSITIONS

Livres d'enfants

Le C.R.I.L.J. (Centre de Recherche et d'Information de la Jeunesse) présente une exposition sur les livres d'enfants à la bibliothèque Maché, Chambéry durant tout le mois de décembre.

Affiches polonaises de cinéma

C'est le thème d'une exposition. Les affichistes sont non seulement des dessinateurs d'humour, des illustrateurs de livres et des graphistes mais aussi des peintres. Dans le hall du Théâtre Charles Dullin du 1^{er} au 31 décembre.

Peintures sur soie

La M.J.C. de Moutiers organise une exposition de peintures sur soie les 2^{ème} et 3^{ème} semaine de décembre à la M.J.C.

CONCERTS

Jazz

Le G.R.A.C. autrement dit le Groupe de Recherche et d'Action Culturelle de Modane invite le Blues Jazz Band pour un concert le 11 décembre à 20h30 à la Salle des Fêtes.

Musique Tzigane

C'est avec William Garcin qu'aura lieu un concert de musique tzigane le 17 décembre à Saint Jean de Maurienne.

Francesca Soleville

La chanteuse Francesca Soleville avec en première partie Pierre Tournière sera à la M.J.C. de Chambéry le 10 décembre.

Ange

Pour le réveillon de Noël la M.J.C. d'Aix les Bains propose un concert d'Ange le 24 décembre à 21h au Palais des Fleurs.

Musique lyrique

Mozart à Chambéry avec « l'enlèvement au Sérail » par l'Opéra de Lyon, mise en scène de G. Lavaudant, direction musicale Claire Gibault en collaboration avec l'orchestre de Chambéry et de la Savoie ; au Théâtre Charles Dullin, le vendredi 10 à 20h30 et le dimanche 12 à 15h.

Valses

Le sextuor William Garcin jouera des Valses Viennoises le mardi 21 décembre à l'église du Biollay à 20h30.

THÉÂTRE

La petite pendule

L'A.M.C.C.S. présente sur l'ensemble du département une pièce de théâtre pour enfants « la petite pendule » ; cette histoire pour les enfants inventée par Bernard Mongourdin et animée par Maryvonne François, Carole Bravard, Jean-Pierre Andréani, Bernard Mongourdin. La musique est de Jean Pacalet, les décors et les marionnettes de Alain Bulot.

Calendrier : Samedi 11 décembre à 15h / Université de Savoie / Chambéry.

Dimanche 12 décembre / salle de Maistre / M.J.C. Albertville.

Lundi 13 décembre à 14h / cinéma / St Michel de Maurienne.

Mercredi 15 décembre à 14h30 / Théâtre / St Jean de Maurienne.

Jeudi 16 décembre / Salle des Fêtes / G.R.A.C. Modane.

Mardi 21 décembre à 13h30 / 15h30 / M.J.C. / Moutiers.

Mercredi 22 décembre à 15h / Théâtre Charles Dullin / Chambéry

Jeudi 23 décembre à 15h / Théâtre Charles Dullin / Chambéry

Mercredi 29 décembre à 15h / Salle des Fêtes / Petit Cœur

AGENDA

Hamlet

Le Théâtre de la Glèbe présente « Hamlet » de Jules Laforgues à Chambéry, salle des Pilos du 10 au 18 décembre à 20h30 sauf dimanche et lundi.

Conte de feu

Le Théâtre de la Ballade propose deux représentations de « Conte de Feu » à Bramant le 15 décembre et à Chambéry au foyer départemental de l'enfance le 18 décembre.

Chat de la nuit

Par le Théâtre le Louve une représentation du « Chat de la nuit » à Moutiers le 15 décembre à 21h.

Aladin

Le Théâtre de la Glèbe propose aux enfants un spectacle : « Aladin et la lampe merveilleuse » durant le mois de décembre. Ils seront le :

15 / 12 à 14h à la M.J.C. de Chambéry

17 / 12 à 13h30 à la Salle des Fêtes de Chindrieux.

18 / 12 à 14h30 à la M.J.C. de Moutiers.

21 / 12 à 14h30 à la Salle des Fêtes de Saint Jean de Maurienne.

27 / 12 à 17h et 21h aux Menuires.

29 / 12 à 17h et 21h aux Menuires.

28 / 12 à 17h et 21h aux Karellis.

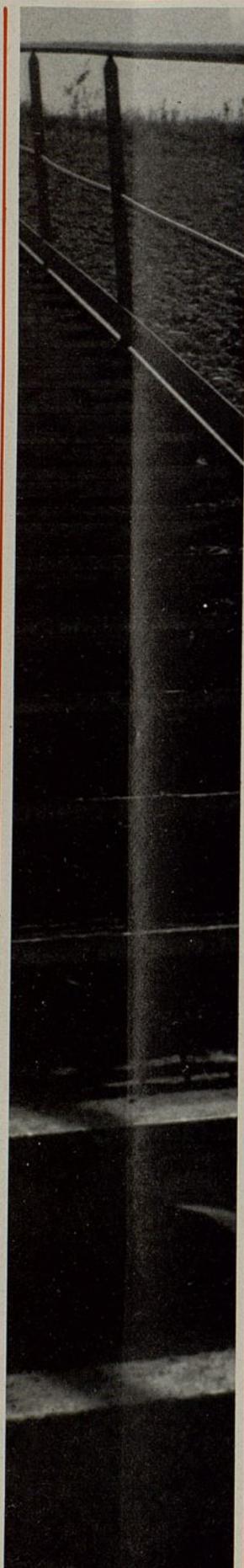
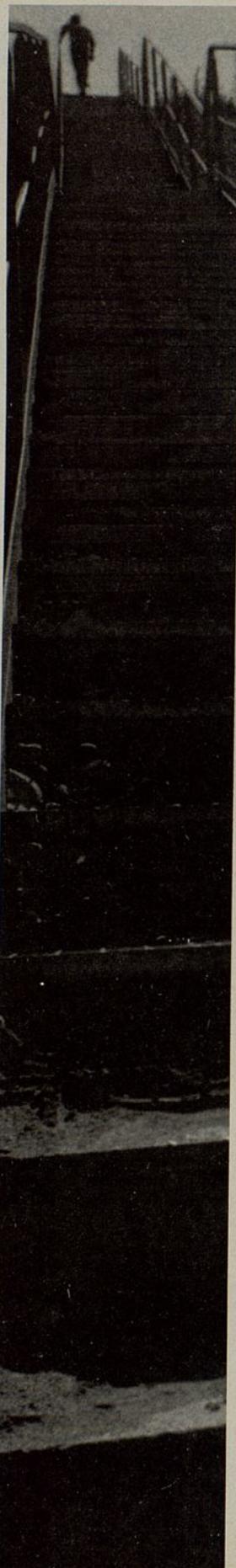
Clowns

La M.J.C. d'Aix-les-Bains présente des clowns italiens, les Colombaioni, le 8 décembre à 21h au Palais des Fleurs.

LOGEMENT

Loi Quillot

Le service Information Logement C.A.L. PACT de Savoie met à la disposition du public une documentation sur la loi Quillot « les nouvelles dispositions relatives aux droits et obligations des locataires et des propriétaires bailleurs ». C.A.L. PACT 189 rue Croix d'Or 73000 Chambéry.



haute-savoie

Correspondant :
Rachid Aït Shidoum
Tél. (76) 96.39.32

STAGES

Entraînement mental

L'association Peuple et Culture propose un stage d'entraînement mental 1^{er} degré, consistant en l'initiation d'une méthode rationnelle de travail intellectuel ; du 6 au 10 décembre 1982 à Annecy. Renseignements et inscription : Peuple et Culture de Haute Savoie, 13 rue de la Paix 74000 Annecy. Tél. (50) 45.15.53.

Micro Informatique

Pour les adultes, Peuple et Culture organise cinq jours de formation en micro-informatique pour apprendre à faire ses propres programmes et à réfléchir sur la place et les enjeux de l'informatique, ses débouchés...

Du lundi 13 au vendredi 17 décembre. Le nombre des participants est limité à 10. Renseignements et inscription à Peuple et Culture.

SPECTACLES

Programme

le C.A.C., Centre Culturel de la région Annécienne propose un programme varié pour le mois de décembre :

- des expositions de photos et de tissages

- de la musique avec :
l'orchestre de chambre de Vienne,
Jean Bonfils,
Le concert dans l'œuf,
Ballet de l'Opéra de Lyon
Henri Tachan
Chœurs de l'Opéra de Lyon
« L'enlèvement au Sérail »
Michel Legrand.

- du théâtre :

Chant profond de la Grèce
Ris et danceries
Le voleur de feu'
Qui a peur de Virginia Woolf ?

Pour tous renseignements, téléphonez au service « Information » au C.A.C. au (50) 51.50.91.

COURS

Arabe

La M.J.C. de l'Abbaye organise pour les jeunes, les adultes et les enfants des cours d'Arabe, pour les adultes et les jeunes des cours de danse arabe. Tél. 54.21.01 et 44.53.04

L'A.D.C.F.A. de Grenoble propose également pour les adultes, les jeunes et les enfants des cours d'Arabe. Contact : A.D.C.F.A. 1 rue Hanquelin Grenoble. Tél. 42.38.89.

Italien

L'Institut Culturel Italien de Grenoble organise des cours d'Italien. Tél. 54.18.54.



Photo Yves Guélaud

rhône

CONCERTS

Musique italienne

La Chanterelle organise un concert de musique italienne avec Ricardo Tesi (accordéon diatonique) et Alberto Balia (guitare sarde) le **10 décembre à 20h30, à la Condition des Soies, impasse Saint-Polycarpe.**

Musique chilienne

La Représentation du Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (M.I.R.) de Lyon organise un gala pour le Chili avec le groupe chilien Karaxu et le chanteur Osvaldo Rodriguez, dans la **salle de la Mairie du 6^e arrondissement, 33 rue Bossuet, le 9 décembre 1982 à 20h.**

Prix d'entrée : 30 F

Musique traditionnelle

Les Musiciens Routiniers organisent un concert-bal d'ouverture de leurs activités avec Lo Zai (musique limousine), Beautemps sur la province et Michel Pichon (Bourbonnais) au **C.C.O., rue Courteline à Villeurbanne le 3 décembre 1982 de 19h à 24h.**

Soirée belge

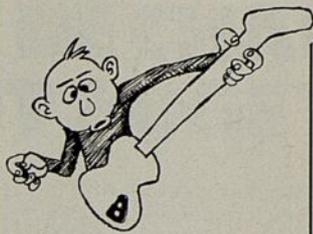
Le Comité Malville organise une soirée avec des musiciens et des chanteurs belges au **C.C.O. à Villeurbanne, le 4 décembre à 20h30.**

Jazz

Dans le cadre des dîners-concerts de « la Vieille Auberge », soirée de jazz des années 60 avec le trio de Jean-Charles Demichel (pianiste), Alain Dumom (batter) et Dominique Di Piazza (basse électrique) à la **Vieille Auberge d'Oingt le vendredi 3 décembre à partir de 20h.**

« Trois Grandes Gueules »

Pour toucher un nouveau public, un groupe de jeunes et de moins jeunes invitent à **Saint-Fons « Trois Grandes**



Gueules » en banlieue. **Alain Bert, Gaurdon, Jean-Marc Le Bihan.** Trois soirées sont donc organisées à la **M.J.C. de St-Fons, 53 rue Carnot :**

- Alain Bert + Pulsar le mercredi 1^{er} décembre à 21h
- Jean-Marc Le Bihan + ? le jeudi 2 décembre à 21h
- Gaurdon + Skizofrénétique Bande le vendredi 3 décembre à 21h.

EXPOSITIONS

Photographies

Exposition « Photographies » d'Arièle Bonzon à la **Galerie du Réverbère, 4 rue Neuve, 69002 Lyon jusqu'au 31 décembre 1982.** La galerie est ouverte du lundi au samedi de 14h à 19h.

CINÉMA

Maman et Ixe

Les films Grain de Sable nous informent de la sortie des films « Maman » et « Ixe » de Lionel Soukaz au **C.N.P. de Lyon le 1^{er} décembre 1982.**

COURS

Alphabétisation

Des cours d'alphabétisation au **C.C.O., rue Courteline à Villeurbanne tous les lundi, mercredi et jeudi de 19h15 à 21h.**

Polonais

Cours de polonais au **C.C.O. tous les mercredi de 18h à 20h.**

Arabe maghrébin

Débutants. Les lundi et jeudi de 14h à 16h, pendant 25 semaines. **Début le 15 novembre.** Inscription : 1870 F,

possibilité de prise en charge Formation Continue. **Université Lyon 2, F.C. 86 rue Pasteur, 69365 Lyon Cédex 2, tél. 869.24.45, poste 358.**

THÉÂTRE

Hollywood

Le théâtre de la Vie Fugitive propose sur un texte d'André Merle un spectacle : « Le manuscrit perdu à Hollywood ».

Salle Gérard Philippe à Villeurbanne du jeudi 2 décembre au jeudi 16 décembre, sauf dimanche et lundi.

Coup de vent

Une représentation de cette création signée Yves Barbaut : « Avis de coup de vent » à la **salle Gérard Philippe à Villeurbanne le lundi 20 décembre à 20h30.**

Marivaux

La Compagnie Gilles Laubert présente « L'île aux esclaves » de Marivaux du **7 au 11 décembre à la Maison des Jeunes et de la Culture de Saint-Fons et au Centre Culturel Léonard de Vinci de Feyzin.**

SESSIONS

« Solidarité »

Analyse d'un mouvement social. Pologne 1980-1981 avec M. Wiewiorka. **4-5 décembre 1982.**

Religion

Les antiquités juives de Joseph et le christianisme primitif avec A. Paul.

11-12 décembre. Centre Thomas More, B.P. 105, 69210 L'Arbresle

Femmes

Information sur les droits des femmes dans les secteurs professionnel, juridique, social, « vie sexuelle et familiale », « vie associative ». **Permanences lundi à vendredi, 10h-12h. Centre d'Information Féminin, 3 rue Président Edouard-Herriot, 69001 Lyon.**

Centre d'Information des Droits de la Femme, du mardi au vendredi, 14h à 18h. V.I.F.F.-S.O.S. Femmes, 3 avenue H. Barbusse, Villeurbanne. Tél. 803.93.37.



STAGE

Mime

Le **Centre Pierre-Valdo** propose un stage Mime avec le mime Lorca les 4 et 5 décembre. **Renseignements et inscriptions au 859.35.14**

Marionnettes

Stage de travail de la manipulation et du jeu théâtral autour de la marionnette, s'adressant aux adultes, aux initiés comme aux non-professionnels. Il se déroulera sur trois week-ends durant le mois de décembre à l'**Espace Tonkin, 1 rue Salvador Allende, 69100 Villeurbanne.**



Photo Malik



ANIMATION

Adolescents

Une activité de week-end et un camp-chantier pour Noël sont prévus par le **Centre Pierre-Valdo.** La date n'est pas encore fixée. Pour tous renseignements, **appeler le 859.35.14 le mardi et le jeudi.**



Dossier

« Les nouveaux votants », édité par le **C.L.A.P.**, à demander à son adresse rue **Burdeau, 38, 69001 Lyon ou 2 place Jean-Jaurès, 42000 Saint-Etienne.**

Expérience soutien scolaire avec le **C.L.A.P.** à Lyon le 9 décembre, tél. 839.54.54 à **St-Etienne**

BREVES

Tout dans les douilles

Lors des assises du Front National à Nice, fin octobre, M. Jean Marie Le Pen a eu ce mot : « Si vous avez le droit d'avoir une arme chez vous, préférez au 6,35 millimètres le 9 millimètres, c'est plus efficace ». Et pourquoi pas carrément un Exocet ?

Sans rire

Entendu à la T.V. le soir de la mort de ce grand défenseur de la paix que fut Léonid Brejnev le propos selon lequel les occidentaux reprochaient aux Soviétiques de ne pas assurer la libre circulation des hommes et des idées. Qu'en pensaient au même moment les Maghrébins et les Portugais en grève de la faim à Paris pour leur régularisation ?

Course-poursuite

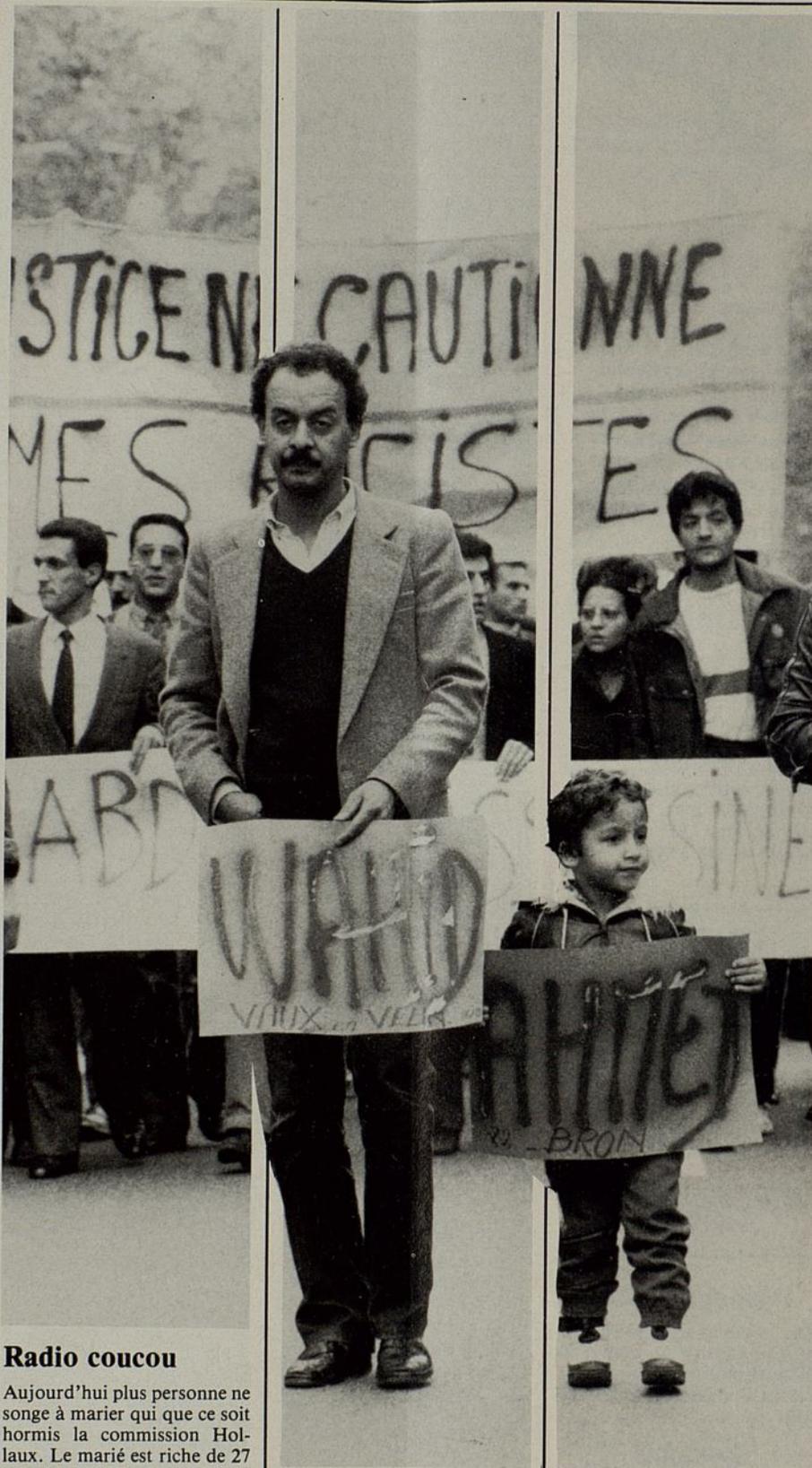
Jeudi 11 novembre, le souvenir de la grande boucherie. A Lyon, manifestation d'immigrés en réaction à l'assassinat de plusieurs d'entre eux. Pour une vingtaine de Messieurs genre-Croix-de-Feu tout droit sortis des années trente c'en était trop. L'arrivée rapide de la plice a mis fin à la provocation... dont certains éléments de la police n'étaient, semble-t-il, pas absents. Devinette : à qui profite l'escalade ?

C'est un ordre

L'hebdomadaire *Sans Frontière* est ce mois-ci chez votre marchand de journaux. Achetez-le, c'est un ordre. Le seul journal à diffusion nationale qui traite de l'immigration et du Tiers-Monde a la tête sous l'eau. Devinette : à qui profite le crime ?

Pas extra

A propos des commissions extra-municipales regroupant les communautés étrangères dans certaines mairies : elle ne donnent pas vraiment satisfaction à leurs usagers, les partis de gauche n'ont pas de positions définies pour elles et personne ne sait encore le sort qui leur sera réservé. Voilà le bilan sans joie d'une soixantaine d'élus municipaux représentant une quinzaine de villes réunies à l'invitation du maire de Saint Etienne sur une idée du C.L.A.P. Et pourtant.



Radio coucou

Aujourd'hui plus personne ne songe à marier qui que ce soit hormis la commission Hollaux. Le marié est riche de 27 ethnies, (**Radio Trait d'Union**), l'épousée s'appelle **Action**. Elle tient du coucou qui vient faire son lit dans le nid des autres. Celui-ci est déjà plein comme un œuf. Radio-Coucou devra donc se contenter d'une petite place, ou convoler vers d'autres noces.

« Le seul garant de la liberté c'est le courage »

L'A.I.D.A (Association Internationale de Défense des Artistes) lance un appel à :

- tous les artistes, comédiens, danseurs, chanteurs, metteurs en scène, décorateurs, musiciens, photographes, artistes plasticiens, écrivains,
- tous les lieux de spectacles, théâtres, cinémas, music-

halls, cafés-théâtres, cabarets, opéras, etc.

- tous les lieux d'expositions.

Vous qui travaillez entre le 13 et le 17 décembre, choisissez une soirée ou une matinée et jouez, chantez, dansez, peignez en l'honneur des artistes polonais.



Versez les recettes à l'A.I.D.A. « Pologne », 6 rue de l'Eure 75014 Paris.

A.I.D.A. Lyon : permanence le lundi à 12 heures, 7 rue Alsace Lorraine 69001. Tél. (7) 839.33.37.



Sueurs

La Fédération des centres sociaux du Rhône et l'Union Régionale des Foyers de Jeunes Travailleurs ont tiré en novembre un bilan des stages d'insertion sociale et professionnelle des jeunes de 16-21 ans. Où l'on apprend que sur un groupe de 37 jeunes accueillis pour un stage au centre social Le Plateau à la Duchère 21 étaient Français, 16 de nationalités étrangères, que la moyenne des familles est de 6 enfants, que sur 28 situations connues de pères 19 sont ouvriers, 3 chômeurs ou invalides, 2 employés, 6 sont décédés. A l'issue du stage 13 ont été placés (dont 2 embauches fermes). Pour ces 37 postes les candidats étaient au nombre de 128. Les promoteurs tirent un bilan positif de ces stages, corroborés par plusieurs témoignages de jeunes.

SCENES DE CHASSE EN HAUT BUGEY

Le 13 octobre dernier, 300 petits patrons venus de tout l'Ain, mais aussi du Jura et le Haute-Savoie, à l'appel du Syndicat National des Petites et Moyennes Entreprises, ont provoqué l'évacuation d'une trentaine d'ouvriers immigrés en grève depuis le 29 septembre et qui occupaient leur usine.

Tout a commencé dans la matinée du mercredi 13 octobre. Armés de manches de pioches et de gourdins, traînant avec eux un bulldozer et accompagnés d'une centaine d'ouvriers non-grévistes, les 300 assaillants avaient bien décidé d'en découdre avec les occupants. Des heurts, brefs mais violents, ont vite opposé, à l'entrée des établissements David, patrons français et ouvriers immigrés, ces derniers barricadés à l'intérieur et qui bombardèrent les attaquants avec tout ce qui leur tombait sous la main, boulons, pièces métalliques, etc.

C'est seulement en fin de soirée, après l'échec d'une tentative des assaillants pour forcer les portes de l'usine à l'aide d'un bulldozer, que les occupants ont pu sortir sous la protection de la police, certains pour se rendre à l'hôpital et y faire soigner leurs blessures.

Le 15 octobre, en réponse à la reprise du travail et l'envoi en formation professionnelle du délégué de la C.G.T. dont la mise à pied avait déclenché la grève, une manifestation unitaire rassemblait plus de 1 500 personnes dans le centre de la ville. « *Du jamais vu depuis mai 68* », explique-t-on maintenant à Oyonnax. Le meeting qui suivait le défilé aura permis de faire le procès public des conditions de travail dans les entreprises de la région.

Le calme est maintenant revenu, mais les plaies resteront longtemps vives après cette tentative d'assaut aux allures de ratonnade.

Car à Oyonnax, en effet, les immigrés constituent l'essentiel des effectifs de la C.G.T. et de la C.F.D.T. (10 % seulement des adhérents de la C.F.D.T. sont français). Dans cette ville où le racisme se vit à la production (65 % des effectifs sont immigrés), ce sont eux qui se sont retrouvés seuls face aux gourdins patronaux.

A l'heure des comptes, la gauche ne semble pas trop mécontente de l'opération. Cette violence patronale, en réponse au refus du préfet de faire évacuer l'usine après une décision de justice, pourrait bien se retrouver en mars prochain, au moment des élections. « *La droite a montré son vrai visage* », explique-t-on aujourd'hui.

Quant aux travailleurs immigrés, ils se retrouvent aujourd'hui un peu plus seuls. Et peut-être un peu plus éccœurés.

P.G.

RADIOS LIBRES : ENCORE ELLES

Plus d'un an que les radios libres émettent et pourtant, toujours pas d'existence légale ! De passages en commission en demandes de regroupements, chacun attend que le verdict tombe. Cependant, et malgré cet horizon plus qu'incertain, l'information fait progressivement son entrée sur la modulation de fréquence. De quoi faire dresser l'oreille aux professionnels qui ont invité une trentaine de radios à faire le point au cours d'un débat au Club de la Presse.

Y-t-il une place pour l'information sur les radios libres ? Quelle doit être la nature de cette information et comment la collecter, comment la traiter ? Dans le pêle-mêle des témoignages, plusieurs méthodes se bousculent. A commencer par la plus

professionnelle : le telex du Service A.F.P. radios libres. Une seule radio, pour l'instant, paraît en être équipée, Radio Contact. Il est vrai qu'à plus de 4 000 francs par mois, le privilège d'informer n'est pas encore à la portée de tous ! A défaut, certains vantent les mérites du travail de terrain : voitures radios sillonnant la ville en quête d'événements... ou d'embouteillage (Happy Radio), informations de quartier (Radio Chapelle Tonkin), résultats sportifs en direct... tout au plus des services ou de l'information locale. Pour glaner l'information nationale, voire internationale, la méthode « militante » semble avoir fait ses preuves : utilisation d'un réseau d'associations, d'amis relais, habitude réflexe du téléphone. Et Radio Léon d'agiter, comme pièce à conviction, ses scoops sur la Pologne ou le Liban. Et Radio Trait d'Union de renchérir en soulignant l'efficacité de chaque ethnie qui diffuse ses propres informations dans la langue du pays concerné. Des informations, qu'immigrés et réfugiés ont du mal à trouver ailleurs ! Pour finir, on avoue la méthode la plus anti-professionnelle : le repiquage des radios périphériques. « *Absurde, et quel intérêt !* » s'exclament les professionnels. « *Faute de moyens...* » s'excusent les radios libres... le vrai problème étant (on y arrive) celui du financement. Le clivage, une fois de plus, apparaît : d'un côté, les commerciaux tournés vers les auditeurs et pour lesquels le flash d'information n'est qu'un moyen de plus pour « fidéliser » le public, de l'autre, les militants tournés vers une plate-forme d'expression. « *Etonnez-nous, apportez-nous quelque chose de différent* » lancent les professionnels comme un défi. Bref, les deux parties ne partent pas vraiment réconciliées... et le débat reste dans l'air. Toujours « *l'onde floue* ».

C.R.



Photo Patrice Gagnant

**A.D.A.P.
diffusion
rhône-alpes**

Pour les actions d'alphabétisation, d'adaptation, de préformation, d'insertion...

*Pour jeunes et adultes
(hommes et femmes)*

*Documentation et conseil,
location et vente des
matériels pédagogiques
adaptés*

A.D.A.P. DIFFUSION
27 montée Saint-Sébastien
69001 LYON Tél. 839.60.30



garuda

des meubles sans frontière

IMPORTATION DIRECTE
11 rue St Jean 69005 LYON Tél. (7) 842.12.56

**GAGNEZ
UN LIVRE!
PAGE 51**

**LE MONDE
En direct de votre région.**

ALGER	DAKAR	NAIROBI
AMSTERDAM	DJERBA	ORAN
ANNABA	FEZ	POINTE-A-PITRE
ATHÈNES	FORT-DE-FRANCE	RÉUNION
BELGRADE	FRANCFORT	ROME
BEYROUTH	LISBONNE	TEL AVIV
BRUXELLES	LONDRES	TUNIS
LE CAIRE	MADRID	VARSOVIE
CASABLANCA	MARRAKECH	ZAGREB
CONSTANTINE	MAURICE	ZURICH
COPENHAGUE	MILAN	

Ainsi au départ de Lyon, Air France vous propose 110 vols hebdomadaires vers 32 villes dans 20 pays.

Pour tout renseignement complémentaire, consultez votre agence de voyages ou votre agence Air France.


AIR FRANCE

10, quai Jules Courmont - 69002 LYON - Tél. (7) 842.26.57
41, avenue Henri Barbusse - 69100 VILLEURBANNE - tél. (7) 884.24.53
SATOLAS AÉROGARE - Blocs 4-6 - tél. (7) 871.96.20

EDITO

11 novembre 1918: fin d'une guerre. Depuis, tous les ans, ça s'arrose. Combien sont-ils les Arabes morts pour la France? 11 novembre 1982: manifestation à Lyon contre une autre guerre, civile celle-là, à coup de 22 long rifle, celle de l'auto-défense. Wahid Hachichi s'est fait tuer, comme à la foire, de cinq balles, rue Vauban, pour une histoire de bagnole. Pourquoi les Arabes étaient-ils seuls ce 11 novembre 1982 à manifester émotion et colère? Combien sont-ils les jeunes, Arabes ou pas, tombés sous les balles des bavures ou des auto-défenseurs?

Il est indigne du discours officiel de parler plus de visas et du nécessaire contrôle de l'immigration que de la sécurité due aux jeunes de ce pays. Il est indigne du discours officiel de permettre tous les amalgames entre immigration et terrorisme. Il est indigne qu'en cela le Pouvoir d'aujourd'hui comme celui d'hier aggrandisse au lieu de les combler les cassures qui séparent les communautés vivant sur notre sol. Les organisations françaises doivent à cet égard se situer.

Auto-défense et racisme: deux fléaux distincts qui éventuellement s'aditionnent. Pour l'un comme pour l'autre, ce n'est plus aujourd'hui en terme de solidarité que la question se pose. Toute absence dans la protestation, toute distance dans le discours suffisent déjà à creuser les écarts. Nous sommes tous du mauvais côté de la carabine.

COSMOPOLIS

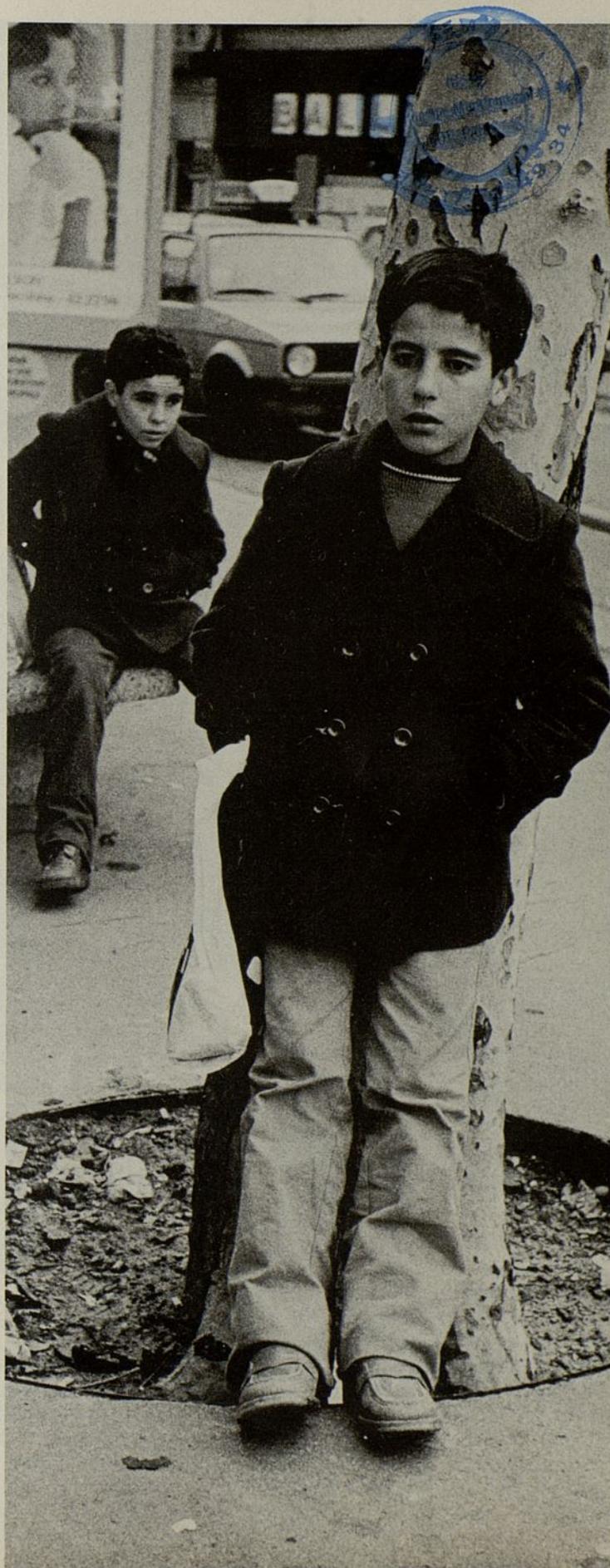


photo J. Bartz

CHAMBERY

LES RISQUES DE LA SOLIDARITE ACTIVE

Municipales 1977. Francis Ampe, candidat de l'Union de la Gauche l'emporte d'un tout petit poil.
Mars 1983, s'en faudra-t-il d'un cheveu ?



Cosmopolis : Quel bilan faites-vous d'une politique du logement qui bénéficie d'une bonne réputation hors la ville mais ne semble pas faire l'unanimité pour les Chambériens ?

F. Ampe : Nous sommes partis du postulat que le logement est un droit pour tous les travailleurs de Chambéry ou de l'agglomération. Pour cela nous avons travaillé dans plusieurs directions. L'une a consisté à relancer la construction du logement social. Avec cette précision qu'il n'était pas question de construire du logement social dans un même et seul quartier de manière à ce que le candidat au logement puisse aussi choisir son quartier.

Une autre piste a consisté à restaurer des logements anciens dans le centre-ville. Avec un principe absolu : le maintien de la population en place.

Enfin, dans un souci de revalorisation du patrimoine H.L.M., nous avons proposé un programme de réhabilitation : travaux d'isolation thermique, apport de confort, etc. La mise en place d'une nouvelle gestion locative nous fait considérer le locataire comme un client qui a droit au respect.

Cosmopolis : Dans ce plan, comment se situe la politique en faveur des familles étrangères ?

F. Ampe : Pour nous, pas de différence. Ou il n'y a de politique que parce que ces familles se trouvent trop souvent dans des situations d'insalubrité extrêmement graves. Elles ont droit à un logement comme les autres, ni plus ni moins. L'exemple le plus caractéristique est la cité de transit de Cognin, un bidonville installé depuis quinze ans. Nous l'avons rasé et procédé au relogement des familles. Nous sommes critiqués pour cela. Cette critique ne tient pas debout parce personne ne peut contester à une famille le droit de ne plus habiter dans le froid et la boue.

L'autre cas est celui d'immigrés célibataires logés en garnis et qui sont l'objet d'exploitation par des marchands de sommeil. Nous n'avons pas le droit de tolérer de telles choses.

Photo « La Vie Nouvelle » Chambéry



Nous avons une politique d'intervention foncière dans le centre-ville, un droit de préemption qui fait de nous un partenaire actif du marché foncier. Le fait que nous ayons préempté des logements pour y loger des immigrés a été critiqué. On nous a accusé de prendre le logement de Français pour y loger des étrangers. S'est installé malgré nous dans une partie de l'opinion, un climat qui voudrait faire dire que les immigrés bénéficient d'une bienveillance particulière. Je crois que c'est faux.

Cosmopolis : Y voyez-vous une possible incidence pour les prochaines échéances municipales ?

F. Ampe : Bien sûr, mais nous avons un axe qui est celui d'une municipalité d'Union de la Gauche et qui s'appelle la solidarité active. Cela entraîne parfois des réactions franchement racistes et nous les condamnons. D'autres sont plus sournoises. Cela est de notre responsabilité d'expliquer que cette politique est une politique juste car elle prend l'homme en considération quelle que soit sa couleur.

Cosmopolis : Avez-vous l'impression que des pressions de l'opinion aient pu infléchir votre politique ?

F. Ampe : Non, notre politique est sereine, nous l'estimons juste et elle est approuvée par une bonne partie de l'opinion. Je me suis entretenu avec l'évêque

de Chambéry et toute son équipe de ce problème ; il va de soi que l'Eglise approuve cette politique.

Cosmopolis : Quelles sont vos autres interventions en faveur des communautés étrangères ?

F. Ampe : Nous pensons que les communautés étrangères ont la responsabilité de s'organiser, si elles le souhaitent bien entendu. Nous leur avons dit qu'elles étaient nos interlocutrices pour parler des problèmes sociaux, de logement, etc. Tout cela a été centré autour d'une commission internationale et d'un service qui a été l'interlocuteur de ces communautés. Le plus bel exemple qui ait été vécu récemment est la fête de l'amitié du printemps dernier, qui sera renouvelée et qui est une fête de tous les peuples.

Cosmopolis : Que pensez-vous du droit de vote qui serait accordé aux immigrés ?

F. Ampe : C'est un problème national qui fait partie des recommandations des Communautés Européennes. Il a été évoqué au moment de la campagne électorale pour la présidence de la République. Il a été l'objet d'une petite animation juste après l'élection de François Mitterrand. Je pense que le gouvernement a l'intention de reprendre le dossier qui pose un problème de droit qu'il faut traiter au fond. Je ne pense pas qu'il soit

politiquement contestable que quelqu'un qui réside dans une ville depuis un certain nombre d'années puisse avoir son mot à dire sur l'avenir de cette ville. Personnellement, j'y suis favorable.

Cosmopolis : Qu'en est-il de la cohésion municipale indispensable à votre réélection ?

F. Ampe : Beaucoup de nos adversaires ne donnaient pas cher de l'Union de la Gauche à Chambéry. Or nous sommes toujours là, cela fait partie de mes grandes satisfactions, profondément unis, même si parfois le débat est vif. On discute, on négocie. Cette union est concrète et on continuera.

Cosmopolis : Vos rapports avec le commissaire de police de la ville ne passent pas pour faciles. Où en sont-ils ?

F. Ampe : L'approche par la sécurité est une assez bonne approche de la vie municipale. Ceci parce que la notion de sécurité est une notion très ouverte qui a eu trop tendance à être vue uniquement sous l'angle de la répression. C'est une mauvaise manière d'aborder la police. Dans une ville la sécurité est le résultat d'une conjonction de toute une série de décisions aussi bien en matière d'urbanisme, en matière de sécurité physique, par exemple la circulation. Ainsi, une politique piétonne est une politique de respect de la personne.

SUBITO PRESTO

Pour la délinquance immédiate interviennent à la fois la prévention et la répression. Pour cela le dialogue avec la police est très important. Ce dialogue était difficile, mais à force de persuasion et grâce aux instructions strictes du ministre de l'Intérieur, au rôle du Commissaire de la République, les choses avancent. Je ne dis pas encore que je sois satisfait. Il faut repenser le rôle et l'organisation de la police dans la ville.

Cosmopolis : Pour faire la place belle à des équipements lourds, votre politique culturelle ne fait pas l'unanimité. Quelle politique ?

F. Ampe : Nous avons mené une politique culturelle qui donne la place au soleil à tous. Un sondage nous donnerait une large majorité. Nous avons une politique de soutien à l'initiative d'amateurs en même temps qu'une politique de service public. Nous avons aussi bien construit le café associatif que la maison de la culture. Le café associatif est une part de la vie culturelle mais ce n'est pas toute la vie culturelle. Nous avons mené une politique de création d'un orchestre permanent, avec musiciens professionnels et nous avons fait une politique de décentralisation du conservatoire d'éducation musicale dans les écoles. Nous avons une politique de soutien au jazz avec la création du Jazz Club qui est une réussite. Tous les samedis soir à Chambéry vous avez un endroit super sympa pour écouter du jazz une bonne partie de la nuit. Sans professionnels, point d'amateurs.

Cosmopolis : Francis Ampe, ancien militant du P.S.U., quels regrets, quels bénéfices ?

F. Ampe : Le P.S.U. à l'époque était un parti qui fourmillait d'idées. Il n'était pas au pouvoir, loin de là. Et pourtant il était solidaire dans la construction d'une gauche à vocation majoritaire. Je crois que ceux qui comme moi à l'époque ont quitté le P.S.U. pour rentrer au Parti Socialiste ont fait concrètement la France d'aujourd'hui. Si j'étais resté au P.S.U., je ne serais pas maire de Chambéry, c'est vrai. Je crois que lorsqu'on estime que l'on ne renie pas ses options essentielles, c'est bien sûr plus satisfaisant de travailler dans un parti qui a une vocation de masse. Avoir raison tout seul, c'est bien mais ça ne change pas grand chose. Jusqu'à présent, je me sens à l'aise, je vis, je respire au sein du Parti Socialiste.

Propos recueillis par Bernard Bolze

Avec Alain Krivine membre du bureau politique de la Ligue Communiste Révolutionnaire

Cosmopolis : Quelle est votre position en matière de droit de vote des travailleurs immigrés ?

A. Krivine : Le problème du droit de vote pour les travailleurs immigrés fait partie des libertés démocratiques les plus élémentaires dès lors qu'il s'agit de travailleurs vivant en France, exploités encore plus que leurs camarades français. Nous sommes donc pour l'application d'une promesse non tenue qui était celle de la gauche à l'époque des présidentielles mais nous sommes aussi pour l'élargir à toutes les instances qui existent selon des critères à définir avec les organisations de travailleurs immigrés.



Photo Yves Guélaud

Il faut dire également la menace qui pèse sur les travailleurs sans papiers quand on sait que la régularisation a été très limitée, liée à toutes sortes de difficultés. Aujourd'hui où la date est forclosée, 200 000 travailleurs n'ont pu être régularisés et risquent d'être expulsés du jour au lendemain.

Cosmopolis : Comment évaluez-vous le réponse du mouvement ouvrier français ?

A. Krivine : J'ai peur que cette réponse soit comme par le passé plus que timide. Cynique, méchant ou réaliste, je dirais que malheureusement la situation des travailleurs immigrés est telle qu'elle n'intéresse que modestement les organisations de la gauche officielle : ils ne votent pas.

L'ultime danger est celui qui pèse sur l'application du droit d'asile. Nous sommes contre tout visa, nous sommes pour la libre circulation des hommes et des idées. J'ajoute que l'argument sur le terrorisme est complètement fallacieux. Chacun sait que ceux dont les cartes sont les plus à jour sont les fameux terroristes. C'est une façon raciste et scandaleuse de faire semblant de résorber le problème du chômage.

Cosmopolis : Quelles propositions ?

A. Krivine : La tension est liée à une éducation à faire dans le mouvement ouvrier français et qui n'existe plus depuis des dizaines d'années sur ce que sont réellement les travailleurs immigrés. Je ne crois pas le P.C. lorsqu'il affirme qu'accorder le droit de vote aux immigrés c'est liquider leur spécificité. Ce n'est pas contradictoire et l'auto-organisation des travailleurs est aussi nécessaire.

Lorsqu'on veut traiter les travailleurs immigrés à égalité avec les autres, ou l'on se donne les moyens de résoudre les problèmes, ou l'on caresse le poil du sentiment moyen des travailleurs français éduqués souvent à l'école dans un sens raciste et nationaliste. C'est alors que les contradictions s'aggravent.

Propos recueillis par B.B.

PRESSE PERIODIQUE REGIONALE

PETIT

ABÉCÉDAIRE

Oui, la presse périodique régionale existe ! Pas de quoi donner encore un titre à chacune des lettres de l'alphabet, mais patience... les « grands » s'y emploient. Dans leur lutte de reconquête du marché, c'est à qui blousera qui. Drôle d'album de famille !

A comme

Alternative

Prendre le contre-pied des grands médias, conquérir un nouveau public, chez les jeunes en particulier, se regrouper pour obtenir au minimum les avantages reconnus aux grands titres, tels sont à la fois les paris et les partis-pris qu'ont en commun les journaux d'expression locale et alternatifs qui se sont réunis à Lyon pour bâtir une Fédération et élaborer des statuts...

« Actualités Dauphiné »

Le mensuel grenoblois table plutôt pour sa part, sur un public institutionnel, « décideur » comme on dit à Lyon, mais on y trouve aussi de bonnes informations culturelles et locales. A connaître.

C comme

Capitiaux

Hors de Paris, point de salut ? Tout le monde s'accorde à le dire : trouver des capitiaux à Lyon ou dans la région pour éditer un périodique, c'est aussi facile que de transformer un cercle en triangle ! Imbrications économique-politiques, marché protégé par les « grands » de la presse, public instable ou infidèle, voilà qui découragerait les meilleures volontés. A croire qu'il n'y a que les parisiens pour miser sur la presse régionale ! En attendant, même Jimmy Goldsmith a renoncé à s'y casser les dents, après avoir songé à ressusciter à Lyon feu *l'Express Rhône-Alpes*...

photo J. Bartz



« C.O.M.A.R.E.G. »

« C.O.M.A.R.E.G., connais pas ! » pourraient dire une bonne partie des lecteurs de la presse régionale. Pourtant la société créée et animée par Paul Dini, l'homme du *Dauphiné Libéré*, contrôle une bonne partie des titres publiés en Rhône-Alpes, à travers diverses filiales : feu *Lyon-Magazine*, *Lyon Poche*, plusieurs journaux gratuits, *Actualités Dauphiné*, etc. L'affaire marche bien, merci !

« COSMOPOLIS »

Le petit Mickey n'a pas peur des gros ! Avec ses 2 000 abonnés et une diffusion qui s'étend aujourd'hui bien au-delà des frontières régionales, pour faire valoir le droit à la différence dans la société française. Fermons notre page de publicité.

D comme

« Décideurs »

Le journal des cadres-dynamiques-qui-nous-dirigent, lancé en novembre 1978 par Jean-Louis Bonnot, vit des jours difficiles. Après avoir interrompu sa parution en 1980 à la suite de son rachat par la C.O.M.A.R.E.G., *Décideurs* était devenu un simple supplément économique du *Journal Rhône-Alpes* d'Henri Amouroux, puis de tous les titres du groupe *Dauphiné Libéré*. Depuis septembre, *Décideurs* a encore diminué de moitié et est peu à peu repris en main par la rédaction du *Dauphiné*. Jusqu'où rétrécira-t-il ?

Dini

Il y a quelques années, quand un journaliste écrivait à Paul Dini pour offrir ses services, il lui répondait invariablement : « *Faites moi un projet de gratuit !* » Aujourd'hui, l'homme a singulièrement élargi sa vision de la presse régionale. On lui doit un certain renouveau du style *Dauphiné*. Dini aime *Lyon Matin*. Il connaît son métier, séduit et irrite tout à la fois. Comme Lignel. L'un des deux sera-t-il de trop ? Une différence, cependant, entre les deux séducteurs de la presse régionale : l'élégance. Quand Lignel ferme une édition non rentable du *Progrès*, les lecteurs l'apprennent le matin chez leur marchand de journaux. Quand Dini ferme *Lyon Magazine*, il rembourse ses abonnés !

H comme

« Hebdo »

« Pas d'*Hebdo* la semaine prochaine », titrait le journal gratuit d'annonces du 20 octobre. Coup de pub à la Lignel, *Hebdo* reparait le 27, campagne publicitaire à l'appui, sous une forme « news ». Guy Lescœur (ex-directeur de la publicité du *Progrès*, devenu directeur général du groupe *Hebdo*) a reçu le feu vert de J.C. Lignel pour lancer la nouvelle formule. En septembre, la direction et les bureaux d'*Hebdo* étaient transférés à Chassieux, ainsi (accessoirement) que 8 salariés et leur nécessaire de travail... Le tirage global des titres du groupe *Hebdo* frôle le million. Quand au chiffre d'affaire, mystère...

I comme

« I.R.L. »

Journal d'expression libertaire, il poursuit depuis neuf ans déjà son noir dessein. Si une large place est faite aux informations internationales et aux textes théoriques, il n'en demeure pas moins accessible à ses lecteurs. Vendu en kiosques (Lyon et banlieue), c'est un bimestriel. L'anarchisme dans les années 80 ?

L comme

Lignel

On a tout dit ou presque. Il manque à celui qui fut « l'homme de l'année 81 » le périodique qui lui assurerait le support politique nécessaire (mais non suffisant) dans sa quête du Graal (entendez le fauteuil de premier magistrat lyonnais). Echec des négociations secrètes avec Jean Matagrin, P.D.G. de *Métropole* qui devait lui céder la majorité des parts du journal. Hésitation à lancer seul son propre titre. Et aujourd'hui, *Hebdo* new look... A suivre, bien sûr.

« Lyon Magazine »

Le mensuel lancé par Paul Dini il y a deux ans, a cessé sa parution en septembre. Son directeur explique que « *sa périodicité mensuelle s'avérait insuffisante pour satisfaire l'exigence d'une véritable approche magazine de la vie lyonnaise* ». Tiré à 25 000 exemplaires, *Lyon Magazine* dépendait très majoritairement de ses ressources publicitaires. Faute d'un public plus large, il ne pouvait guère finir autrement. Conséquences à court terme : depuis le 6 septembre, la dernière page de *Lyon Matin* porte le titre *Lyon Magazine* et depuis la fin octobre, *Lyon Poche* présente un encart couleur de 16 pages réalisé par l'équipe de *Lyon Magazine* conservée dans son intégralité, hormis le départ de Pierre Marie Seghers pour Grenoble.

« Lyon Poche »

Le plus petit hebdomadaire de la région (22 X 13 cm) fête ses dix ans et une nouvelle formule. Ou plutôt une nouvelle-nouvelle formule puisque l'hebdo de spectacles édité par la C.O.M.A.R.E.G. en avait déjà changé il y a quelques temps, après le départ de Jean-Yves Loude de la rédaction. Moins de commentaires et plus d'infos services. Tiré à 20 000 exemplaires, il est cependant l'un des seuls exemples français de journal de spectacles non gratuit (hormis à Paris) où



photo J. Bartz

figurent des critiques d'envergure. Aujourd'hui, dans le cadre de la fusion avec *Lyon Magazine*, un changement de format. Commentaire des mauvaises langues : après avoir coulé *Lyon Magazine*, Joël Madile (son rédacteur en chef) va couler *Lyon Poche*...

M comme

Marketing

Selon des études de marché sérieuses (ne le sont-elles pas toujours ?), il faut trois conditions pour réussir le lancement d'un périodique régional ou local, style « news magazine » : qu'il soit hebdomadaire, qu'il séduise les annonceurs et que ses capitaux soient extérieurs à la ville.

T comme

« Tout Lyon »

Le bi-hebdomadaire de Jean Matagrin, le concurrent des *Petites Affiches*, continue son petit bonhomme de chemin tout en maniant les paradoxes. Il reste le seul journal d'annonces légales en France à employer quatre journalistes. Après la cessation de parution de *Métropole* (février 82), le *Tout Lyon* a intégré un supplément magazine du même nom dans ses pages noires et blanches. « *Nécessité d'élargir le public, sans maintenir un titre déficitaire* », explique-t-on au *Tout Lyon*. « *Mariage de la carpe et du lapin* » commente-t-on dans les couloirs...

« Tribune Magazine de Valence »

Un autre hebdo gratuit qui augmente son tirage (70 000 exemplaires) et change de formule, sous le patte d'*Havas* qui l'a racheté en 1981. Un accord passé avec la radio locale *Radio Feeling* lui permettra d'améliorer son contenu et de rajeunir la formule.

V comme

« Voix de l'Ain »

Le journal catholique de Bourg en Bresse occupe une position bien à part dans la presse périodique et démontre qu'il est peut-être plus aisé d'être lu dans le monde rural que dans les lieux bénis des grandes villes où les études de marché pleuvent comme les boulets à Waterloo...

« Vie Nouvelle »

On pourrait lui joindre le même commentaire. En ajoutant que depuis le 1^{er} octobre, l'hebdo savoyard a adopté une formule magazine (lui aussi) de 32 pages qui correspond au retour de Guy Chau-mereuil.

Z comme

Zut !

J'ai du en oublier quelques uns. Je pense à *Peuple Libre* à Valence, à *Objectif Savoie Léman* à Annecy, et à d'autres journaux de la région... Qu'ils ne m'en veuillent pas de mon A... comme arbitraire !

R comme

« Rock et B.D. »

Créé en mars dernier et édité par les éditions du Tonkin, le mensuel de la « rock culture » va se muter en janvier, en journal national et passer d'un tirage de 20 000 à 50 000 exemplaires (dans un premier temps). Le titre traduit bien le choix des thèmes et du public ; pourtant les surprises sont toujours au rendez-vous : ses lecteurs ont entre 25 et 35 ans, ne fréquentent pas obligatoirement le Palais d'Hiver ou celui des Sports, ne sont pas exclusivement lyonnais. Si le titre devient national, une équipe régionale reste en place sur Lyon pour maintenir la spécificité rhônalpine.

N comme

Neyret

Observateur attentif du monde de la presse, l'homme est souvent silencieux, mais non inactif. *Bref Rhône Alpes* et, plus récemment *Intermédia*, lui doivent beaucoup. Il est de ceux qu'on interroge. Attend-il son heure ?

RADIO LIBRES

DROIT DE REPONSE

L'article intitulé *l'onde floue* et signé Agostino dans notre précédent numéro nous a valu un nombre important d'appels téléphoniques toujours surpris, parfois choqués, souvent agressifs. Nous réaffirmons à cette occasion l'indépendance des rédacteurs de *Cosmopolis* dans leurs appréciations dont ils assument avant tout la responsabilité (que nous partageons bien évidemment juridiquement). La pire des censures est sûrement l'auto-censure.

B.B.

RADIO SOL

Les animateurs de Radio Sol ont découvert avec étonnement, dans votre article, que leur radio était « contrôlée par la gauche. »

Jamais personne de Radio Sol n'a été contacté, et à plus forte raison, n'a jamais fait de déclaration à qui que ce soit de *Cosmopolis*. De plus, nous n'émettons pas encore, alors qu'est-ce qui vous permet de cataloguer les gens si vite ?

Radio Sol est autofinancée par ses membres fondateurs (environ 20 personnes d'horizons divers). Nous sommes toujours à votre disposition pour de plus amples informations : 850.62.74.

RADIO TRAIT D'UNION

Je lis votre journal depuis sa parution. Je le trouvais intéressant avec parfois quelques faiblesses de jeunesse, mais je le considérais comme un journal sérieux et bien informé.

Que vient faire dans vos colonnes cet article de M. Agostino sur les radios privées locales, mal informé, polémique, à la limite de la diffamation ?

Animateur à Radio Trait d'Union depuis avril 1982 où j'assume une émission de poésie, je n'ai pas le sentiment d'appartenir à une radio religieuse. Qu'est ce que cette histoire d'étiquette vient faire dans les radios privées ?

Et cette liberté que M. Agostino vient mettre en doute ? Que l'on sache bien qu'à Radio Trait d'Union notre liberté se paie cher. La radio est financée par les animateurs et les dons des auditeurs, que nous attendons les subventions de l'Etat avec impatience.

S'il existe une radio libre, c'est bien Radio Trait d'Union sur laquelle s'expriment 27 ethnies et minorités différentes, dans leur langue d'origine et en français, et sous leur responsabilité.

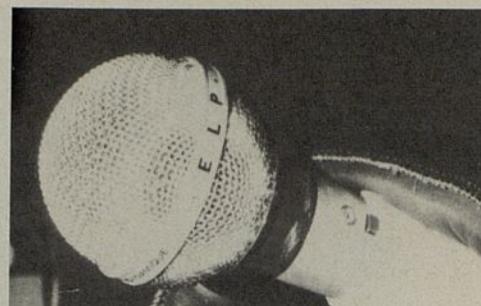
Il y a effectivement des émissions religieuses musulmanes sur nos antennes (5 heures sur 168 heures d'émission hebdomadaires). Je laisse à M. Agostino le soin de calculer le pourcentage.

Ce monsieur ne devrait pas confondre les pays du Maghreb et la religion musulmane, et devrait au moins se donner la peine d'écouter les émissions avant d'en parler, sinon de rencontrer les gens de la radio.

Il y a des émissions tunisiennes, marocaines et algériennes, émissions culturelles, informatives, musicales, comme les émissions des animateurs grecs, laotiens, cambodgiens, vietnamiens, arméniens, antillais, espagnols, portugais, africains... je ne peux tous les mentionner ; et ceux encore à venir, italiens, turcs...

Si M. Agostino tient aux étiquettes, s'imaginant que les auditeurs de la région lyonnaise ne sont pas assez grands pour se faire une opinion eux-mêmes de la qualité des différentes radios et de leurs éventuelles sympathies, qu'il sache que Radio Trait d'Union est la radio de l'espoir et de la tolérance, la radio des minorités culturelles et des immigrés.

M. Van Thienen, animateur à R.T.U.



REPONSE AU DROIT DE REPONSE

Les groupes qui font joujou-sousous avec un émetteur radio ne seront pas classés au même rang que les radioteurs qui prennent les phrases en contre sens. Pour les premières je rappellerai que les seuls innocents sont ceux qui paissent dans nos riantes campagnes en attendant la prochaine tonte printanière.

Radio Trait d'Union, s'indigne d'être classée parmi les radios religieuses. Pire, classée comme radio musulmane. Je ne savais pas encore que c'était une insulte. Si on regarde la grille de R.T.U. on s'aperçoit qu'effectivement 27 communautés étrangères se partagent l'antenne. On s'aperçoit aussi qu'une émission religieuse a lieu chaque jour, sauf le vendredi, celle de la religion islamique. Alors ? Je maintiens donc que R.T.U. est une radio à prédominance musulmane, qu'on me prouve le contraire grille à l'appui.

Motivation Radio et Radio Sol sont froissées quant à elles d'avoir été classées parmi les sensibilités de gauche. Allons, jeunes gens ! Allons ! Je fais partie personnellement de cette tendance philo-idéologique qui depuis mon adolescence ne m'a jamais porté le rouge au front. Il faut savoir lire avant de prétendre parler. Là encore je ne considère pas le fait d'être de gauche comme une insulte. Ou alors c'est que le décervelage va plus vite que je ne le pensais.

L'agitation qu'a suscité cet article n'est pas pour me déplaire. Que les gens de bonne volonté qui ont lu de travers veuillent bien revoir la chose sans passion. Que les autres restent enfermés dans leurs sectarismes, leurs réactions primaires, étroites de faux brasseurs d'affaires. Enfin, pour en finir, il est intéressant je crois qu'ici je dise qu'en novembre j'étais loin d'avoir tout dit. Si quelqu'un veut jouer à la vérité, je suis O.K. *Bientôt K.O. ? (N.D.L.R.)*

Albert Agostino

INTERIMAIRES

DES TROTTOIRS DE MANILLE AU PAYS DES MIRAGES

Un copain (appelons-le Dupont), travailleur français immigré en Lybie m'a raconté...

Cosmopolis : Sur quelle sorte de chantiers travaillais-tu ?

Dupont : Je suis resté 3 mois sur ce chantier. C'était à Tajura, à 20 km de Tripoli, un camp avec des barbelés. Il nous a fallu attendre quinze jours pour avoir l'autorisation de démarrer le chantier, parce qu'il se trouvait sur une base militaire. Avant d'avoir le laisser-passer, pour entrer dans la base, certains attendent un mois.

Je travaillais là-bas en interim, comme monteur en charpente métallique. Il s'agissait de construire un hangar pour peindre des Mirages. On dit que la France n'exporte pas officiellement d'avions en Lybie. En fait, elle les envoie en pièces détachées, et l'armée lybienne les remonte sur place, probablement grâce à l'aide de cadres de chez Dassault... Rien que pour l'entraînement, j'ai vu une soixantaine de Mirages, mais ce n'est pas la seule base aérienne !

Cosmopolis : Les français mis à part, qui travaillait là-bas ?

Dupont : La société qui a pris les travaux à son compte (la Sodetec) n'a qu'un ouvrier. Elle fait appel à une autre société qui recrute des interimaire et sous-traite les chantiers à d'autres entreprises. La seule présence lybienne que j'ai pu constater sur le chantier, c'était un militaire, un colonel. En fait, là où je me trouvais, la main d'œuvre locale était toute composée de Philippins. Il y avait aussi des Pakistanais. Ma société avait recruté des Philippins sur place. La Sodetec en fournissait aux autres sociétés. Je n'ai pas réussi à comprendre qui les recrute aux Philippines... Ces Philippins ont des contrats d'un an. Ils sont nombreux, jusque dans les hôpitaux : filles de salle, nurses, etc.

Cosmopolis : Quelles sont leurs conditions de travail ?

Dupont : Sur le chantier, ils étaient environ quatre vingt contre une trentaine de Français. Il y avait des monteurs, des

maçons, des chauffeurs routiers. Ils faisaient une heure de moins que nous (9 H par jour). Ils touchent 50 à 60 dinars là-bas, c'est-à-dire 1 200 F par mois plus une somme qu'ils reçoivent directement aux Philippines. Cela doit faire au maximum 3 000 F par mois, tandis que nous recevons 10 000 F par mois pour le

même travail. Sans compter qu'on déduit de leur salaire, le prix du logement et de la nourriture. Le logement en question, c'est un bungalow conçu pour une ou deux personnes, où ils s'entassent à 6. Par contre ils ont une cantine où ils mangent comme chez eux : ce sont des Philippins qui font la cuisine. S'ils sont malades, ils ne sont pas payés. Leur jour de congé, c'est le vendredi, jamais plus. Ils travaillent donc un an, avec un seul jour de congé par semaine. Du côté des Français, c'est plutôt l'indifférence. Les Philippins là-bas sont un peu traités comme les Arabes en France. Ce sont les boys : « va me chercher ceci, va me chercher cela ». Malgré tout ça, les Philippins sont plutôt résignés. Chez eux, il n'y a pas de travail.

Propos recueillis par J. Lebeaux

JET-SOCIETY

LYON, VILLE INTERNATIONALE ?

Lyon a beau être la capitale mondiale de la gastronomie, elle n'est pas encore, loin de là, une ville internationale. Telle est du moins la conclusion de Jean Labasse, géographe et membre de la Commission Nationale à l'Aménagement du Territoire, dans un rapport remis à la D.A.T.A.R.*.

Qu'est-ce qu'une métropole internationale ? Pas forcément une capitale, en tous cas une grande ville qui abrite une population étrangère de cadres, chercheurs, hommes d'affaires et propose à ces derniers des activités et services spécifiques. En Europe, Zurich, Barcelone, Munich peuvent en revendiquer le titre...

Ainsi, Barcelone n'accueille pas moins de 5 000 Italiens, 6 000 Allemands et 2 500 Américains. Comparativement, Lyon et sa plus grosse colonie étrangère, forte de 450 Britanniques, fait un peu figure de parent pauvre. Les raisons ne manquent pas à une telle désertion. Pas de lycée international, un marché du logement médiocre (hormis l'Ouest lyonnais lui-même mal desservi et où les possibilités de location sont rares), un marché immobilier encore inexistant (un jeune cadre en mission loue en général son mobilier). On le voit, l'installation

des familles étrangères n'est pas facilitée. Mêmes problèmes d'établissement pour les firmes intéressées : si le marché des bureaux reste nettement moins cher qu'à Paris, avec les quartiers du Tonkin et de la Part Dieu, les locaux offerts ne sont pas adaptés à la demande. Citons pour exemple, le Centre Européen des Brevets qui a écarté Lyon au bénéfice de Munich. Et pour cause : la surface des sols requise était de 8 000 mètres carré.

On pourrait allonger la liste des faiblesses de Lyon : l'absence de département financier dans les banques (une sophistication propre aux villes internationales) et une seule compagnie d'assurances. Sans parler du manque de spécialistes, interprètes et avocats internationaux...

En matière d'infrastructures de communication, les conclusions ne sont guère plus optimistes. Certes, Lyon possède un aéroport international, mais il n'y a toujours pas de liaison directe avec New York ; les trajets de fin de semaine sont mal assurés, et l'aller-retour d'une métropole à l'autre ne peut se faire dans la journée ! Rien ne va plus pour les hommes d'affaires !

Une lueur d'espoir malgré tout, au milieu de ce noir constat : la construction à Chassieux d'un parc d'exposition de 10 000 mètres carré couverts, qui n'aura rien à envier aux autres métropoles. Il n'en va pas de même en ce qui concerne l'aptitude de la ville à organiser des congrès, pierre d'angle de toute activité internationale ! Avec son Palais des Congrès de 1 250 places, Lyon a en effet tout juste la moitié de la capacité souhaitable. Sans aller jusqu'à envisager des complexes tels ceux de Zurich, un potentiel de 2 500 places suffirait à couvrir 90 % du marché. Au terme de six ans d'exploitation et à raison de 60 congrès par an, l'investissement serait amorti. Mais arrêtons les frais : l'affaire a été chiffrée à 200 millions et la municipalité se refuse à un tel effort. Compte tenu de son équipement insuffisant, Lyon ratera encore des occasions. Dommage, car la présence de congressistes dans la ville représente une injection économique remarquable : 20 % des congressistes complètent leur séjour professionnel par un séjour touristique, et 29 % descendent dans un hôtel 4 étoiles. Quand bien même les congressistes viendraient en masse à Lyon, ils risqueraient d'être déçus. Le Lyon by night est en effet perçu de façon très négative : pas de spectacles nocturnes, peu de restaurants ouverts tard, et comble du provincialisme, seulement 100 jours d'opéra par an. Munich en offre 365... On est loin encore du modèle idéal de métropole internationale.

Et les choses ne semblent pas parties pour s'arranger. Non seulement les grandes firmes ne s'installent pas à Lyon, mais celles qui y sont, s'en vont : 160 sièges sociaux ont été perdus en l'espace de 25 ans.

Le salut semble-t-il, pourrait venir du côté de la tradition : la soie, et d'un acquis : la recherche médicale. Mais il faudrait créer pour cela un véritable arsenal technique et documentaire par le biais de Conservatoires, Centres de Documentation et Ecoles Techniques. Alors, à quand Lyon capitale mondiale des textiles et de la santé ?

C.R.

* D.A.T.A.R. : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale.

la chronique d'un peu partout

d'Olivier Brachet

Pas d'accord sur la méthode, mon cher Christian,*

Tu reviens du Liban, envoyé par la C.I.M.A.D.E., et tu intitules ton article : « *La fin des certitudes* ». Je ne l'aime pas. Des « *certitudes* », paradoxalement, il y en a trop et à trop bon compte dans ce que tu nous racontes : le drame est monocorde, la complexité est réduite à du manichéisme et l'information, partielle et partielle, quand il y en a. Au total un goût amer où ta vérité s'impose sur ce lit d'horreur comme tant d'autres qui font justement « *la situation libanaise* ».

Cosmopolis a certes pour objet de marquer nos fractions, de révéler que derrière l'harmonie de nos points de vue, supposés proches par les années passées à combattre la droite en France, se dissimule une absence de débat ; que nos idées et nos méthodes souffrent d'un réel défaut d'achoppement et de confrontations sans complaisance. Il est bien douloureux de faire ce constat en ce temps même de la politique en France où l'espoir est au programme.

Tu as peur « *d'ajouter de l'huile sur le feu* », mais tu accrédites « *de toute évidence* » que Béchir Gemayel est assassiné par Tel Aviv en faisant l'impasse sur des informations contradictoires et sur une possible manipulation syrienne ; tu abondes dans le sens d'une conspiration sioniste (« *... aussitôt réalisant un plan manifestement bien préparé...* ») sans faire le tri des conspirateurs ; tu nourris dans un vocabulaire pour le moins suspect l'idée que la minorité chrétienne enfermée dans « *une séculaire inquiétude* » se muscle dans un « *ordre phalangiste* », autant dire fasciste par sa simple nature de minoritaire historique ; tu renvoies aux sombres projets sionistes l'éclatement du Liban sans parler des revendications anciennes et des visées annexionnistes de certains territoires, par les Syriens étrangement absents de ton voyage.

Tu nous proposes une lecture univoque sans avoir plus à nous dire sinon que tu as fait « *le voyage au Liban* », ce « *pèlerinage à la guerre* ». Non, ton discours est parfaitement réversible et pourrait être tenu terme à terme par un rabbin colon et sioniste en territoire occupé.

Jamais ne pointe aucune interrogation sur le fil de ton discours et « *ton malaise* » ne nous rassure pas quand il avance seulement ta présence dans « *une riche famille libanaise chrétienne de Jounieh* ». Non, trop de certitudes dans ta vision parlent mal des incertitudes du Liban, des Palestiniens, des Musulmans, des Juifs, mais aussi plus loin des Israéliens qui ne sont pas tous Bégin ou Sharon que tu ne cites même pas, risquant de négliger définitivement la question d'un « *peuple israélien* ».

Quand au reste, « *ce je ne sais quoi qui fait la libanité* », il arrive bien tard pour poser en même temps que des questions, quelques espoirs.

Amin Gemayel affairiste ? Tu reprends la presse et l'opinion. Sabra et Chatila pèsent-ils plus que Damour ? Tu vas aussi vite que les manchettes des journaux. L'attentat contre Bechir Gemayel ? Tu reprends la rumeur... Ce n'est pas à toi qu'il faut apprendre que cette rumeur, à Orléans comme ailleurs, est le plus horrible des compromis avec l'ordre musclé et simpliste des idées d'abord, des bottes ensuite.

Il convient pour nous tous, non plus d'aller au Liban ou ailleurs, chercher ce que l'on croit trop sûrement, mais plus de croire aux incertitudes de ce que l'on recherche. Plus d'un point d'interrogation auraient remplacé utilement ces points d'exclamations qui scandent tes triples « *songez* » : « *songez qu'il n'y a pas eu une parole venant des autorités ecclésiastiques pour condamner haut et fort ce crime horrible !* », « *songez que même des prêtres, blessés par cet horreur, n'ont pas osé la dénoncer devant leurs fidèles !* », « *songez que j'ai même entendu des chrétiens dire, on n'en a pas tué assez !* ».

Pardonne moi ce soir d'avoir « *songé à toi* ».

* Cf l'article de Chritian Delorme, *Cosmopolis* n° 7/8 « Liban, la fin des certitudes ».

DOSSIER

IMMIGRES MAGHREBINS

D'un côté des hommes, seuls, dont la famille est restée au pays. De l'autre, des familles maghrébines qui ne savent plus si elles doivent rester ou partir... Mais venir, tout simplement en France, est-ce bien encore possible ?



photo J. Bartz

CATEGORIE CELIBATAIRE

« Travailler pour deux maisons » : c'est ce que vivent au quotidien les immigrés isolés, ceux qu'on appelle les « célibataires ».

D'un côté les rails, de l'autre un mur, entre les deux une route qui paraît interminablement longue. Des camions s'y engouffrent, et passant à côté de nous, semblent nous happer. Nous avançons, les yeux fixés sur une grande bâtisse tachetée de bleu, rose et vert : taches de couleurs, sacs plastique suspendus aux fenêtres. C'est ici, dans ce foyer, que nous avons rendez-vous avec un groupe d'immigrés venant du Maghreb. Des hommes seuls, que, par un raccourci du langage, on appelle les « célibataires ». Pourtant, la plupart d'entre eux ont femmes et enfants, bref, une famille. Mais celle-ci est restée au pays, en Algérie, Tunisie ou Maroc.

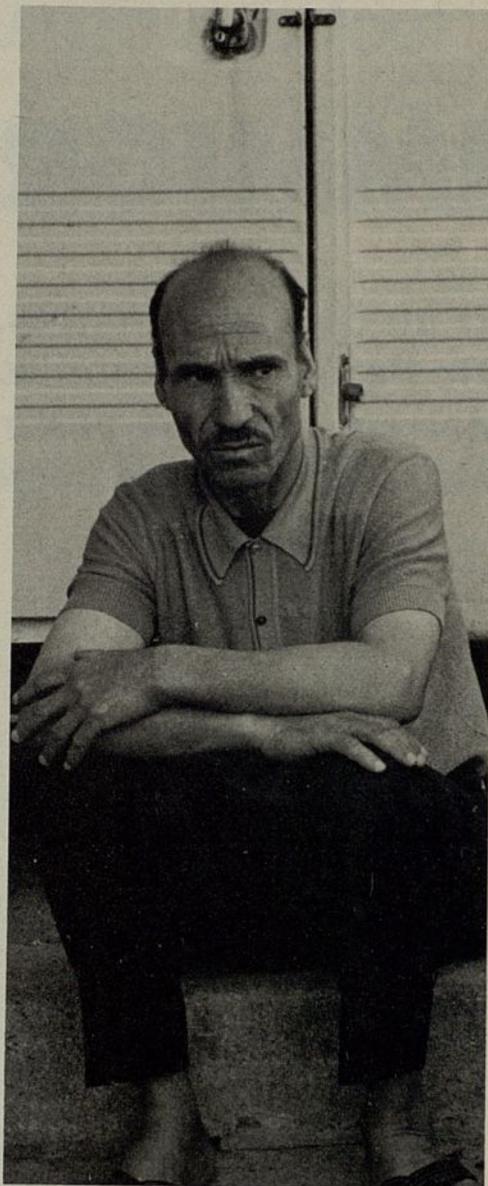
« La France n'a rien perdu... »

« J'étais venu pour rester deux ou trois ans. Et puis, voilà, je suis ici depuis 1955 » dit Amar, avec un geste de fatalité. Partis de leur pays par crainte du chômage, ces hommes ne pensaient pas rester si longtemps en France. Aussi ont-ils laissé leur femme au pays. Comme dit Ahmed, « Seul, c'était déjà difficile, alors j'allais pas embarquer une femme et des enfants. » Au fil des ans ils se sont faits à l'idée : « travailler pour deux maisons ». Deux loyers, deux eaux et électricité, deux budgets nourriture, etc. « On calcule combien on va dépenser, et on envoie le reste ». Pères de famille sans famille, ou du moins considérés comme tels, ces travailleurs immigrés sont donc classés, contre toute attente, dans la catégorie « célibataires ». Ils échappent dès lors aux statistiques nationales et régionales. Parfois, ils ne sont même pas recensés. L'enquête, lit-on dans un rapport de l'I.N.S.E.E, « ne constitue pas l'instrument le mieux adapté pour estimer le nombre de travailleurs étrangers : immigrants hébergés dans des foyers, logés dans des chambres meublées sont

partiellement omis et aucune information précise ne concerne ces catégories ». Pourtant le phénomène est d'ampleur : sur 100 chefs de famille immigrés, 36 ne vivent pas avec leur famille (qui réside hors de France), soit plus d'un tiers...

Pères de famille recensés comme célibataires, familles traitées en quantité négligeable, l'administration a sa logique. Un rapport estime ainsi qu'une famille étrangère résidant en France perçoit en prestations familiales en moyenne 60 % de plus qu'une famille française, compte tenu du nombre d'enfants généralement plus élevé. Par contre, lorsque la famille est restée dans le pays d'origine, elle perçoit 73 % de moins que la famille française. Pourquoi ? Parce que les allocations familiales sont versées au pays d'origine par l'intermédiaire des caisses locales au taux de ce pays, c'est à dire à un taux inférieur à celui de la France. Sans compter que les familles restées au pays ne bénéficient pas des autres prestations (complément familial, allocation pré et post natales, allocation d'orphelin, rentrée scolaire, bons de vacances, allocation d'éducation spécialisée pour les enfants handicapés). « Nous voulons avoir pour nos enfants les mêmes droits que ceux qui les ont amenés ici. Puisque la France ne nous a pas élevés, elle n'a pas payé pour nous quand on était jeunes... elle n'a rien perdu. »

Au bout du compte, les caisses d'allocations familiales font des économies de l'ordre de 1 à 1,5 milliard de francs par an. Les bénéficiaires réels dépassent très certainement le chiffre des estimations faites jusqu'ici ; le silence des pouvoirs publics sur cette question est révélateur ! A priori, rien ne se perd. Cet argent est en effet versé au F.A.S. qui a pour mission de financer des réalisations sociales en faveur des travailleurs migrants (foyers SONACOTRA ou MTE, cités de transit, animation, cul-



Photos J. Bartz

ture...). En définitive ces foyers qui sont construits et fonctionnent avec les fonds du F.A.S. hébergent, moyennant un loyer important (de 135 à 365 F par mois) des immigrés dont les prestations familiales non versées constituent 80 % du budget du F.A.S. : autrement dit, les résidents paient un loyer pour des chambres construites, pour la plupart, avec leur argent...

Des familles « en panne »

Abdelaziz a deux enfants de 8 et 4 ans en Algérie. Il perçoit une pension d'invalidité de 11 800 F / an (même pas 1 000 F / mois). Son épouse perçoit 210,60 DA (environ 316 FF) d'allocations familiales. Celles-ci s'élèveraient à 423,36 F si la famille était en France et on pourrait solliciter une allocation men-



suelle à l'Aide Sociale à l'Enfance qui comblerait la différence entre le montant de la pension d'invalidité et le S.M.I.C.. Même s'il faut revendiquer pour tout invalide une pension correcte qui lui permette de vivre sans être assisté, dans l'état actuel des choses, le père de famille dont nous citons le cas est lésé par rapport à d'autres qui vivent avec leurs enfants.

Cet autre, dont les six enfants sont en Tunisie est cardiaque. Après la convalescence prescrite à la suite d'une intervention chirurgicale, il est remis au travail par le Contrôle Médical de la Sécurité Sociale. Mais son état de santé ne lui permet pas d'occuper n'importe quel emploi. Ses droits à l'A.S.S.E.D.I.C. prennent fin sans qu'il soit parvenu à se faire reclasser professionnellement. Ses enfants vivent des 352 FF d'allocations

familiales (en Tunisie comme en Algérie, le P.F. n'est versé que pour 4 enfants). Pas de possibilité de la part de la D.A.S.S. (Aide Sociale à l'Enfance), de la C.A.F. pour pallier à ce manque de ressources. Seuls les organismes privés alimentés par des dons individuels (Secours Catholique, Secours Populaire) acceptent de voir derrière ces isolés, des familles « en panne » pour reprendre une expression souvent employée par les Maghrébins.

Ces exemples (et on pourrait les multiplier) prouvent qu'on ne voit dans l'immigré qu'une force de travail. Dès que celle-ci disparaît, l'homme n'existe plus... ni lui ni sa famille ! On a tellement identifié l'immigré à sa fonction économique qu'il est difficile de concevoir un travailleur étranger au chômage ou malade : il est par principe un ouvrier de passage, de préférence « isolé », sans famille, appelé à regagner son pays à peine la tâche terminée. S'il ne peut plus l'accomplir, il n'a qu'à repartir chez lui...

« Le facteur qui passe... »

Dimanche après-midi, un petit bar algérien entre la Croix-Rouge et les Terreaux. Dans la salle minuscule, trois ou quatre tables de formica, un patron qui ne sert pas d'alcool et onze Algériens regroupés autour de la même table. Sur la table, un jeu de dominos. Cela fait des heures que cela dure. Quand un joueur sort, c'est pour laisser sa place à un spectateur. Eux aussi sont des « isolés », des « célibataires », mais ils ne vivent pas en foyer. Depuis leur arrivée en France, ils ont pour la plupart trouvé un appartement. Quand on leur demande ce qu'ils font en dehors du travail, il y a tout d'abord un silence et puis : « on joue aux dominos, aux cartes, on va draguer... On trouve une occasion, mais c'est tout. Avoir une femme, ça suffit ». Coup d'œil espiègle et entendu... Tous sont des habitués du bar. C'est leur annexe. Il y en a un de Sétif, un autre de Constantine. Ils disent : « ça fait plaisir de voir des gens qui ont vécu là-bas. » « Là-bas », ils y retournent de temps en temps. Tous les ans, voire tous les deux ans... pour constater que leurs enfants ont grandi. Toumi essaie de décrire cette situation passagère, et il a cette petite phrase : « il est là leur papa, oui, il est là, mais c'est tout. » D'autres sont plus cyniques et amers, tel Amar qui lance : « de toutes façons, tous les mois, le facteur passe...



pas pour une lettre, mais pour l'argent. C'est suffisant. »

L'immigration d'un chef de famille entraîne forcément de part et d'autre le relâchement des liens familiaux ; les enfants grandissent sans pratiquement connaître leur père dont le rôle se réduit à leurs yeux à l'envoi d'argent, à l'assurance de la subsistance matérielle. Privé de ressources, l'immigré isolé ne peut plus faire face à ses responsabilités familiales. Son image de père se dégrade à ses propres yeux et à ceux de sa famille. Dans cette situation d'échec, il n'ose parfois plus rentrer au pays... il n'écrit plus : « à quoi bon écrire puisque je ne peux pas envoyer de l'argent... qu'est-ce que je vais leur dire ? Ils ne pensent pas que c'est comme ça en France... ils croient que je les ai abandonnés... » disait un Tunisien au chômage, père de 5 enfants restés avec leur mère en Tunisie.

LE RETOUR DES IMMIGRES ALGERIENS

Tous ne peuvent s'exprimer aussi clairement : la honte les empêche souvent de dire leur angoisse de ne plus pouvoir assumer la mission que la famille leur a confiée lors de leur départ pour la France. Nous avons essayé de savoir comment les épouses et les enfants réagissaient à l'absence de travail du père et donc à la réduction des mandats envoyés au pays : un silence pudique a, la plupart du temps, suivi cette question.

Les traumatismes psychologiques sont fréquents chez les immigrés isolés chômeurs ou malades dont la personnalité se détériore parfois rapidement devant une situation d'autant plus insupportable qu'elle se vit dans la solitude et que la crise économique la fait apparaître sans issue. Que faire ? Faire venir la famille pour la faire bénéficier des aides ? Impensable !... Il faudrait pour cela avoir des ressources suffisantes et stables, un logement correct...

Un logement correct, Toumi en a un. Toumi travaille depuis quinze ans comme gardien dans un garage. Il est en France depuis 1952. Il a déjà deux grands enfants qui travaillent en Algérie : l'un est instituteur, l'autre infirmière. A plusieurs reprises, il a essayé de faire venir sa famille. Au moins pour les vacances : « *Il y a deux ans, j'avais même pris le billet pour toute la famille. Les cinq.* » Sa femme n'est pas venue. Et dernièrement c'est son fils de 15 ans qui a essayé de rentrer en Algérie. En douce. Toumi lui avait trouvé une place pour apprendre la mécanique. Il est resté quinze jours, puis il s'est enfui. C'est la police de l'air qui l'a retrouvé à Satolas. « *Je vous dis carrément, enchaîne Toumi, les trois, la France, ça leur plaît pas. Mes enfants, ils ont pas été élevés ici. Maintenant leur avenir, c'est là-bas.* »

Alors, rentrer chez lui, demander l'aide au retour*, sous forme de stage de formation professionnelle, allocations retour ou aide à la création de petites entreprises ? La Maison du Travailleur Etranger de Lyon reçoit 200 à 300 de ces demandes par mois. Au point où il en est, se dit Toumi, mieux vaut attendre la retraite ici. Et il ajoute avec précipitation : « *Mais s'ils la donnent à 55 ans, je vous le dis franchement, moi, je pars.* »

Florence Guélaud
Monique Donnet

* Cette possibilité s'offre uniquement aux ressortissants Algériens.

Henri Le Masne* présente son livre sur le retour des immigrés algériens au pays. Une étude qui prouve que rien n'est simple.

Cosmopolis : Henri Le Masne, pourquoi cette étude sur le retour ?

Henri Le Masne : J'ai commencé mes recherches il y a dix ans. A l'époque, le retour des immigrés était à l'ordre du jour. C'était le thème politique de l'Algérie officielle par rapport aux immigrés. A savoir : les immigrés sont algériens à part entière. Il est impensable d'envisager leur avenir en France. On était attentif à l'identité algérienne des immigrés. D'autre part, le développement de l'Algérie offrait des possibilités. L'Algérie avait besoin de main d'œuvre formée. On ne fait pas une industrie avec des paysans sans expérience industrielle. En fait, on s'est vite aperçu de l'absence de qualification des immigrés... Le thème du retour revient périodiquement, mais l'Algérie d'aujourd'hui se heurte à deux problèmes : celui de l'emploi et celui de l'attachement au pays d'accueil. L'Algérie aujourd'hui a plutôt besoin de petits cadres, or ceux qui ont atteint ce niveau là en France sont les plus enracinés. C'est à mon sens l'aspect original de mon livre : la barrière de l'habitude de la France comme ils le disent eux-mêmes. Pour tout un tas de raisons, les immigrés ont du mal à envisager le retour.

Cosmopolis : Parmi les immigrés il y a ceux qui font venir leur famille et risquent de ne plus repartir et ceux qui viennent seuls et repartiront un jour. Comment articulez-vous ces deux phénomènes ; celui du retour et celui des « isolés » ?

Henri Le Masne : Pour rentrer chez lui, l'immigré doit avoir monté en grade. Il doit avoir un statut nouveau, se mettre à son compte, ou acheter un commerce. Autrement dit, rentrer avec un certain capital. Or aujourd'hui ce n'est plus possible. Pour mettre un peu d'argent de côté, il ne reste plus aux immigrés qu'à jouer sur la voiture passée en franchise et revendue deux à trois fois le prix. Dans l'attente d'une situation meilleure, il repoussent sans cesse le retour. Et puis ils

ont souvent pris des habitudes de célibataires. Ils se déresponsabilisent : c'est plus facile de retrouver ses enfants pendant les vacances. Et en France, ils échappent au contrôle du groupe. Ici ils ne sont pas vraiment intégrés, mais ils ont leur petite vie. Ils se sont enracinés par le travail. Ils repartiront un jour... à la retraite.

Le phénomène des hommes seuls est très douloureux. Ils sont *comme les petits des hirondelles*, ils vont et viennent. Loin de leur pays, ils se languissent, mais une fois chez eux, il se fatiguent de la société algérienne. C'est un double déracinement.

Cosmopolis : Vers quoi va-t-on évoluer : vers un phénomène de familles ou d'isolés ?

Henri Le Masne : Jusqu'à présent, il y avait dans la tête des gens deux sortes d'immigrations : une latine, une autre maghrébine. Un jour ou l'autre, ces gens là allaient rentrer chez eux. Or de plus en plus, on constate une installation des familles. Pourtant il est difficile d'envisager leur assimilation pure et simple. Ces gens gardent une vie de communauté et beaucoup de contacts avec leur pays. Si la société devient de plus en plus pluraliste, on peut imaginer que dans plusieurs années, la vie culturelle de la communauté maghrébine demeurera (voir le phénomène des Gitans ou des Arméniens...), à condition d'un véritable accès au logement, au travail, à condition de lieux propres à la communauté et d'une possibilité de vie associative. Dans la situation actuelle, on s'achemine plutôt vers un problème « noir », problème ghetto, à cause du logement, des jeunes, de la violence.

Cosmopolis : Votre livre a été co-édité par l'Algérie. Pourquoi ?

Henri Le Masne : L'originalité, c'était de faire un livre lu en Algérie et en France. En insérant le terme d'« émigré » et non pas celui d'« immigré », j'ai choisi de privilégier le point de vue de l'Algérie.

BONNES FEUILLES

« Même au bout de la branche,
mon nid reste mon nid »

« Ma mère elle dit des fois : si vous n'étiez pas là
je serais en Algérie »

(...) Beaucoup de familles ont ainsi vécu en « provisoires » comme en témoigne une jeune femme de la seconde génération : « les Algériens, quand ils vivent ici, ils ont toujours l'idée de repartir. Ils achètent mais pour là-bas. Mon mari, qui est en France seulement depuis dix ans, il a la mentalité de là-bas. Ainsi, il

refuse de refaire l'appartement ; il dit : "ici, je ne suis pas chez moi". Moi je lui dis : "mais si, on est chez nous" ». Cette jeune femme remarque à propos de ses parents : « ma mère disait : tout ce qui est le plus beau, on le garde pour l'Algérie. Alors, la belle vaisselle était mise de côté et on se servait d'assiettes cassées. Il y avait aussi le chauffe-eau qui ne marchait pas. Tous les jours, on en parlait, mais rien ne venait. Un jour, on arrive à la maison et on voit un appareil tout neuf. Alors on s'est dit : on reste ; nos parents, ils ne pensent plus à repartir en Algérie. » (...)

Les femmes Algériennes ont conscience d'avoir changé : « on a pris l'habitude de la France ; là-bas, ce n'est pas pareil, tout le monde regarde ce que fait la voisine, la belle-sœur... on n'est pas libres... ici, quand on a des problèmes, il y a des aides : l'assistante, elle remplit les papiers pour tout le monde pareil, là-bas, tout "bel aktâf" (par relation), "bel qahwa" (avec un pour-boire). Si tu ne connais personne, si tu ne peux pas donner d'argent tu n'as rien... même pas la fiche d'état-civil à la mairie ! Si le mari est malade, si on a des problèmes avec le loyer, ici on peut demander un secours, là-bas rien ! » Alors, la femme déclare qu'elle ne suivra pas son mari si celui-ci décide de rentrer : « il repart s'il veut, moi je reste ici ».

Il faut toutefois souligner que toutes ces femmes paraissant ne pas vouloir repartir au pays n'en restent pas moins déterminées à demeurer Algériennes. Elles entendent conserver leurs traditions, les coutumes des fêtes, et du Ramadan... les disques arabes sont présents dans toutes les maisons et les murs sont décorés de tableaux religieux, de versets du Coran, de portraits de chefs d'Etat Maghrébins. Elles veulent être Algériennes en France. (...)

Pour les jeunes, il semble que le retour, dont les parents leur parlent, soit surtout perçu comme un départ. Il connaissent davantage ce qu'il vont quitter,

ce qu'il vont perdre : « pour partir, il faut renoncer à un certain nombre de choses. Moi peut-être que j'idéalisais un peu. Je me disais : tu vas partir, mais avec tout ce que tu as acquis ici, avec tout ton bagage français. Mais je crois que je vais être obligé d'en laisser un petit peu en chemin. »

Partir, ces jeunes l'accepteraient peut-être, mais à condition de retrouver là-bas ce qu'ils ont ici. « On s'est habitué au niveau d'ici, alors... ceci dit, c'est un transfert mental qu'il faut faire. » (...)

Certains jeunes sont conscients de la connaissance partielle ou limitée qu'ils ont de leur pays. On connaît la face mais pas le revers. « Quand on parle de l'Algérie, des amis, de la famille qui vient de l'Algérie, on parle que du bien de



Photo J. Bartz





Photo J. Bartz

l'Algérie, on regarde jamais le mauvais côté. »

Le temps des vacances, trop court, ne permet pas une expérience suffisante. « Pour connaître un pays, il faut y vivre en tant que citoyen, voir le milieu ouvrier, voir la vie de tous les jours, les problèmes qui se posent. » (...)

On a parfois le sentiment que partout où il est parlé du *pays*, on pourrait substituer le terme famille. C'est mon *pays*, cette affirmation ne renvoie pas à une nationalité juridique (certains parlent d'Algériens avec des papiers français), cela ne souffre pas plus de justification ou d'explication que l'affirmation : *c'est ma famille*. C'est sur cette affirmation que sont parfois niées les difficultés éventuelles d'un retour ; c'est mon *pays-famille*, alors les difficultés ne peuvent pas être fondamentales. (...)

Aussi les réactions réticentes ou critiques, les barrières inattendues qui se dressent entre immigrés et Algériens non-immigrés, surprennent et choquent. Elles sont proprement scandaleuses, pour les jeunes comme pour leurs parents. L'émotion et la force avec laquelle ils les évoquent montrent combien ils sont affectés : « on nous appelle les envahisseurs », « on est considérés comme des étrangers », mais le scandale est que cela se passe dans son propre *pays-famille*. Le risque est finalement, pour les jeunes, de *rester au milieu*, ni Français, ni Algériens, ni *ici*, ni *là-bas*. De ce risque, certains se défendent en s'identifiant à un nouveau groupe, « nous, les immigrés ».

(*) Vieil habitant d'un quartier à forte densité maghrébine, Henri Le Masne a assumé diverses fonctions militantes avant de devenir professeur d'arabe dislectal à l'université Lyon II.

Le Retour des Emigrés Algériens (Projets et Contradictions) co-édité par le C.I.E.M. et l'Office des Publications d'Alger. 224 pages. 35 F. En vente : Le Soleil, 210 rue de Créqui 69003 Lyon. Librairie des Editions ouvrières 9 rue Henri IV 69002 Lyon.

ADIEU, CERTIFICAT D'HEBERGEMENT

C'est fait. La France vient de rétablir le visa de séjour pour les ressortissants d'Afrique du Nord. Peut-être la fin des refoulements aux aéroports.

Pas celle, en tous cas, de la sélection !

Algérien résidant à Lyon, L. Bennaoum a souhaité nous faire part de sa réaction.

Depuis un certain temps, les émigrés vivent un cauchemar, le certificat d'hébergement est devenu un problème insoluble. A l'origine une circulaire floue du ministre de l'Intérieur et une volonté délibérée des municipalités de droite à narguer le pouvoir et à humilier l'émigré algérien.

Les faits : tous les passagers d'un avion en provenance d'Algérie refoulés à Marseille... des dizaines d'autres refoulés chaque jour à partir des postes frontières français ; des autorités algériennes qui refusent (à juste raison d'ailleurs) le départ vers la France à toute personne démunie du fameux certificat d'hébergement visé et approuvé par le maire d'une commune de France ; des maires du Rhône (à l'exception de Vénissieux) qui délivrent des certificats d'hébergement bidons, sans avis et volontairement signés par les adjoints aux maires (le vice de forme) : les « touristes » algériens ainsi que les émigrés ne savent plus à quel saint ou marabout se vouer. Venir en France est un calvaire. Pour les habitués du voyage, c'est l'adieu aux jeans, aux robes Dallas et Jr, l'adieu au trafic et au commerce florissant. Pour les autres, adieu à la morale, et maudits soient ceux qui ont pensé un instant qu'entre l'Algérie et la France il y avait un flirt qui se dessinait !

Aux dernières nouvelles, les Algériens devront être munis d'un visa pour entrer en France. Cette mesure, n'en doutons pas, mettra fin à une pagaille qui n'a que trop duré. La tâche ne sera pas facile pour les fonctionnaires consulaires car le visa, c'est le glas qui sonne pour les trafiquants de tous bords, pour les proxénètes de Toulon et d'ailleurs, c'est l'arrêt de mort du cliché de l'Algérien vorace des puces et des marchés à deux francs. L'Algérien fataliste vous dira qu'il est bien content d'avoir la fièvre, lorsqu'il a aperçu la mort. Cependant si l'instauration du visa arrange les autorités des deux pays, il n'en demeure pas moins légitime de s'interroger sur les critères qui seront requis pour l'obtention de cette autorisation, comme de redouter d'éventuels trafics d'influences que peut engendrer une telle opération dans un milieu beaucoup plus habitué aux coups de piston et aux ruades du dinar.

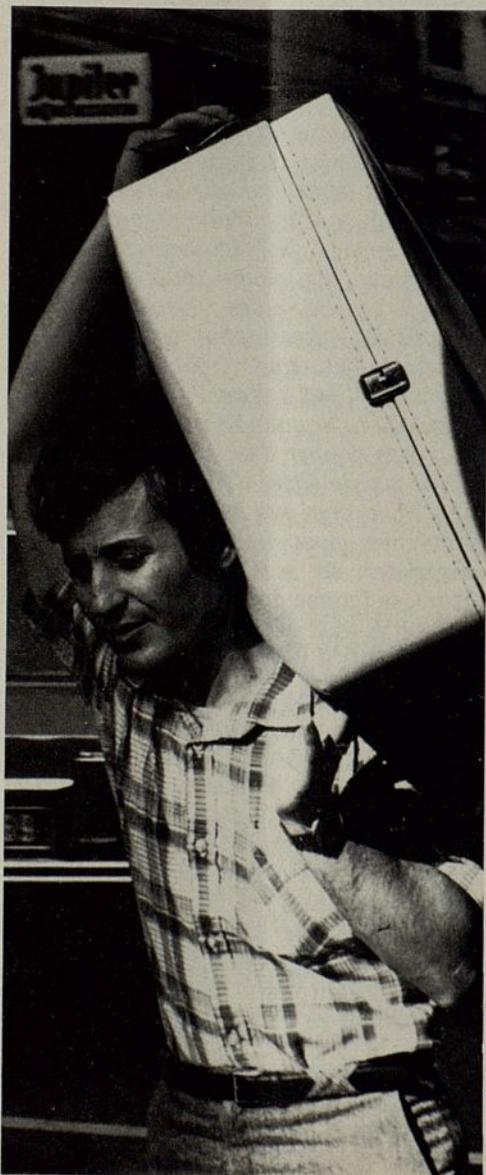


Photo Yves Guélaud

INSECURITE

AHMED, WAHID ASSASSINES

On ne compte plus les victimes d'une « auto-défense » où les « défenseurs » ne protégeaient ni leur vie, ni même leur voiture. Tout juste l'idée insupportable que l'on puisse vivre à côté d'eux avec ses mots, ses colères, ses passions : à hauteur d'homme. Comme leurs balles. Nous avons demandé à Sif son analyse partisane : il est jeune et immigré.

L'été 82 semblait porter la marque d'un calme relatif, si l'on excepte un certain nombre d'agressions policières qui ont marqué le début du mois de juillet. La presse régionale se fit l'écho avantageux des initiatives gouvernementales et tous saluèrent de concert « l'opération été 82 ». L'automne, les journées raccourcissent et nous voilà revenus à cette bonne vieille réalité. Plus de batifolage et plus de problème de conscience. La campagne électorale s'ouvre. La bataille sera acharnée.

Au travers de la presse, une certaine classe politique alimente une propagande sur l'insécurité, cherchant à faire de la psychose collective savamment préparée depuis longue date, l'enjeu politique primordial de ces dernières années. Malgré elle, la gauche politique et militante va se trouver happée dans cette spirale, ne trouvant pour tout palliatif que des semblants de solution. Insécurité d'une part, tentative de renforcement de la sécurité de l'autre. C'est l'escalade. Par cet acharnement à se montrer « les meilleurs », l'idée selon laquelle la justice est par trop indulgente se trouve renforcée dans la conscience collective alors qu'il est évident que la réforme du code pénal, l'assouplissement de l'appareil judiciaire ne sont pas un luxe mais une nécessité. L'urgence d'un contrôle sur la police (dont les effectifs croissent démesurément) devrait permettre à cette force de ne plus dépasser le cadre de ses attributions en se substituant à la justice.

L'immigration comme otage

L'insécurité étant devenue le terrain politique privilégié à l'affrontement, il fallut trouver un bouc émissaire susceptible de mobiliser contre lui un maximum de gens. L'immigration maghrébine fournit (entre autres) une cible rêvée.

afin que ces communautés acquièrent le droit de vivre décemment. Ce fût la période où les mots d'ordre tels que « liberté j'écris ton nom », « tolérance », « Français-Immigrés : une seule classe ouvrière » soulevaient les foules. Avec le temps, tous se sont faits à l'idée que les immigrés étaient là pour y rester. Hormis les groupuscules néonazis, il ne se trouve plus grand monde



Photo Yves Guélaud

Douleur...

Aujourd'hui les municipalités de gauche et le gouvernement attaqués pour leur action en faveur de la communauté maghrébine, demandent à celle-ci de ne pas se manifester, craignant devoir prendre position avant les municipales, et par là compromettre leurs résultats électoraux. Les crimes et agressions dont cette communauté a été victime par le passé, se situaient à un moment où l'ensemble de la population considérait le phénomène de l'immigration comme conjoncturel. De ce fait il fallait hâter son départ : la série d'attentats et le climat d'insécurité qui s'ensuivirent, n'avaient pas d'autre but.

A une époque où les enjeux étaient relativement clairs, le moindre démocrate n'hésitait pas à dépenser son éner-

aujourd'hui pour s'attaquer à l'immigration comme autrefois. Le refus d'accepter l'autre repose désormais sur le thème essentiel de la délinquance : le rejet n'a pas changé de nature, il a changé de forme. Ainsi lors d'une récente réunion d'agents communaux, sur le thème de l'immigration, le débat ne tourna pas (comme on aurait pu le croire) autour de « les immigrés coûtent cher aux fonds sociaux », mais ce fût la petite délinquance et l'insécurité qui alimentèrent le débat : un raccourci de la pensée malheureusement trop facile.

**« La presse ment !
elle l'a tué ! »**

Ce sentiment envers la presse semble être partagé par toute la communauté

maghrébine du Lyonnais. Quoi qu'on en dise, il existe une base réelle à ce sentiment. Qui n'a pas été surpris de découvrir (ne serait-ce que le commissaire de Bron lui-même) que cette ville et le reste de l'Est lyonnais, étaient, en ce mois de septembre, le théâtre de « violences » inouïes. Le périodique qui grâce à son numéro du 22 septembre nous a ouvert les yeux est gratuit. Merci du cadeau ! Une pseudo-enquête où la falsification et la malhonnêteté le disputent au mensonge et à l'incitation à la haine... A grand renfort de titres percutants, ce journal a donc ouvert ses colonnes à la calomnie, aux affirmations non vérifiées, à la paranoïa d'individus déstabilisés qu'utilisent des hommes conscients de ce qu'ils font. L'ensemble de cette opération semble profiter à un seul homme, le candidat de l'opposition à la mairie de Bron, mais aussi et surtout au mouvement que préside cet honnête citoyen : « Association Sécurité individuelle pour tous », version locale de « Légitime Défense ». Nous apprendrons le 27 septembre dans les colonnes du *Progrès* que les véritables victimes n'ont pas eu droit de cité dans ce gratuit qui n'a très « gratuitement » enregistré que les plaintes d'un chauffeur de taxi, le discours de Guitarre (le candidat en question) et les dépositions de fonctionnaires de police dont on est en droit de douter. Cet article du *Progrès* qui rétablit les choses à leur juste valeur est malheureusement passé inaperçu.

Le 28 septembre, J.C. Lopez va froidement assassiner Ahmed Boutelja. Son crime semble être légitimé par cette campagne de presse. Aussitôt les jeunes de son quartier aidés par des associations et groupes de jeunes de Lyon dont Zaama d'banlieue, vont se constituer en comité, réunir des témoignages et appeler à une conférence de presse. Cette conférence de presse avait pour but de modifier les articles parus à la suite du crime où curieusement, la victime était devenue coupable. Ahmed apparaissait comme un individu à la moralité douteuse, bien connu des services de police. Le droit de réponse des maires de Villeurbanne et de Bron réfutant la validité de cette enquête fut publiée, mais bien trop tard.

Un fort sentiment communautaire

Le lundi 4 octobre dans la salle de La Clé des Champs, près de deux cents personnes ont répondu à l'invitation.

Après avoir été pris à parti, les représentants de la presse régionale ont enregistré les témoignages accablants (voir encadré) et, l'expression de la colère et de la révolte. Un public de plus en plus conscient de la nécessité de se regrouper, faisant référence à la communauté juive. Les débats ont été si importants que ceux qui défendaient la thèse d'un calme mal défini ont dû accepter l'avis de la famille Boutelja : « à travers ce deuil nous voudrions tout faire pour empêcher qu'un autre de nos enfants soit tué ». La municipalité de Bron par la voix d'un de ses adjoints a avoué l'impuissance des collectivités locales : « En tant qu'individu je ne peux que vous soutenir et vous comprendre. Je vais présenter une motion au conseil municipal, mais je ne vous promets rien ! » Devant ce vide, la seule possibilité d'action à ce moment là semblait être la « guérilla » administrative et la constitution d'une défense solide.

Le lendemain la presse a corrigé son a-priori de départ et publié la véritable version des faits. Des associations qui répondaient aux aspirations d'autonomie des immigrés étaient créés. Le désintérêt relatif de l'opinion de gauche, les silences de la presse, inquiétaient la communauté maghrébine et l'association « Expression Jeunes Immigrés ». L'avenir leur a malheureusement donné raison.

D'un crime à l'autre

Un mois après, jour pour jour, Wahid

Lundi 28 septembre 1982

Vers 19 heures le jeune Mustapha Boutelja se chahutait avec Jean Yves, le beau fils de J.C. Lopez. Une bagarre de gosses comme il y en a une centaine de milliers dans ce pays par jour. Jean Yves, le perdant, se plaint à sa mère. Son compagnon, J.C. Lopez, furieux, sort suivi de son frère. Munis tous les deux de fusils, ils se mettent à la recherche de Mustapha et quadrillent méthodiquement la cité. Rentrés bredouilles, ils avertissent la police. Arrivée sur les lieux, la patrouille s'aperçoit qu'il ne s'agit que d'un incident bénin et s'en retourne bien vite...

Ahmed, ignorant tout, revient dans la cité où le gardien le met au courant de l'incident entre son jeune frère et Jean Yves. Soucieux

S.G.



Photo Yves Guélaud

Hachichi, un lycéen de 17 ans, était assassiné au nom de l'auto-défense. « Un drame de l'auto-défense » dira la presse. Il est tout de même remarquable que l'acte d'un individu qui s'est cru investi de tous les pouvoirs de police, de justice et d'exécution soit si mollement qualifié. La banalisation de crimes de ce type par les organes de presse porte un nom : l'incitation à la haine, l'incitation au crime ! Contre toute attente, il semblerait que la voiture n'ait pas été fracturée, Wahid ayant été retrouvé mort à une trentaine de mètres du véhicule supposé volé. Le bruit circule que Wahid et son meurtrier se connaissaient. Si ces informations se révélaient exactes, elles modifieraient les données du procès. M^e Musselli, qui assure la défense de l'assassin de Wahid, s'est empressé de déclarer à la

de régler les problèmes et de dédramatiser la situation, Ahmed décide d'aller rendre visite à J.C. Lopez. Ce dernier sort muni d'un fusil et prend Ahmed pour point de mire, alors que ce dernier tentait de lui parler. Il tire une première balle, sans sommation et sans « engueulades » dira Mme Girard. Abdelkrim qui accompagnait Ahmed ramasse son camarade blessé et s'enfuit tandis que Lopez s'acharne sur eux en les poursuivant. Il tirera douze balles au total : deux sur Ahmed qui mourra dans l'ambulance, deux autres sur Abdelkrim blessé à l'épaule et à l'avant-bras. Les services balistiques de la police relèveront huit autres balles à hauteur d'homme dans les barraquements qui constituent la cité.

MALGRE TOUT

« LA MAISON DES MARCHES »

L'affaire du Coral vient porter un rude coup aux tentatives naissantes de faire éclater les murs de l'asile. Plus que jamais, ces expériences hors l'enfermement méritent notre attention.

Au plein milieu du village de Besayes, à 10 km de Romans et à 17 km de Valence, Colette et Guy aménagent pendant sept ans une grande et belle maison au sol inégal, baptisée du coup la « Maison des Marches ». Guy est directeur d'une M.J.C.; Colette éducatrice à Valence suit en cours d'emploi une formation à « Recherche et Promotion », à Lyon, et c'est là qu'elle rencontre, début 80, Claude Sigala, l'un des inculpés actuels du Coral. Dans le cadre d'un groupe de recherche sur les pratiques nouvelles, Claude est invité à parler du Coral en particulier, du Réseau en général, c'est à dire de ces lieux d'accueil pour plus paumés que la moyenne, convalescents de douleurs trop vives ou rescapés de la délinquance non protégés. Ni foyers, ni centres de ceci ou de cela, ni appartements thérapeutiques. Encore moins lieux « d'hospitalisation », hospitaliers à rien ni à personne ; précisément pour se distinguer de ces endroits là, le Réseau rassemble des lieux de vie.

« Parler en épluchant des poires »

Colette va faire au Coral un stage de trois mois. Ce qu'elle y découvre : l'inorganisation, le laisser-aller... et puis, une tolérance, un respect de l'autre, à peine croyables. La liberté et la confiance : « une confiance utopique, dit aujourd'hui Colette, mais les jeunes s'y retrouvent bien ». La transparence, l'ouverture à tous. Mais aussi Claude, Marie, Gilbert : des gens pleins d'initiative et d'enthousiasme. Colette revient emballée. A Guy, à Renée, elle aussi en formation comme éducatrice et qui travaillait à l'hôpital psy de Saint Jean de Bonnefonds, elle transmet le feu sacré. La Maison des Marches va devenir lieu de vie.

Provocation...

presse que les associations d'immigrés exploitaient l'événement dans une direction qui n'était pas la sienne.

Je me souviens avoir à plusieurs reprises rendu visite à cet avocat à l'époque où il devait assurer la défense d'un jeune immigré de Vénissieux, qui a « Brûlé » cinq mois de sa vie à la prison St-Joseph sans jamais passer en procès. A cette occasion, quand M^e Musselli fit-il preuve de tant d'empressement ?

Atteinte à la dignité des hommes

Après avoir manifesté dans les rues de Lyon le jeudi onze novembre sans aucun soutien alors qu'il avait été fait appel à toutes les organisations et associations de gauche, les immigrés sont en droit de demander des comptes à ceux qui se sont définis depuis des années comme leurs organisations et leurs défenseurs.

Il est évident que quelles que soient les formes d'action ou de regroupement que les immigrés ont choisis, ceux-ci ont désormais acquis la maturité nécessaire pour se prendre en charge. Toutes les tentatives d'insertion sociale ou culturelle ne pourront aboutir qu'à la condition que leur sécurité et leur dignité individuelle et collective soit assurées. « Tant que les assassinats d'immigrés ne seront pas châtiés selon la loi, les racistes de tout bord seront confortés dans leur intolérance et dans la réalité que la peau d'un immigré ne coûte pas cher ! » Tel est du moins le sentiment de la communauté maghrébine. Celle-ci se souvient encore du procès de l'assassin de Kader à Vitry : cinq mois de prison avec sursis.

Sif Ghadar

Qui y entre aujourd'hui trouve une maison pleine de coins et recoins douillets et fonctionnels, une grande belle salle avec une cheminée élançée où il fait bon se retrouver ensemble à la fin du jour, une cuisine claire manifestement pas vouée à l'ouvre-boîte électrique, une bergerie devenue cave, un garage-atelier, et pour chacun sa chambre. Telle est la base matérielle d'une vie communautaire qui rassemble 3 adultes, leurs deux enfants et 4 ou 5 enfants ou jeunes en difficulté.

Activités proposées : la vie. Mais encore ? La nature à observer... le jardin... les cueillettes avec les paysans alentour... les conserves et les confitures... les réparations de la maison... les courses... les repas... Et comme ils disent, aux « Marches ». « parler en épluchant les poires, c'est presque plus facile parce qu'on est pas obligé de parler, justement ». Et, à la mesure de cette liberté, il semble qu'on parle beaucoup, des moindres choses qui ont fait réagir l'un ou l'autre, de ce qui se passe, des projets.

Un lien de reconnaissance

Les projets, c'est quand même aussi l'argent, c'est la situation au regard de l'administration. Jusqu'à cet été, les trois adultes des Marches avaient le statut d'« assistante maternelle ». Situation bâtarde contre laquelle ils se sont élevés dans une lettre ouverte à la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale : « Ou notre utilité est reconnue, et l'expérience doit pouvoir continuer et passer à un autre statut, ou elle ne l'est pas, et nous nous donnerons ensemble les moyens d'arrêter, avec suffisamment de sens des responsabilités pour que les enfants n'aient pas, une fois de plus, à payer la note des limites qui sont celles de la machinerie admi-

nistrative et dont ils ne sont pas responsables ». En août 82, la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale de la Drôme reconnaissait *Les Marches* comme lieu d'accueil avec une indemnité journalière de 220 F par enfant. Une convention est attendue. L'affaire du *Coral* étant intervenue entre temps, que va-t-il se passer ?

Les Marches ne font plus partie du Collectif Réseau Alternative à la Psychiatrie dont le leader est sans contredit le *Coral*. S'ils trouvaient les réunions du Réseau trop bavardes, s'ils en ont démissionné pour cette raison, le *Coral* reste pour les adultes de Besayes une référence. « Nous avons avec le *Coral*, dit Renée, un lien de reconnaissance, au sens où nous reconnaissons leur pratique comme proche de la nôtre : vivre avec, même si nos modes de vie sont très différents. Mais tous les lieux sont différents les uns des autres. »

Avec six autres lieux de vie de Drôme, Isère, Ardèche, Loire, la *Maison des Marches* a noué des liens. Mini-réseau de solidarités indispensables, quand on n'est encore qu'aux lisières de la reconnaissance officielle, et que l'antipsychiatrie de salon, fort à la mode passé 68, a fait long feu. Ce qu'écrivait Roger Gentis reste pourtant toujours vrai : « la psychiatrie doit être faite et défaite par tous ».

Bernard Vandewiele

SEPT LIEUX DE VIE EN RHÔNE ALPES

Maison des Marches
place de la mairie
26 300 Besayes - tél. 75 / 02.58.93

Ferme des Rabeirious
les Tatines de Boulc
26 410 Chatillon en Diois - tél. 75 / 21.13.15

Ferme du Barbaz
route du col de Banoz
38 830 St Pierre d'Allevard - tél. 76 / 45.14.45

Les Faurites
Rochepeule
07 320 St Egrève - tél. 75 / 30.04.19

Association la Varaimé
les Tatines de Boulc
26 410 Chatillon en Diois - tél. 75 / 21.14.76

Juspie
le Cros - St Martin de Fugères
43 150 - Le Monastier sur Gazelle
tél. 71 / 08.95.65

Les Fogières
Fican - St Martin d'Urfé
42 430 St Just en Chevalet - tél. 77 / 65.05.65

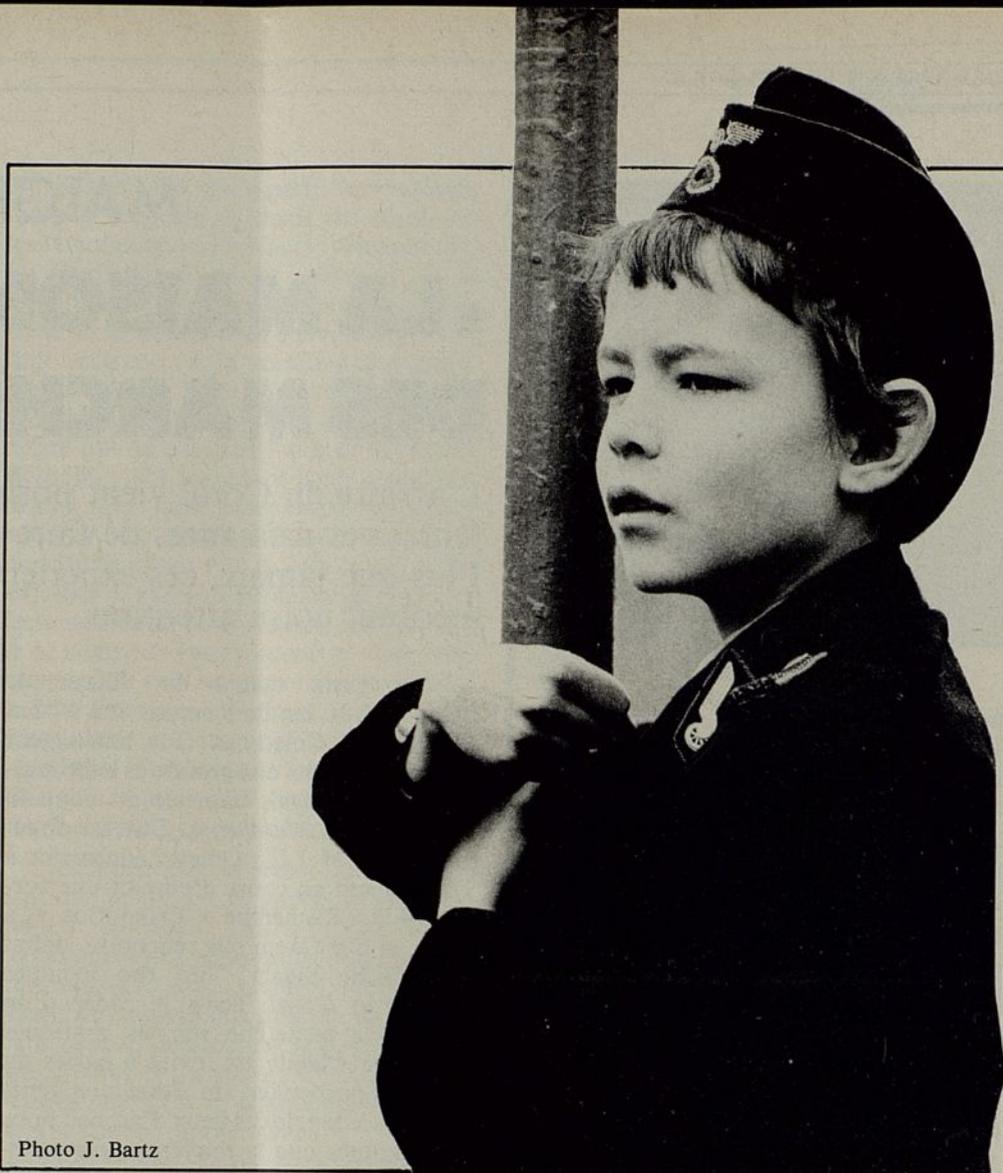


Photo J. Bartz

COINCIDENCES...

10 octobre : *Le Monde* titre en première page : « la suppression des hôpitaux psychiatriques demanderait dix ans ». A lire l'article, quel branle-bas en vue dans le landernau psy ! A l'occasion du congrès des psychiatres, n'est-il pas question d'un rapport demandé par le ministre de la Santé, et qui conclut à l'abolition nécessaire de l'asile, « cette masse énorme, institution largement dépassée, qui fonctionne par son autoreproduction » ? Voilà que d'un coup se trouve promue vérité officielle, ce que seuls quelques pionniers proclamaient jusqu'ici.

Moins d'une semaine après. c'est la ruée gourmande des pisse-copies sur une « croustillante » affaire de pédophilie au *Coral*, précisément la

plus en vue de toutes les structures alternatives à l'hospitalisation psychiatrique. Difficile de ne pas faire un rapprochement. Plus difficile encore, quand on sait que la perquisition au *Coral* a eu lieu le 13 octobre, alors que le 15 octobre devait être signée par Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat à la Famille, une circulaire assurant aux lieux de vie extrahospitaliers un statut officiel.

La droite de l'ordre moral rappelle crûment ici son existence. Si elle a baissé les bras, ce n'est que pour frapper plus bas en dessous de la ceinture. Le fou, le pédé, le bicot : le meilleur tiercé pour faire peur au bon peuple ?

B.V.

SOLEIL, TU N'AS PAS TON PAREIL

En septembre 1984 dans l'Ain, mille lycéens prendront le chemin d'un palais de verre bien éloigné des murs sombres qui autrefois préfiguraient déjà l'usine.

Rappelez-vous le lycée sinistre, ténébreux et citadin de votre enfance, tout en gris fonctionnel et administratif. D'entrée il suintait la retenue du jeudi matin et le cours de pipo obligatoire. Imaginez-le maintenant en couleur, horizontal et transparent... Comble de paresse, il se chauffe au soleil !

Ce saut dans l'an 2000, les écoliers du district de l'Ain le connaîtront dès la rentrée prochaine. A Ambérieu, ville sans histoires, le feu des projecteurs sera solaire. Il s'y construit l'un des équipements collectifs les plus surprenants et les plus innovants des années actuelles.

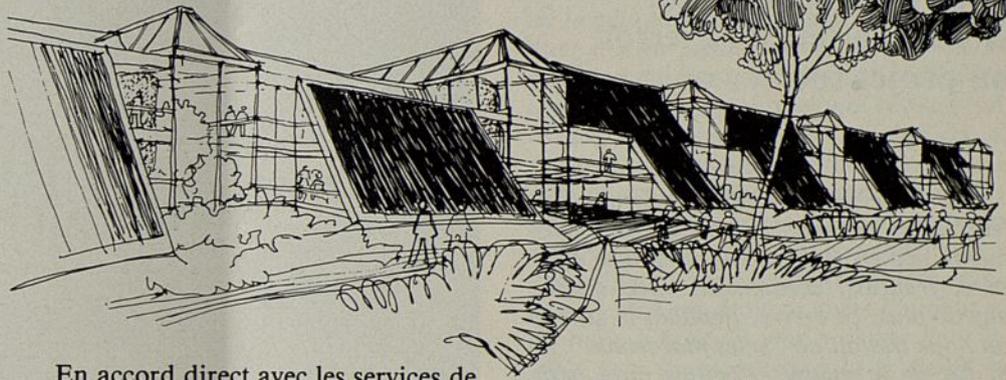
Des hommes et leur idée

Nous sommes en 1977. A l'origine, un besoin : celui d'un établissement scolaire. Un désir aussi : celui pour les communes concernées, d'assurer la maîtrise d'ouvrage mais aussi le libre choix du projet. Treize équipes concoururent, l'une l'emportant : l'équipe grenobloise d'ingénierie ARRA / PHENOL, pour son plan qui alliait une cohérence pédagogique certaine à une réelle économie d'énergie.

« C'est parce que nous étions tous conscients que ce projet venait perturber nos habitudes, que nous nous sommes passionnés pour lui. »

Pour l'architecte, toute la cohérence du projet réside dans le travail collectif de quarante ingénieurs, dans une qualité d'élaboration qui doit faire de la réalisation, « un bon support pour la rencontre des gens. » L'autre raison admise à une telle capacité d'innovation tient dans le fait que les collectivités locales n'ont pas accepté de confier le travail à l'état. Prenant sur place les responsabilités de l'opération elles ont échappé au carcan tâillon des administrations. Les responsables de l'opération vont même jusqu'à dire que l'ancienne Commission à l'Energie Solaire (C.O.M.E.S.) a failli à sa mission en « tentant de torpiller le projet ».

ENERGIE



En accord direct avec les services de l'inspection académique de l'Ain et du rectorat de Lyon fut menée une élaboration qui aboutit à la répartition des 14 000 mètres carré en 4 bâtiments distincts peu élevés, reliés entre eux par une galerie couverte et entourant une place centrale, telle une invitation au débat.

Des techniques audacieuses

Ainsi l'un des bâtiments abritera les locaux communs, salle polyvalente, musique, administration, documentation, détente, un autre recevra les équipements scientifiques et techniques spécifiques aux lycées d'enseignement polyvalent (mécanique générale, électronique, chimie, dessin industriel, etc.). Deux autres encore accueilleront l'enseignement général et l'enseignement commercial. Au secours de la pédagogie, la technique. Pour le visiteur, celle-ci se manifeste en premier lieu dans l'architecture. Alors qu'habituellement les sols des étages viennent s'ancrer dans les murs, eux-mêmes reposant sur les fondations, ils sont ici suspendus à la charpente par des montants d'acier. L'avantage : des surfaces allant jusqu'à 350 mètres carré libres de toute contrainte, et des espaces dégagés qui sont modifiables au gré des besoins pédagogiques.

La deuxième innovation consiste à avoir réalisé le premier lycée solaire par stockage. Suivons donc le circuit : tout d'abord 1 500 mètres carré de panneaux captants couvrent les façades des diffé-

rents bâtiments. Un fluide en circuit fermé fonctionne jusqu'à « l'échangeur solaire » qui a pour mission de chauffer une eau qui est stockée dans plus d'une quarantaine de cuves semblables à des bouteilles thermos géantes. La charpente

métallique du bâtiment repose sur ces cuves. L'eau chaude portée en fin de saison estivale à 85 degrés environ permet de restituer la chaleur dans l'établissement. Un apport complémentaire (gaz) est prévu pour assurer les 18 degrés réglementaires. Enfin un micro-processeur situé dans la loge du gardien permet de gérer les besoins thermiques de manière affinée.

Les ingénieurs assurent une économie dans les coûts d'énergie de 68 %. Ajoutons que le coût de l'opération représente 50 millions de francs lourds et que le surcoût par rapport à un bâtiment traditionnel est évalué à 8 millions de francs. Compte tenu des économies prévues annuellement (1 300 000 kwh) et des dépassements rencontrés dans tout projet même traditionnel, il ne faut y voir aucune aberration.

Les pieds dans la terre boueuse du chantier, un groupe d'architectes lyonnais est venu, comme nous, découvrir la riche idée d'un riche département... (le nucléaire de la centrale du Bugey paie-t-il le solaire d'Ambérieu ?). Jetant un œil critique sur ce groupe en visite, l'un d'eux devait dire, moitié séduit, moitié dépit : « Ce type de construction est l'exception. C'est la bonne conscience qui fait se déplacer les ministres. C'est un musée intellectuel ! ». Il est vrai que le tout prochain L.E.P. de Saint Fons ne bénéficiera pas d'un tel concours d'énergies.

Bernard Bolze

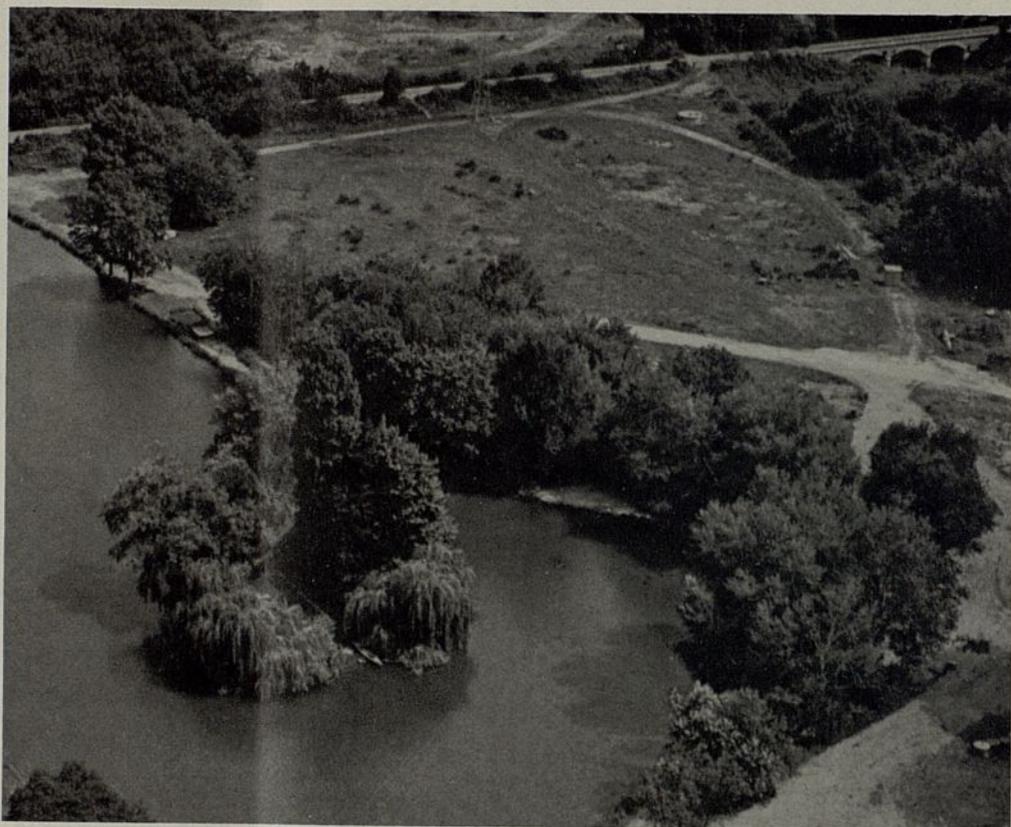
UTOPIES

LE MONDE ENTIER
DANS UN JARDIN

Trente-sept nationalités
pour trois communes,
et dans la tête de Pierrot,
un projet fou...

« J'ai cinquante ans, je suis né à Villeurbanne de mère Autrichienne, elle-même née en Italie... qui a épousé mon père, français, cordonnier, vingt-quatre ans de plus, ça arrive. Pendant la guerre on nous traitait de "sales macaronis". A la fin de la guerre, j'agitais mon petit drapeau français sur le passage des Américains : on me l'a arraché, parce que j'étais encore un "sale macaroni". Qu'est-ce que vous voulez que je dise de plus. Il y a trente sept nationalités dans cette agglomération. J'ai voulu dire qu'il y a des gens bien de partout. De partout » Pris de court, Pierre Ardizzone a du mal à résumer comme ça, en trois-quatre mots, ce qui a pu motiver ce projet fou du Parc de l'Amitié, ce projet qui de propriétaire de Bar-P.M.U-Grill-Dansant qu'il était, a fait de lui le propriétaire de 5 hectares de terrain. Mais aujourd'hui, son terrain est toujours vide. Le projet n'a pas été réalisé. Et Pierrot est amer.

« Quand un Français entrait dans mon bar, on l'appelait l'étranger », dit Pierrot. C'est dire à quel point les étrangers, les vrais, se sentaient à l'aise chez Pierrot. C'est dire aussi à quel point Pierrot rêvait d'agrandir les murs de son bar consulaire. Du terrain, il y en avait justement en face, avec une forêt et un lac. Début 75, l'affaire fut conclue pour une bouchée de pain. Sitôt l'association fondée, le « Comité d'Aide aux Immigrés de l'Agglomération de Pont de Chéruy », on rebaptisa la forêt, le Parc de l'Amitié. On en ferait un lieu de rassemblement de divers pays. Chaque nationalité y aurait sa propre maison, sa « territorialité », dans le respect des architectures, des mœurs, croyances et coutumes... Des consuls de Lyon, à qui il rendit visite, il reçut d'ailleurs de forts encouragements... moraux. Et le préfet de l'Isère



écrit : « ...son idée est susceptible d'un développement favorable sur le plan de la la politique envers les immigrés ; elle comporte en outre, un aspect de politique locale certain, il convient de conseiller M. Ardizzone dans le choix administratif qui sera le support de son action... »

Puis vint la politique

On conseille donc bientôt à Pierre Ardizzone de rompre le dialogue avec l'A.D.A.T.E. (Association Dauphinoise pour les Travailleurs Etrangers), une organisation qui, elle, est trop « politique ». Toujours dans la même optique, on l'incite ensuite à abandonner la présidence de l'association, pour en devenir son agent exécutif. Chose curieuse, enfin, on note dans les statuts de l'association, l'alinéa suivant : « Les membres du Conseil d'Administration seront de

nationalité française ». Pour un Comité d'Aide aux Immigrés, cette clause ne s'imposait pas à première vue... Toujours est-il qu'avec des « conseillers » aussi influents, le dossier traîne peu dans les antichambres des ministères. Le Secrétariat d'Etat aux Travailleurs Immigrés demande à ses collaborateurs « ...d'étudier ce projet avec une atten-

tion particulièrement bienveillante ». Du projet initial des pavillons nationaux, on passe rapidement à celui d'un centre des communautés, avec un centre de culture, une zone d'enfants, un secteur flore internationale, et bien entendu les pavillons des divers pays, avec parkings, liaisons internes, etc.

Lors d'une table ronde avec les responsables du Secrétariat de l'Emigration spécialement « descendus » de Paris, l'administration préfectorale et l'association, on évalue la subvention à un milliard de centimes, et on « cause » déjà du mode de chauffage des pavillons... Les choses se précisent : on voit de plus en plus grand ! Il faut dire qu'en « haut-lieu », la politique mondialiste est à l'ordre du jour. Sans oublier que nous sommes alors à moins d'un an des élections cantonales de 1976, et que le Parti Républicain ne serait pas mécontent de prendre les municipalités de gauche :

Charvieu et Pont de Cheruy... Justement, et c'est là qu'il y a un petit « mais » : les maires de ces communes n'ont pas été mis au courant. On est tout bonnement passé par dessus leur tête. Convoqués à la Préfecture de Grenoble pour parler du projet, certains des maires de l'agglomération découvrent soudain l'Association, ses membres, ses statuts...

Suite et fin d'un rêve

Puis les cantonales passent... sans grand succès régional pour le P.R. A défaut d'avoir pu jouer contre les communes, on va essayer de jouer avec. La Préfecture parle alors de confier à ces dernières la réalisation du projet. Le Comité d'Aide aux Immigrés rejette cette proposition à l'unanimité. Les convictions des « conseillers » de Pierrot commencent à s'amollir. Après l'escalade, c'est la dégringolade. Des dix millions de francs on passe à l'exécution par tranches et à une subvention de 50 000 francs. Le préfet de l'Isère écrit : « ... les communes concernées devront supporter la plus grande part du coût de création et frais d'entretien, la subvention d'Etat ou du département, n'étant qu'un complément de financement. » L'Etat cessant d'être la locomotive du projet, les communes baissent les bras.

C'est le retour à la case départ à Pierrot qui possède toujours son lac, mais qui a du vendre son bar-P.M.U.-grill-dansant pour payer les échéances. Il dit : « *Les gens me croient fou, mais je ne vendrai pas mon parc tant que le projet ne sera pas réalisé.* » Et il ajoute : « *C'est vrai, j'ai été berné. Mais je n'ai rien à faire de la politique. Je vais sensibiliser les gens d'une autre façon.* » Pour l'instant, il laisse promener sur ses 5 ha tous ceux qui le souhaitent et on peut pêcher dans le lac pour 10 francs par jour. Il y a même des voitures à vendre qui y sont stockées. Mais surtout, il a décidé de construire deux pavillons, l'un pour les handicapés moteur, l'autre pour les aveugles. Et il demande à qui veut l'entendre, de lui faire parvenir 2,40 francs en chèque... c'est le prix que coûte un moellon...

José Subirats

les petits récits tardifs

de Vincent Bady

Un quotidien parisien annonce sous le titre « la baraka de Bechir Gemayel » que le Président libanais a échappé la veille à un attentat. Information erronée car Bechir Gemayel avait réellement été tué. Le lendemain les journalistes invoquent une carence professionnelle dans la couverture de cet événement. Quand donc les journalistes préféreront-ils aux faits sensationnels, vrais ou faux, mais toujours identiques, ce que le satiriste Karl Kraus appelait les « éternelles dernières nouvelles » ?

*

* * *

Jamais cette pianiste polonaise n'avait été aussi à la fête dans son propre pays. En entrant sur la scène elle avait été immédiatement surprise par la vigueur inhabituelle de l'accueil de ses compatriotes. Non pas l'expression, coutumière au début d'un concert, d'un salut déférent ou amical, mais une vague d'enthousiasme étourdissant, comme celle qui accompagne parfois les rappels destinés à ses plus grands maîtres. A la radio où le concert était retransmis, on entendit la clameur s'arrêter enfin, quelques toux et bruissements de papiers, puis le silence précédant l'attaque du premier morceau. A l'instant où ses doigts partirent sur le clavier, plus aucun bruit ne semblait pouvoir atteindre l'interprète. Aussi ne perçut-elle pas tout de suite un léger crépitement au fond de la salle. Elle sentit seulement une brusque chaleur un peu étouffante, comme si l'air confiné du théâtre se déplaçait lentement vers elle. Quelques secondes après, un battement de mains, puis un roulement ininterrompu l'assaillirent. Elle crut d'abord n'être pour rien dans ce regain d'acclamations, elle se leva, et se figea maladroitement au garde-à-vous face à la salle, elle ne comprit pas pourquoi les applaudissements redoublèrent alors, ni pourquoi le public commençait à quitter les lieux. Elle avait pensé un instant que ce déferlement intempestif de la claque saluait l'entrée d'une personnalité du gouvernement dans sa loge officielle. Mais la loge était vide et les applaudissements continuaient. Toute la salle remplie de ses chers compatriotes félicitait la virtuose pour son gracieux concours à la dictature sur les ondes militarisées de la radio polonaise.

Un ministre d'un petit pays de grande tradition culturelle élève la voix contre un grand pays de culture jeune et cosmopolite. Il dit à peu près ceci : *C'est à cause de votre argent et de votre pouvoir que vous exportez partout dans le monde la vision que vous en avez, et que, de la pluralité des mondes, vous contribuez à n'en faire plus qu'un seul, celui que vous pouvez tailler à merci.* Il n'y a alors personne, sauf quelques rêveurs qui croient à l'indépendance absolue de la culture, pour ne pas se féliciter de la lucidité et du courage du ministre. Tous attendent des actes. Justement, un immense cinéaste, réduit pratiquement à l'état d'émigrant par ce grand pays, avaleur de mondes, était en quête d'argent et de films à faire. Il vint à passer dans le petit pays du ministre, à la si vieille et honorable réputation. Cela sans doute ne resta pas inaperçu. Le ministre remit sur le champ à l'immense cinéaste la plus haute décoration de son petit pays et offrit un déjeuner en son honneur. A la même époque, la télévision nationale française achetait à grand prix la nouvelle série d'un feuilleton américain vedette, diffusée sur les écrans du monde entier.

*

* * *

Dans une salle d'attente d'un bureau de chômage. Ils viennent souvent du même milieu, quelquefois du même pays. Ils sont soumis aux mêmes difficultés, tous attendent sans que soit prononcé un mot, sans que s'esquisse entre eux un échange. Juste le cliquetis d'un attaché case dont le propriétaire fétichiste tripote les ferrures, juste les papiers froissés qu'un vieil homme extrait lentement de son portefeuille, pièces, permis et cartes, lissés, soupesés, palpés dans ses mains, puis repliés minutieusement pour être ressortis quand on les lui demandera. Pendant de longues minutes, chacun évite de se regarder, de se toucher, d'établir une relation. Mais quand le dernier arrivé se précipite directement dans les bureaux sans que son numéro d'ordre se soit inscrit en rouge sur l'écran de la petite boîte électrique, une seule phrase, une seule injonction court sur les lèvres de chacun, et toute la salle s'écrie : « *Monsieur, retournez à votre place.* »

HOLIDAY ON ICE

COSMOPOLITE COMME LES RAYONS D'UN GRAND BAZAR

Ils disaient qu'ils étaient de Turquie, de Pologne, d'Angleterre ou d'ailleurs. Pourtant, j'aurais du m'en douter : c'est pas parce qu'on achète son cacao au Brésil et son sucre aux Antilles, qu'on ne fabrique plus « made in U.S.A. » !

Bus 35 pour Gerland. Objectif *Holiday on ice*. Toutes les places sont prises. Des enfants en groupe et des mémés deux par deux. Une fois assis, on se chipote pour le prix d'un ticket. « *Pas la peine de me rembourser, Marcelle, vous paierez bien au retour !* » Et d'un siège à l'autre, on s'inquiète des arrêts, on s'interroge : « *le Palais des Sports, c'est bien l'arrêt Stade Municipal ? Ah, vous y allez aussi. Moi, madame, c'est la troisième fois. Jamais je ne les rate. Pensez, un spectacle pareil !* » Mais être une fidèle, croyez pas que ça donne une priorité. Pour atteindre les guichets, à la queue comme tout le monde ! Une heure d'attente, c'est si peu...

Sur l'avenue circulaire où la France profonde continue de déverser ses cars de spectateurs, une dizaine de grosses voitures américaines sont garées, en file indienne, elles aussi. Florida, BJ 3096. Les patrons du spectacle peut-être ? Nouvel arrivage d'un bus T.C.L... les panthères descendent. Starlettes à l'usine, les patins à la main, elles se dirigent vers l'entrée des artistes. On les dirait toutes droit sorties de Baraban. Qu'importe ! J'en profite pour pénétrer dans les lieux, incognito... ou presque.

Show-Biz

Twenty minutes connection time !... Le long des couloirs jaune pipi, une soixantaine de patineurs dont certains roulés dans leurs peignoirs et trente techniciens se bousculent. Quatre vingt dix au total, Tchèques, Anglais, Français, Hongrois, Américains, Suédois, Allemands, Porto-ricains... dix-sept nationalités.

L'une des troupes, l'un des pions du trust *Holiday on ice* : cinq compagnies (bleu, orange, argent, or et vert) qui se distribuent le marché des quatre continents : l'Europe et l'Amérique du Sud surtout, parfois l'Afrique et l'Asie, les Etats-Unis jamais. C'est que là-bas en effet, un autre géant occupe le terrain : *Ice Capades* qui il y a quarante cinq ans, lança la vogue du show sur glace. Sa version à l'exportation, *Holiday on ice*, n'a que trente ans, mais elle n'en est pas moins une entreprise fructueuse qui en moins de dix ans a racheté toutes les petites compagnies et possède maintenant le monopole, hors Etats-Unis. Une seule ombre au tableau : l'Angleterre. L'office du spectacle britannique autorise en effet l'entrée de la compagnie à la seule condition que cette dernière engage des patineurs anglais au chômage. C'est ainsi qu'en 81, tous les artistes furent renvoyés dans leur pays et qu'il fallut réapprendre le spectacle aux nouveaux venus. L'an prochain on dit que la B.B.C. ira enregistrer le show... en Allemagne. Qu'on se le dise ! Des grandes capitales européennes aux pays du Tiers-Monde, en passant par les pays de l'Est et les villes secondaires de France et de Navarre, chaque spectacle en tournée est mis en place pour cinq ans. Jusqu'à trois spectacles par jour et pas question de rompre les cadences. Pour toute absence aux répétitions chaque artiste paye une amende directement retirée de son salaire. Impératif numéro un : gagner la critique parisienne ; mais quand en fin de course, la compagnie entamera sa tournée en Amérique latine, les costumes seront déjà défraîchis, les artistes moins motivés. bref, le spectacle n'aura plus la même tenue. Il est vrai que pour ces pays, on a étudié un tarif spécial, adapté aux ressources de leurs habitants. Il faut bien vivre !



Photo Yves Guérand

Do you speak french ?

Patrick un et deux sont des Français grand teint. L'un est blond, l'autre brun. Le premier patine pour *Holiday on ice* depuis bientôt dix ans, le deuxième depuis seulement trois ans. C'est *Ice Capades* qui l'a déniché sur un patinoire des Etats-Unis où il s'entraînait. Ce n'est

pas forcément le circuit classique. En général, tous profitent d'un passage de la compagnie pour passer une audition. « *Holiday on ice was playing in Nice* » m'explique Vicky, un turc de trente cinq ans. Musicien, il jouait de la batterie dans une revue française. *Holiday on ice* l'avait embauché pour les effets spéciaux, il est maintenant responsable tech-

coupe standard ! Il me semblait bien aussi... Dolores, elle est américaine et ses faux-cils sont grands comme des balayettes. Cela fait plus, beaucoup plus de dix ans qu'elle patine à *Holiday*, mais elle ne veut pas dire exactement combien. A l'œil et au ouïe-dire, je la soupçonne d'être la doyenne de la troupe, cinquante ans ou pas loin. « *Tant qu'on tient sur*

salle à l'autre on se passe le mot : « *à la caisse !* » Je suis tombé un jour de paye !

Sur fond de rock and roll, une petite voix sussure « *Derrière le maquillage se cache le fonctionnaire...* » J'apprends que les artistes sont payés à la semaine. « *On saute sans arrêt d'un pays à l'autre, explique une patineuse belge. Si on recevait notre argent, on n'arrêterait pas de changer de devises !* » Question vicieuse : et ça rapporte d'être patineur à *Holiday* ? « *Un million par mois en moyenne, sans compter les bonus de fin d'année mais les solistes, anciens champions gagnent plus.* » Les déplacements sont payés mais pas le logement. « *Au début, dit Patrick, les gens préfèrent aller à l'hôtel. Au bout de deux, trois ans ils ne pensent qu'à s'acheter une caravane. Bien sûr il faut une grosse voiture, mais de toute façon la compagnie nous paie l'essence.* » Je mesure alors ma vision manichéenne du monde. Les « paquebots » garés devant le Palais des Sports n'appartiennent pas aux patrons mais bien aux manards !!

Du poulet et les paillettes

Ce soir-là dans les coulisses, c'est l'agitation, plus que de coutume. Entre deux passages sur la glace, de l'autre côté du décor, on finit de recoudre un chapeau à plumes, on s'essaie au look Miami Beach, on rectifie un décolleté en boa. C'est que ce soir, la troupe de Saint-Etienne invite à une « party ». Il y aura une soirée « cabaret », avec numéro de magie, de clowns, chorégraphie, etc. Jamais l'overdose ? Pour un peu, on se croirait dans *Fame* ! Une fille qui passait par là, ramasse deux claques sur les fesses. Elle continue, sans broncher. Je craque : « *Et la promiscuité, les rapports, euh... l'homosexualité ?* » Une cuisse de poulet à la main, Patrick le blond s'exclame, puis me glisse à l'oreille : « *C'est bien simple, sur les quinze mecs de la troupe, il y a douze pédés et j'en suis. Dur pour les filles ; mais pas pour les six mecs virils du backstage !* » Et la direction ? Il faut bien, semble-t-il qu'elle s'y conforme. « *C'est ça, ou pas de patineurs.* » J'avance : « *Des couples ?* » « *Pour les couples, adresse toi à Liz, mariée, deux enfants.* » A chacun son job !

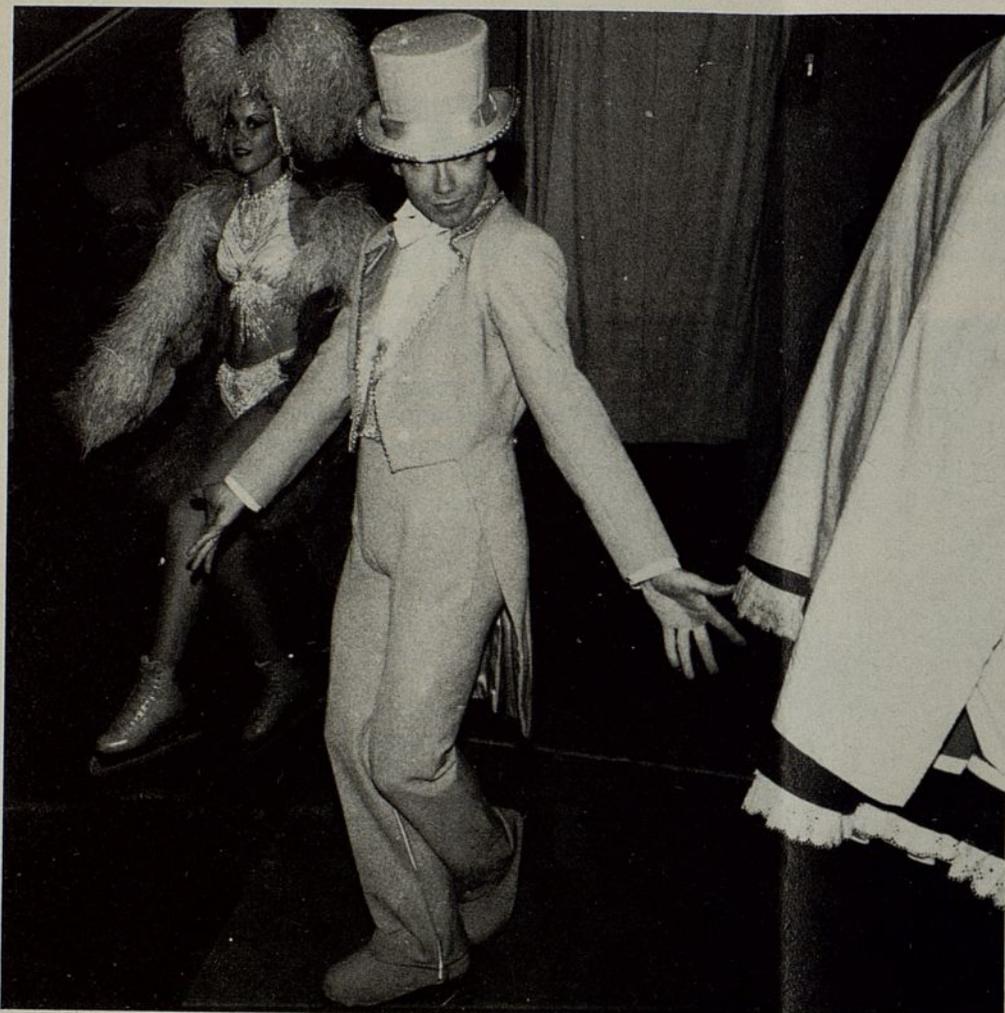


nique. Vicky n'a pas envie de quitter la « *Company* ». Il s'y sent bien, en famille. Son vrai nom, c'est Zafer. La Turquie ? les Turcs ? « *Justement, il y a un autre Turc dans la troupe !* » Ah !... J'entends aussi parler d'un Sud-Africain, pas noir, mais blanc, coiffeur de son métier, qui en plus de ses fonctions de patineur, fait aussi office de perruquier, et pratique sur tout le monde, la même

des patins !... » disent les autres en guise d'excuse.

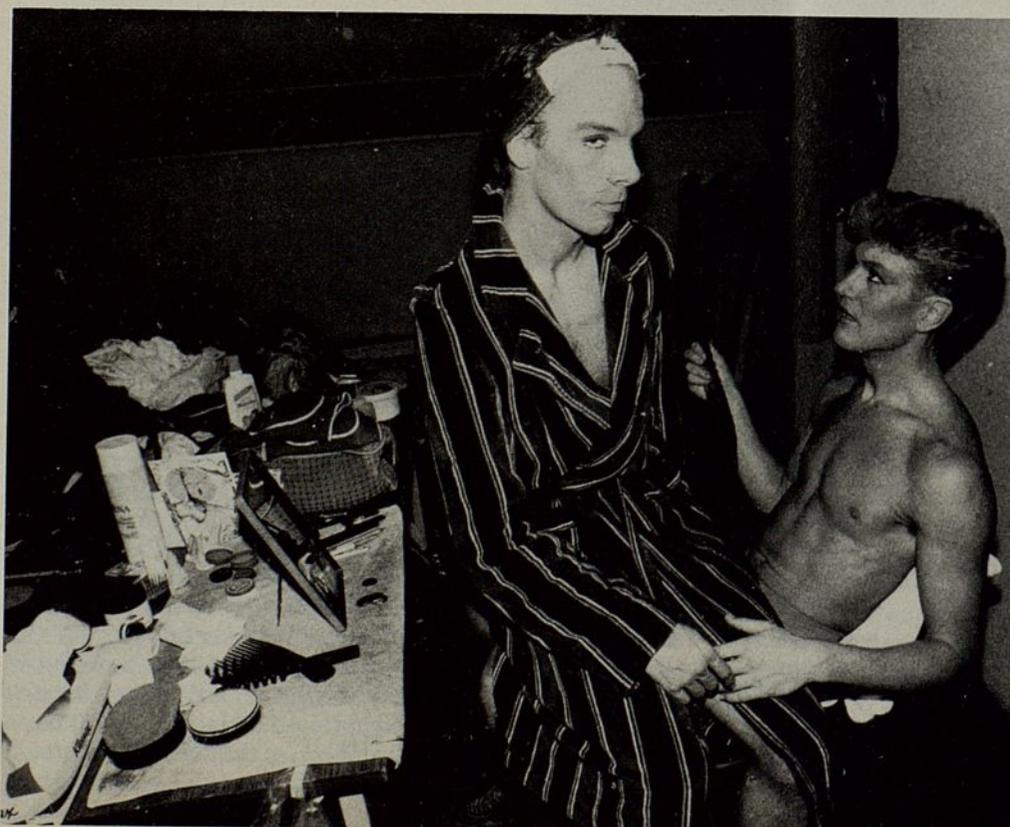
Saltimbanque, mon œil

Un petit groupe s'est formé à l'angle du couloir. Les deux Patrick vont se joindre à la file indienne, qui grossit. D'une



La famille Coca Cola

Cela fait dix ans déjà que Liz est membre de la troupe. Elle est écossaise et fait partie des quelques vingt personnes mariées vivant en couple, voire en famille, avec des enfants. Cela ne la gêne pas d'élever ses enfants de trois et cinq ans, de ville en ville, au fil des spectacles. Bien sûr, elle a parfois envie d'arrêter, de connaître autre chose, de mener une autre vie. Plus tard quand ses enfants seront en âge d'aller à l'école, elle s'arrêtera ou les enverra chez leur grand-mère. En attendant, la vraie famille, c'est *Holiday on ice*. La preuve : c'est une Tchèque, femme d'un patineur qui fait le baby-sitting de ces enfants. Aurais-je plus de succès en tâtant la fibre nationale ? C'est tout juste si Marta, une blonde polonaise accepte de me répondre. Pas de problème pour sortir de son pays, la « Company » a tout pris en charge. Oui, elle paie une taxe, 30 % de son salaire est versé dans son pays. Mais elle le retrouvera plus tard sous forme de pension ! Ce qu'elle fera plus tard ? « *Go back in Poland !* » dit-elle avec un parfait accent anglais. Pourtant on m'a raconté que les gens des pays de l'Est rentrent rarement chez eux, telle cette Russe ancienne des cirques de Moscou. « Est-ce que je ressemble à un agent du K.G.B. ? » Encore l'effet Coca Cola !



Photos Yves Guélaud

Sur la grande piste de glace, on en est au dessert. Il y a tout eu : des Mickeys pour les enfants, de la jambe pour les maris et de la poudre aux yeux pour les femmes, du rêve... on est content. J'entends à gauche « *c'est chic !* », à droite, « *c'est folklorique* », en face, « *ma belle-mère y va avec plaisir* ». Sur la piste, des souris aux grandes oreilles se mettent à glisser sur leurs fesses en éponge. « *Alors, madame, ça vous plaît ce spectacle ?* » *Hihi haha. C'est trop drôle ! Ça promet... Attendons la sortie.* « *Y a pas le temps, me dit un monsieur tout en gris, le car va partir* ». Et il part. Je bloque résolument tout ce qui suit : un club du 3^e âge en partance pour Châlon, deux comités d'entreprise du Péage de Roussillon, un couple de Montélimar, un voyage organisé de Digoïn en Saône et Loire. Un monsieur lance, « *C'est moins fatiguant que le cinéma !* » Puis il ajoute « *C'est cosmopolite, quoi ! Comme les chaînes d'hôtel !...* » Quand les grands esprits se rencontrent...

Catherine Roubaud

TROUBADOUR IL ETAIT UNE FOIS

Catherine est assise en tailleur sur un tapis, sa tampoura * repose sur ses cuisses, les enfants sont en cercle autour d'elle.

« *Il était une fois...* », formule magique au pouvoir sans limite dans la bouche de Catherine. Les aventures d'une horrible biquette vont subjuguier le public de liliputiens. De rebondissements en rebondissements, le conte pourrait ne jamais se terminer et peut-être se poursuivre pendant mille et un jours.

Catherine a l'art de raconter. Elle accompagne son récit de gestes et de mimiques très expressifs. Ses yeux sont tour à tour ronds de surprise ou pétillants de malice. Ses joues se gonflent de colère, sa bouche prend la forme d'un cœur lorsqu'elle parle de choses sucrées. Des mots de tous les jours tels que « *c'est rudement bon* », égrenent son histoire, le tout accompagné par le bourdonnement de la tampoura, qui vient juste au bon moment renforcer le magique du récit. Ça marche. Les enfants sont suspendus à ses lèvres et captivés par cette voix qui devient loup, chat, chien, petit garçon ou bûcheronne.

Depuis un an, Catherine colporte la tradition orale de ville en ville. « *J'ai toujours aimé les histoires* », dit-elle. Selon l'humeur, elle puise ses sources dans « les milles et une nuits », la tradition française, russe, africaine, arabe, chinoise, indoue...

A Saint-Etienne, elle a transformé la bibliothèque municipale en jardin merveilleux, en forêt secrète et en palais d'Orient, et ce n'est pas une mince affaire ! A suivre.

Josiane Strelczyk

* Tampoura : long instrument indien à quatre cordes.

DOSSIERS CLASSES PAS DE JUGEMENT POUR LES FOUS

Après « Les juges kaki » et « L'enfant au tribunal », voilà « Dossiers classés ». Mireille Debard pour la troisième fois se penche sur le fonctionnement de la justice.

C'est un livre-voyage. De Sarreguemines à Boissonnet, du Nord au Sud, de l'assassin sanguinaire au voleur de poids lourds, Mireille Debard nous invite à entrer dans ce monde étrange des hôpitaux de sûreté, à rencontrer ces fous-criminels.

Les hôpitaux de sûreté, j'en ignorais l'existence jusqu'à ce livre. Comment y arrive-t-on ? De rapports d'experts en décisions de juges, le non-lieu par l'article 64 est prononcé : « il n'y a ni crime ni délit lorsque le prévenu était en état de démence au moment de l'action ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister » et à ce moment, qui semble être une fin de l'action punitive, tout commence. Transfert en cellule de force d'hôpitaux psychiatriques puis l'hôpital de sûreté, univers hallucinant digne des pires cauchemars sur le monde carcéral, où le « maton » contrôle d'un regard tout l'individu dans sa nudité, (au sens strict), où bagarres et évasions sont rares grâce aux neuroleptiques.

Les hommes qui y ont vécu, elle les a rencontrés, leur a parlé. Les histoires de leur vie, rocambolesques, tragiques, poignantes, nous sont racontées. Le ton tranquille de l'auteur donne à ces surprenants récits une grande force et laisse jaillir la surprise devant ces hommes encore dignes... encore vivants.

Les interrogations sur la justice, la psychiatrie et les liens qui les unissent devront également alimenter notre réflexion. D'après un expert « *l'article 64 est destiné à extraire des prisons les malades mentaux avérés* ». Cependant l'analyse des cas montre que cette notion de maladie avérée reste floue.

D'autres intérêts, qui n'ont rien à voir avec la science, interviennent dans le « tri ». Ainsi la pression sociale mènera

en centrale à perpétuité un simple d'esprit, assassin d'une petite fille ; un simulateur menaçant de faire scandale aux assises bénéficiera d'un non-lieu : le procureur dit à l'expert : « *je vous en supplie faites moi un article 64, par pitié... je ne veux pas faire comparaître cet homme* ». En province, des directeurs d'hôpitaux psychiatriques, experts auprès des tribunaux refusent le bénéfice de cet article à des individus, afin de ne pas troubler l'ordre dans leur établissement.

Enfin, des notables ou des personnalités comme Althusser bénéficient d'emblée d'un non-lieu.

Mais le fond du problème reste posé, même si certains experts essaient de ne pas céder aux pressions extérieures : comment juger de la folie, de la dangerosité de l'individu, de sa capacité de récidive. Faut-il supprimer cette disposition du Code comme le propose un sociologue américain ? Il est vrai que certains bénéficiaires auraient préféré être jugés tant la procédure d'application de cet article ressemble à une mise au secret ou à une lettre de cachet. La longueur des peines en hôpital de sûreté, souvent très importante, est arbitraire, les modalités de libération variables d'un établissement à l'autre.

Le pouvoir de décision reviendra donc pour le non-lieu aux experts, mais chaque juge d'instruction peut choisir selon les cas l'expert qui délivre facilement l'article 64 ou celui qui le refuse souvent.

J'ai lu ce livre d'un trait. Il est instructif et palpitant. Il est aussi dérangeant par l'éclairage projeté sur une marginalité bien différente de celle que l'on connaît. Mais le mot de la fin, ne serait-ce pas la phrase de Serge qui a longtemps séjourné à l'hôpital de sûreté de Cadillac : « *Il faut dire une chose, la justice ou psychiatrie laissent peu de chance à l'adversaire... Est-ce qu'un homme peut juger un autre homme ?* »

Fawzia

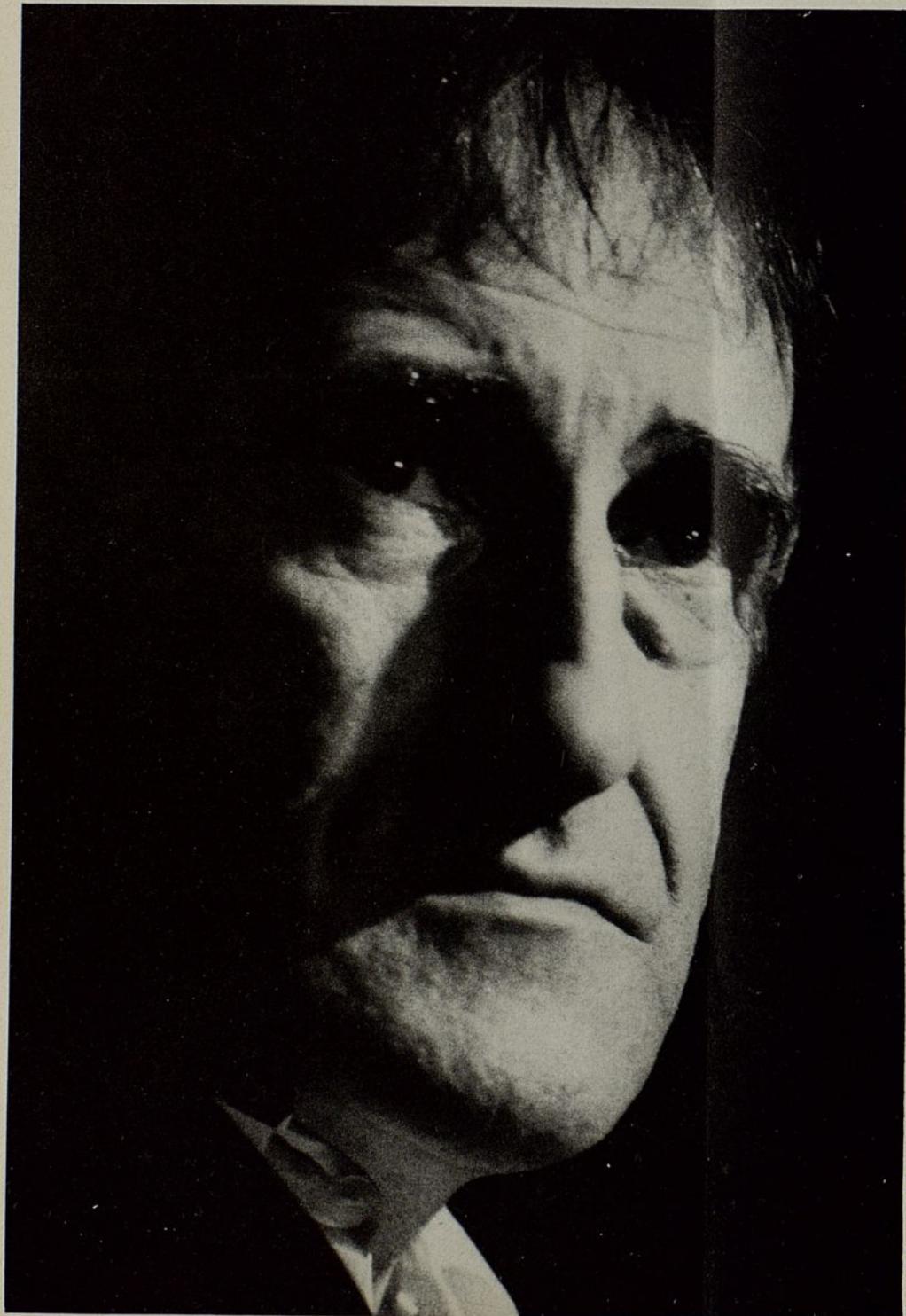
« Dossiers classés : enquête sur les non-lieux pour état de démence ». Mireille Debard. Collection Illustration : Albin Michel.

STRAPONTINS

KANTOR OU LA MORT SUBVERSIVE

La case départ : Wielopole, un village polonais vu d'un quelconque fauteuil du T.N.P.

Le meneur de jeu : Tadeusz Kantor.



Faites vos jeux ! Cherchez le théâtre ! Et on se retrouve dans un jeu de piste avec la mort...

Un itinéraire, terrible et magnifique, qui nous laisse sous le choc. Arrivé à la case finale, ce choc prend vite forme d'interrogation : on sait que Kantor est politiquement engagé... mais c'est comme si pour nous le message n'avait pas eu lieu, comme si au rendez-vous, il s'était fait remplacer par l'image. « *Là où on ne parle que de victoires, il faut du courage pour parler du vaincu que l'on est* » Brecht.

Dans les pays de l'Est, il existe une double normalité théâtrale : d'une part une fastueuse théâtralisation de la vie sociale ; de l'autre, un théâtre officiel rassurant, tant sur le plan formel qu'idéologique. En somme, un système où tout signe culturel est spectaculaire ou neutralisé. Ainsi, compte tenu de la censure, la production théâtrale ne peut supporter un discours politique ni dans les mêmes termes ni de même teneur qu'en Europe de l'Ouest. Là où il ne peut y avoir d'énoncé politique clair, il y aura un travail de l'émotion. Là où il y a un triomphalisme et optimisme officialisé, le théâtre de l'absurde devient dissident. Là où il est demandé de confirmer, de rassurer, le silence et l'inquiétude sont devenus des armes.

C'est en se dérochant au discours officiel, sans se suicider dans un affrontement promis à l'échec, que le théâtre prend sa force politique, au travers d'une esthétique de la négation.

L'artiste doit être capable de se trahir

Voilà ce qui revient constamment dans les déclarations de Kantor : une vigilance à ne jamais s'arrêter de chercher, à dépasser les formes déjà acquises ; un refus de s'installer dans un lieu tout comme dans une image, et c'est un refus qui a une histoire : 1939-1944, dans Cracovie occupée par l'armée nazie, Kantor crée un théâtre clandestin. 1955, création de Cricot 2, nom d'un cabaret

Photo Maurizio Buscarino



d'avant-garde animé par des peintres dans les années 30. Ça n'est pas un rassemblement de professionnels mais un groupe d'artistes décidant de se retrouver à un moment donné avec l'idée d'échapper à toute programmation établie et au théâtre officiel, avec le désir de lutter « contre les conformismes, les académismes », et la « nécessité épidermique d'échapper aux fausses avant-gardes qui immanquablement sont récupérées. Soit par l'intelligentsia, soit par l'Etat ». Se trahir parce que c'est le seul moyen d'avancer dans un monde où la morale est du côté de la fidélité et sans doute aussi la sûreté politique.

Kantor, lui, est un voyageur. Un voyageur inquiétant. De la clandestinité à la marginalité, se mène pour lui une double bataille formelle et politique.

Chercher des lieux non théâtraux — une nécessité pendant la guerre — il en fera une démarche.

Le lieu scénique est dès lors un espace où « le mouvement doit détruire l'architecture ». Comment ne pas donner plusieurs sens à cette phrase ?

Le texte ne trouve plus en l'action une simple illustration, il est autonome, il participe comme toutes les autres composantes du spectacle à un champ de tensions. Ça n'est pas dans les éléments théâtraux qu'est l'événement mais entre eux, dans le lieu insaisissable de leur rencontre. Et l'insaisissable ne se censure pas.



Dans un régime où la fuite en avant est de mise, où l'affirmation s'est pervertie en devenant interdiction, c'est l'énoncé de la négativité de l'artiste qui fait qu'il est subversif. C'est donc vers la mort que s'est tourné Kantor. Ce qui est humainement reconnu insupportable et désarmant, il l'a au contraire travaillé comme une charge.

La mort, c'est le dernier argument contre les conformismes

Face à une hantise de la survie, face à l'espoir déchu, parler de la mort, c'est retrouver la vie. « à l'époque de la Renaissance » raconte Kantor, « les peintres enfreignaient la loi en prenant des cadavres pour modèles anatomiques ». Et bien, en somme, c'est ce qu'il fait. Son théâtre, c'est de la cérémonie sacrilège où tous nos fantômes se mettent à bouger : les morts, la mémoire, perçue comme une pulsation d'images, bref, ce qui vit, c'est tout ce qui, par nature, n'est pas organisable.



Un bien beau cauchemar que celui-ci parce qu'il propose un seuil inconnu et indéfini où l'incertitude et l'inquiétude ont été travaillées comme des signes absolus de vie.

Dérivé du mort (« Ça n'était plus vivable » dit Kantor), c'est le modèle du soldat qu'il impose dans « Wielopole », une sorte de point limite entre la vie et la mort, la réalité et la fiction, une agonie figée et turbulente : « Le militaire et le comédien sont des figures stigmatisées dans notre société : il s'agit d'une distinction irrévocable semblable à celle qui nous sépare des morts. » L'être limite, c'est aussi le mannequin qui délivre le message inquiétant de la mort et du néant. On regarde, fasciné, jusqu'à ne plus distinguer sur scène les vivants des morts.

La transgression est là, dénuée de tout discours, plus forte qu'une démonstration, plus efficace pour Kantor qu'une revendication réelle. Elle est, surtout, irrécupérable.

Lors du spectacle, personne n'a été gêné par l'utilisation de la langue polonaise, la nécessité de la traduction ne se pose pas pour ce langage là, mais pour celui, plus global d'une œuvre étrangère. L'objet de la traduction est là : que des spectacles sur la mort, sur la mémoire, joués en quelque sorte par des morts et des fantômes, puissent être aussi vivants. On nous parle de l'inhumain pendant une heure et demi, et l'on repart en aimant le monde... Simplement : on respire.

Faites vos jeux ! Cherchez le politique ! Le politique ? Il n'y a peut-être que l'art pour nous dire qu'il n'est pas toujours là où on le croit.

Danièle Jarlier

GRANDEUR NATURE

TONNERRE SUR LA VILLE

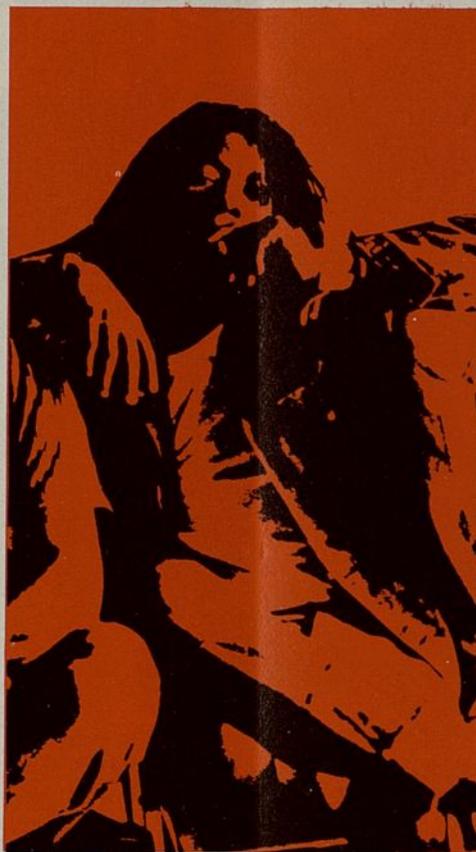
Le fils de Tonnerre est de retour... Jackson DCA, le Carter Brown de la Martinique, le seul rasta man à l'ouest de Lyon. Stature moyenne, chanteur de reggae et dreads locks. Jackson est noir et rasta. Noir de la Martinique et rasta depuis... « *l'origine, dit-il, se perd dans la nuit des temps.* » Sur son blouson, un badge à rayures vert-jaune-rouge et en travers « Jackson Christ »...

Dieu n'a pas de couleur

« *Tu crois qu'on m'a dit, quand j'étais petit que l'un des rois mages était noir. Et que Toussaint l'Ouverture était général de Napoléon ? L'histoire des Antilles, on nous la vend en dix volumes, quand on arrive en France. Dieu n'a pas de couleur, c'est vrai, mais tous les saints sont blancs.* » Alors, Selassié, Marcus Garvey et le mouvement rasta, « *bien sûr*, dit Jackson, *que c'est un fascisme, mais entre avoir une mauvaise chose et rien avoir...* »

Jackson parle alors du mamba, le serpent schizophrène venu pour bouffer les esclaves marrons, et des mangoustes que les blancs firent venir, quand il y eut trop de mambas dans les îles. Il parle aussi d'une grande statue de bronze brisant des chaînes, celle de Victor Schoelcher, chargé des affaires extérieures, et au bas de la statue, cette phrase de l'histoire officielle : « *Nulle terre ne portera plus d'esclaves* ». Il parle encore de l'école et des coups qu'il ramassait quand il parlait créole. Et il explique : « *Il faut des ancêtres à tout. Les noirs n'avaient plus de culture. Ils s'en sont forgé une. Selassié, c'était le moyen d'être unifiés. Il fallait un chef... Quand il est allé à la Jamaïque, Selassié a pleuré et il a dit : Je ne savais pas qu'il y avait dans ce pays un bout d'Ethiopie, plus nationaliste que l'Ethiopie...* »

Bizarre malgré tout ce choix d'un empereur pour un mouvement révolutionnaire. Christianisme ou rastafarisme, Jackson ne fait pas de quartier : « *s'il faut revenir au vaudou, on y reviendra.* »



En attendant, des rastas, il y en a plein les Antilles, mais dit Jackson, « *pour les gens là-bas, c'est de la vermine, parce qu'ils fument de l'herbe et prônent la révolution* ».

Crocodiles liliputiens

La Martinique, ça fait longtemps qu'il n'y est pas retourné. Peut-être bien parce qu'il est rasta... Peut-être pour sa mère. « *Si tu passes par là-bas, va voir ma mère. Tu seras pas son fils, mais le mec qui a vu son fils. Pas Dieu, mais sa moitié.* » J'essaie de recoller les morceaux : une mère, c'est déjà ça. Mais il enchaîne : « *Ici, c'est plein de portes fermées. Les portes fermées ça me fait peur parce qu'on ne sait jamais ce qu'il y a derrière. Chez nous, les portes sont toujours ouvertes.* »

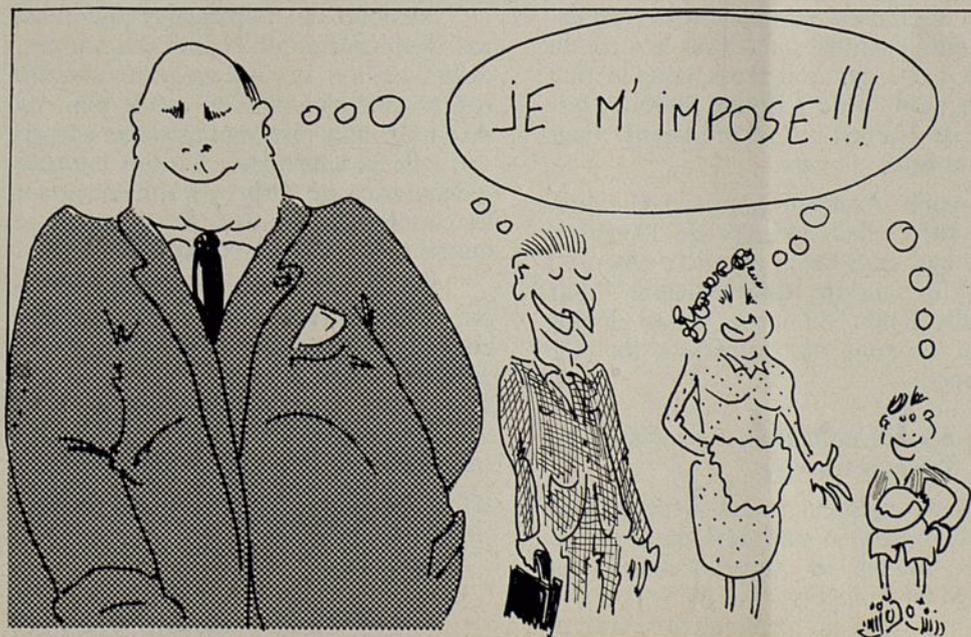
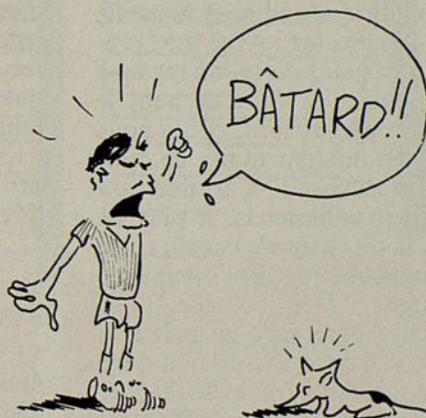
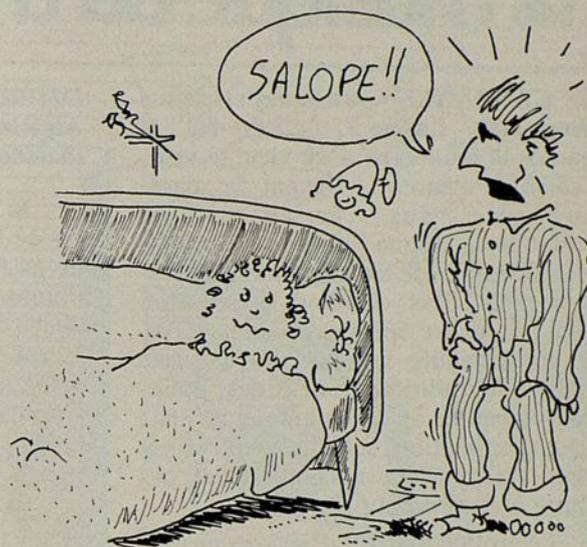
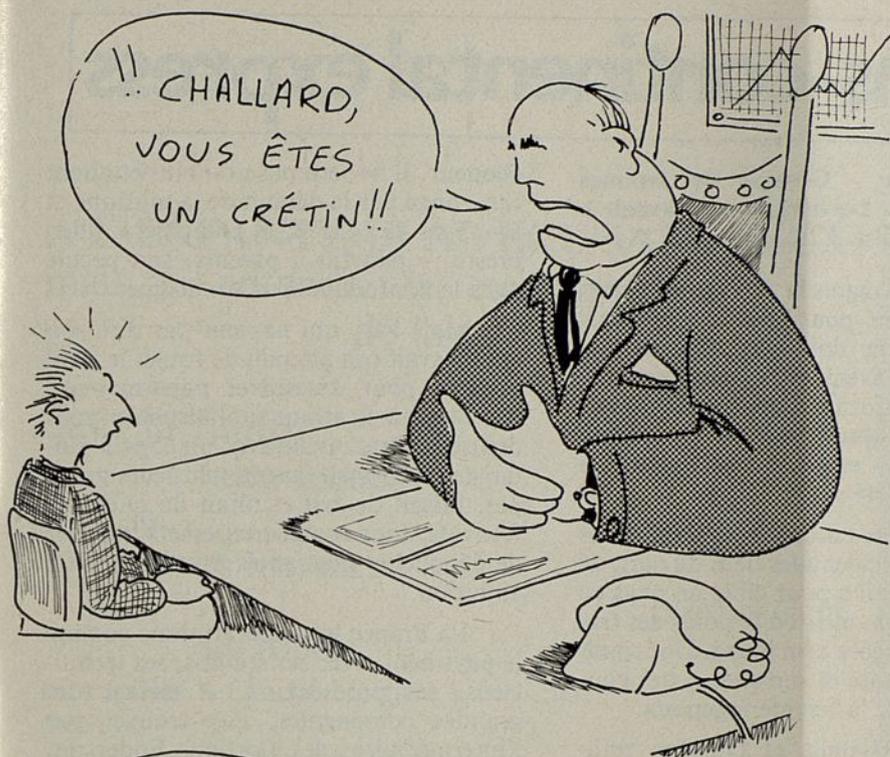
Quand il dit chez nous, ça veut dire au pays des tchimboiseurs, ces sorciers qui ont emprunté leur nom au « *tiens bois !* » du remède des missionnaires ; ça veut dire, au pays des potirons qui meurent quand on les montre du doigt. Ça veut dire aussi, le pays où les blancs touchent, quand ils s'y installent, une « *prime de chaleur* ». « *Quand je suis venu ici, j'ai pas demandé une prime d'hiver.* » dit Jackson. Et il songe tout haut : « *Mon père, il a jamais voulu venir en France. Je crois qu'il verra jamais l'hiver. Au fond, c'est pas un mauvais trip.* »

Personne ne raconte aussi bien que Jackson. Personne ne parle comme lui des combats de coqs et de la voiture qui l'a renversé un jour, « *le capot grand ouvert sur moi, comme un gueule de requin* », des cyclones sur la Martinique et des crocodiles liliputiens, « *une espèce en voie de disparition : des fois, il arrive qu'on en écrase. Ils sont tellement discrets.* »

De son passage de Martinique en France, via Kingston ou les Etats-Unis, on ne saura rien, ni du jour où il s'est mis dans la tête de faire de la musique. « *La force est là où elle est* » se contente-t-il de répondre. Pourquoi vouloir en savoir plus ? « *Dans une vie antérieure, j'ai été samouraï. J'ai fricoté avec les gamins du Bronx, et j'ai galéré dans un bar avec un écrivain russe... c'est nous qui avons inventé l'expression "répétition sauvage" : on défonçait les portes de garages, et on répétait vingt minutes, juste avant que les flics arrivent... Quelques années avant la fusillade de la Croix Rousse, j'ai failli épouser une princesse indienne. Je peux te dire aussi que j'ai voulu mourir et que je me suis présenté à la Légion. Mais ils n'ont pas voulu de moi. Pourtant je ne voulais pas mourir tout seul... Mais, un homme qui a failli mourir a-t-il encore une identité propre ? Un temps, et puis, droit dans les yeux : « *Je ne raconte pas un polar, je raconte ma vie, moi...* » et il a tourné les talons.*

La dernière fois que je l'ai croisé, Jackson était sur le point de téléphoner à Rita Marley pour lui demander de chanter dans son groupe. C'était le soir où sa huit cent soixante douzième femme venait de le quitter. Personne n'a démenti. Et vous, auriez-vous eu l'idée de douter du tonnerre ?

Ronnie Karneval



la musique du trans-continental express

LOS CAÏMANES « Musiques et chants d'Amérique Latine ». « Lève-toi et regardes la montagne d'où vient le vent, le soleil et l'eau »... Devant la masse imposante des Andes, « Los Caïmanes », jeune groupe composé d'une femme et de trois hommes sait rester humble. Pas question d'ascension rapide, de gloire éphémère, via le show-biz. Pour rendre hommage à ce vaste « pais » de traditions et de luttes, il préfère emprunter les chemins détournés : M.J.C., animations scolaires, festivals et autres fêtes où la musique n'est pas réduite à un produit.

Le groupe n'arrête d'ailleurs pas son regard aux cîmes andines puisqu'il le porte jusqu'aux Caraïbes où il explore la musique noire et afro-cubaine. Sa discographie réduite à deux disques rend compte de ces deux centres d'intérêt qui ne manquent pas de convergences.

Le deuxième disque (qui existe aussi en cassette) se partage entre musique traditionnelle folklorique andine et nouvelle chanson sud-américaine. Avec une première face plutôt gaie, alerte, où résonne la kèna, le pinkillo, la flûte de pan, le bombo et autres percussions, et qui nous entraîne sur des instrumentaux de Violeta Parra, d'Eduardo Carrasco ou encore sur des traditionnels, à plus de 4 000 mètres, là où chante le cuculi, entre deux fêtes indiennes. Et une deuxième face plus grave, plus actuelle, plus « urgente » pour reprendre un mot à la mode, où l'on retrouve Victor Jara dans un chant tragique et fier, plein de révolte, un chant de sueur et de sang : « Plegaria a un labrador » et Pablo Neruda dans son « Testamento n° 1 » dont la beauté, dite et non chantée, se suffit d'une guitare, ceci avant deux morceaux des Caïmanes dont un instrumental : « Lluvia de la esperanza » et un chanté en français : « Nostalgie », où se mêlent la douleur de l'exil et le combat pour la liberté. Et dans ce monde de souffrance et d'espoir, l'envoutant « Malembe », repris à Quilapayun, apporte avec ses accents afro-cubains une note d'humour diabolique.

Un disque dont la variété d'inspiration préserve de toute monotonie et qui donne la plus grande envie d'aller écouter ce quatuor sur scène. Andelante !

Contact : Los Caïmanes - Quartier Le Sarret - 13 590 Meyreuil - Tél (42) 51.00.23.

DJURDJURA - Groupe de femmes Algériennes - « Les héritiers de l'avenir » (Kondo Râ - dist. C.B.S.)

Si pour Aragon la femme est l'avenir de l'homme, pour Djurdjura, l'avenir de la femme ne doit plus dépendre de l'homme. Cet avenir elle le porte en elle. A elle de transformer l'espoir en réalité : « **Apprenez aujourd'hui que je refuse toute autorité - et que le mot femme se conjugue Liberté** ».

Ce qui reste encore un défi dans nos démocraties occidentales tient du pari, de l'utopie quand il a pour cible un pays en pleine mutation, mais où le poids des traditions pèse encore bien lourd. Une tradition « intolérante et surannée » qui voudrait maintenir la femme à genoux.

Fatima, Djamilia et Djouhra refusent cette Algérie du passé où la naissance d'une fille est encore considérée comme un jour de tristesse. Afin d'en faire un jour de joie, ces trois jeunes femmes ont donc pris le micro. Sans violence, sans haine, sans cris, à travers des textes superbes de poésie, sur une musique très riche, mélangeant habilement, tant au niveau de la mélodie que de l'instrumentation, passé et présent, elles dénoncent un esclavage qui ne veut pas dire son nom.

Un hymne à la vérité, à la liberté qui est aussi une ode à la beauté. Beauté de la jeunesse Berbère, beauté du pays Kabyle.

Elles sont femmes et fières de l'être mais leur message dépasse la foi féministe. Solidaire des immigrés, des déracinés, elles chantent ainsi dans le « roi du balai » une chanson créée pour le film « Pas perdu » de J. Daniel Simon, l'histoire de Hamed qui récure depuis vingt ans les quais de gare.

Après « Asirem », ce nouvel album sans titre (« Les héritiers de l'avenir » n'est que celui de la première chanson) est plus qu'un émerveillement pour l'oreille, il nous dit que les chants les plus beaux ne sont pas forcément les plus désespérés.

FAY AKAM AMBREY - Na Ndimi Yo (dist. Disques Guerry)

Père ingénieur, mère médecin, Fay Akam Ambrey n'était déjà pas un Congolais comme les autres lorsqu'il fut envoyé en France par ses parents il y a deux ans. Fay ne serait ni terrassier ni

éboueur. Il ne sera pas non plus étudiant car, rongé par le démon de la musique et les rêves de gloire, il dilapidera illico presto, « pauvres » parents, son pécule dans la coproduction d'un disque.

Mais Fay, qui ne veut pas dire son âge, n'avait pas attendu de fouler le pavé parisien pour désespérer papa-maman. En 74 déjà il attaqua l'alsphate poussiéreuse de Brazzaville avec un copain guitariste. Il formait ensuite plusieurs groupes, faisait du bal et tâta de quelques festivals, sans malheureusement trouver de débouchés plus aptes à satisfaire son ambition.

La France lui apparaît donc comme le pays béni, avec ses studios, ses techniciens, ses producteurs. A défaut des grandes compagnies, Fay trouve, par l'intermédiaire de Gordon Enderson, « vedette » antillaise, une oreille favorable chez les disques Guerry qui l'aident à produire et distribuer son dernier disque.

Ce qui étonne d'emblée en écoutant les quatre titres du disque (hormis le souffle, mais je ne disposais que d'une cassette maison), c'est le soleil qui illumine les haut-parleurs.

Meringue, calypso, la rythmique garde une certaine nonchalance dans sa frénésie, la guitare égrène ses notes joyeuses sans bousculade. Sous la plage le swing ; des files de vinyl qui n'ont manifestement qu'un but : faire danser encore et encore jusqu'aux crampes et au petit matin dans les sous-sols blâfards de nos cités grises.

Musique de discothèque qui n'est pas si éloignée qu'on le croit des sources, de la tradition, et dont les textes chantés soit en congolais soit en créole par Fay Akam Ambrey réservent quelques surprises, telle la quatrième chanson intitulée « Séparation de corps » et qui conjurent les couples qui s'aiment de ne jamais se quitter sous peine de risquer le divorce !

Fay a la naïveté de la jeunesse, la naïveté d'une jeune Afrique encore beaucoup trop tentée par les modèles de ses anciens maîtres et par le succès de certains frères chantant sous le vent des Caraïbes. Mais une naïveté diabolique quand elle veut nous faire danser !

(Disques Guerry 7 rue Alfred Musset -93240 Stains)

Bruno Thomas

A L'ENFANT QUI A VECU SANS YEUX
 mais qui entendait les couleurs
 de la terre

dans la fumée
 des usines

où
 les hommes

des robots

tu respirais le chuchotement
 du vent

pensant et sachant
 qu'il allait mourir
 dans une plainte lancinante

non,non

A l'enfant qui a vécu sans oreilles
 mais qui voyait les sons

paraître
 sur les lèvres

des êtres devenus
 argent
 tu regardes ça

ton âme
 se baladant

à l'autre

d'un air effaré

et sautant d'une étoile

la porte

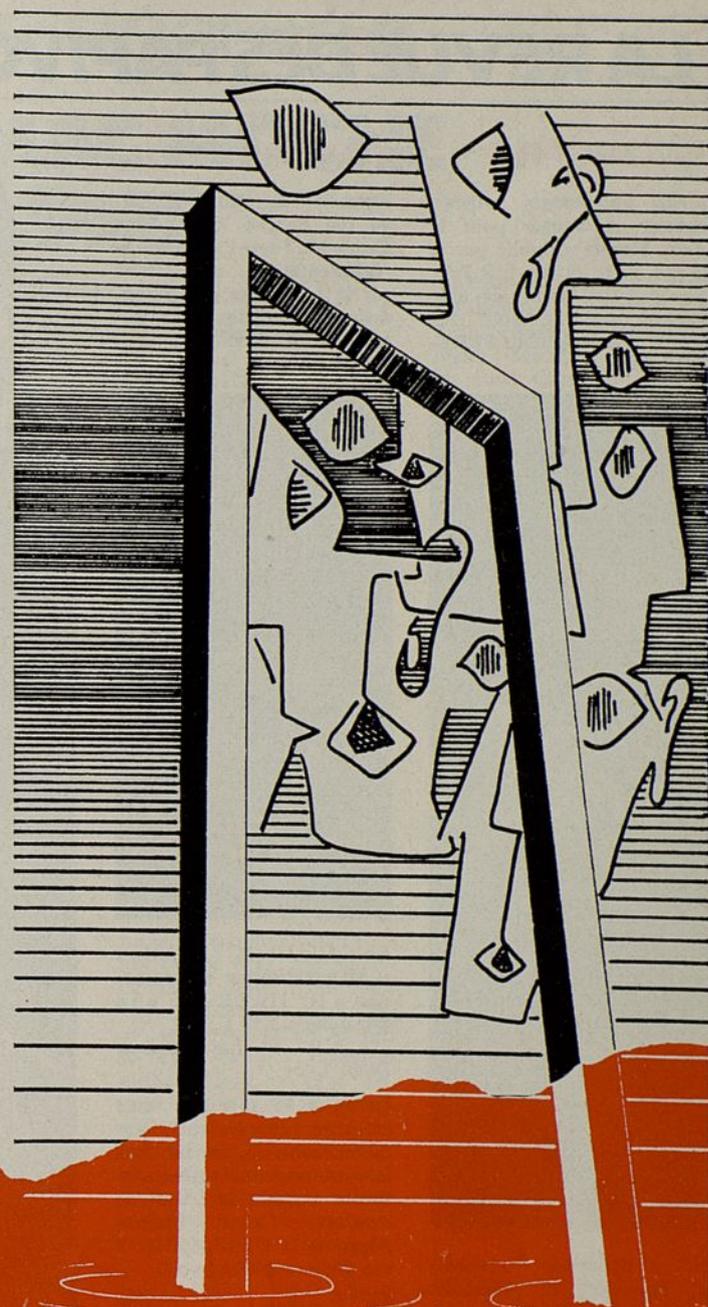
disparaître

produisaient

sans vie

Laisse-les faire
 laisse

restera toujours ouverte



LA REVUE DES PAPIVORES

ECONOMIE

« Nos antécédents laitiers : chance ou danger pour le Tiers Monde » publié par le C.R.I.A.D. et le F.R.P.L. Vache à lait pour les uns, vaches maigres pour les autres. En vente chez FEDE-ROP 30 F.



photo Alain Cattin

N° septembre / octobre d'« Economie et Humanisme » : l'agroalimentaire, les taux d'intérêt, la conjoncture économique. A lire et vite : 35 F.

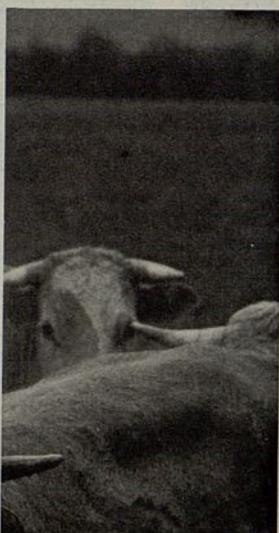
Economie et Humanisme : 14 rue Antoine Dumont 69372 LYON Cedex 08.

« L'économie en question » N° 21. Des problèmes économiques sont traités, dans un style simple, accessible : crise automobile, plan acier... Enfin ! On comprend l'économie. 15 F. 83 rue de l'Ourcq 75019 Paris.

Le CEDETIM centre d'étude anti-impérialiste a publié son N° 13. Très important : un groupe anti-impérialiste est en formation à Lyon. Avis aux amateurs. En vente à FEDE-ROP 12 F.

IMMIGRATION

Actualité-Migrations n° 20, 44 rue Bague 75732 Paris Cedex 15. Toute l'actualité, la réglementation, un dossier sur la formation professionnelle, des statistiques. Un instrument de travail.



Le C.L.A.P. publie : « Alphabétisation et promotion » N° 119/120. 5 F « La Bafouille » 2,50 F. C.L.A.P. 38 rue Burdeau 69001 Lyon.

La C.I.M.A.D.E. vous informe de ses activités innombrables et variées dans le tout nouveau « Conjuraction » bulletin intérieur de l'antenne Centre Rhône-Alpes de la C.I.M.A.D.E. 3 rue Diderot 69001 Lyon.

La F.A.S.T.I. (4 square Vitruve 75020 Paris) a publié son document n° 7 septembre 1982. Brochure sur la formation des jeunes immigrés. Très utile.

Cécile Haym-Jovet : « L'arithmétique de la vie quotidienne » Expérience auprès de femmes maghrébines et africaines analphabètes et ne parlant pas français. C.I.E.M., Paris, 130 pages : 30 F + 9 F de port. 46 rue de Montreuil 75011 Paris.

« Loin de mon pays » par Michel Chesser. Livre à l'usage des immigrés. L'histoire, illustrée de 300 photos, d'un immigré africain en France depuis 1974. 200 pages : 40 F + 5 F de port. C.I.E.M. Paris : même adresse.



© Ganet

C.I.E.M. Migrations, le point sur la question. Répertoire bibliographique annuel (mars 82, 120 Pages, 31 F avec frais d'envoi) et de nombreuses publications (économie, démographie, société). Demander le catalogue.

P.S.I. Prévention Spécialisée Information. N° juin / septembre 1982 (2,50 F) du Comité National de Liaison des clubs et équipes de prévention spécialisée (insertion été 82, travail social). C.N.L. B.P. N° 1 27240 Damville.



PAYS LOINTAINS

N° spécial politique « France Arménie » 5 F. Problèmes et solutions. 5 place Michel Servet 69001 Lyon.

Unité Afrique N° zéro à paraître en décembre. Pour resserrer les liens culturels et amicaux entre les différentes communautés de la région. Contact : 24 B rue Basly 42100 St Etienne.

Libération Afrique-Caraïbes-Pacifique juin-août 82. 10 F. Du Niger au Sahara en passant par les rallyes, le Maroc, des fiches cuisine, Marx et Lénine au Bénin, l'Erythrée, l'Afrique du Sud. Bref, tous les point cardinaux, chauds ou pas. 14 rue de Nanteuil 75015 Paris. 1 an : 40 F.

Revue de presse Maghreb proche et moyen Orient. Du Maroc à la Somalie, le monde arabe à travers sa presse. 5 rue des Glycines Alger.

Sans Frontière, spécial rentrée 7 F. Nouvelle formule, nouveaux besoins... une souscription est lancée pour la restructuration du journal. Renseignez-vous. 33 bd Saint Martin 75003 Paris.

Maghreb / Machrek. Monde arabe : identité et histoire dans le monde arabe, l'après Sadate, le droit de la famille en Algérie. 21 F en vente à FEDE-ROP (N°87).



photos, textes, humour, poésie - bref, un calendrier pas comme les autres. 1 exemplaire 20 F - 5 exemplaires 90 F. Même adresse.

RESCAPÉS

Camarades et sympathisants du Parti Communiste Marxiste Léniniste, un nouveau mensuel, fait sur mesure pour ceux qui veulent tout savoir (société, économie, international, culturel). Lutter ou baisser les bras, là est la question.

FEMMES

Le centre de recherche sur les femmes européennes (22 rue de Toulouse 1040 Bruxelles, Belgique) publie un mensuel : **Crews Reports**, qui s'adresse à toutes et à tous concerné(e)s par les questions féministes : travail à temps partiel, avortement, contraception.

TAULARDS

Le **G.R.I.P.**, groupe de réflexion et d'information sur la prison, informe sur la délinquance, la justice, la prison. 50 F / an : 4 numéros. Documents vendus à l'unité, pour enseignants et étudiants...et les autres bien sûr.

G.R.I.P. 114 av Berthelot 69007 Lyon. Tél. (7) 869.10.15.

NON VIOLENCE

Mensuel du Mouvement pour une Alternative Non Violente (**M.A.N.**) novembre 82 - 8 F. tout sur la bombe à neutrons. Non Violence Politique, 20 rue du Dévidet 45 200 Montargis. Exemplaire gratuit sur demande.

et aussi : le calendrier « **Non Violence Politique** » :

Méditerranée/bruits de bottes

Peuples méditerranéens : N° 19 : la Méditerranée entre les superpuissances. Passionnant et indispensable outil de compréhension. 40 F. Dans toutes les bonnes librairies.

Y.G.

LOGEMENT

MIC MAC MOCHE A CALUIRE

Caluire, Grande Rue de Saint Clair, quand les locataires s'en mêlent, le propriétaire s'embrouille.

En février 1981, les femmes immigrées de Caluire sans papier reçoivent un avis de refoulement. Elles décident de se regrouper pour défendre leurs intérêts. Un peu plus tard a lieu la grève de la faim lyonnaise. Mai 1981 est également passé par là. Prise de conscience... qui aboutit à la création, en mars 82, de l'Association de Défense des droits des familles immigrées de Caluire, grâce à une loi d'octobre 1981 qui permet aux immigrés de s'associer librement. Cette association a été créée avec la participation d'assistantes sociales de St-Clair. Les priorités de l'association sont les papiers des femmes et le logement. Les deux thèmes sont liés puisque la logique « pas de papiers / pas de logement, pas de logement / pas de papiers » oblige de nombreux immigrés à rester dans leur taudis. Depuis l'automne 1981, les mesures de refoulement n'existent plus. Ceci étant, d'autres problèmes subsistent et non des moindres : si le logement ne correspond pas à certaines normes, les femmes n'obtiennent pas leurs papiers et si toutes les conditions requises sont rassemblées (logement, travail du mari, références diverses) le maire de Caluire se réserve le droit de refuser de signer des certificats de logement, donc... pas de papiers. Sans parler des régies ou des H.L.M. qui refusent le droit au logement des familles immigrées.

Sordide...

Durant l'été 1982, l'association s'est occupée de problèmes concrets. Par exemple du N°151/153 de la rue St-Clair, une maison étonnante dans laquelle il y a presque 100 % de taudis. L'association a fait venir les services de l'hygiène qui ont demandé la fermeture d'un taudis. Ce

de 550 F par mois pour la propriétaire (la souscription est ouverte). Tout se passe dans ce cas comme si l'association se substituait à la mairie pour avertir les services de sécurité, d'hygiène, le fisc, la préfecture de police. Au 151/153 de la rue St Clair, on trouve des deux-pièces délabrés pour 550 F par mois. L'expression « deux pièces » est d'ailleurs pompeuse : une cloison sépare bêtement les cages en deux. On y trouve aussi des chambres meublées pour 220 F, avec un point d'eau dans le couloir, des W.C. sans chasse d'eau : « il suffit de prendre un seau d'eau, mais paresseux comme ils sont, vous comprenez... ». La lumière commune au couloir et aux W.C. appelle évidemment cette remarque : « s'il y avait deux ampoules, ils les voleraient, on ne s'en sortirait pas... ». Dans la même maison, on peut voir un peu partout des fils électriques à nu, juste à côté des interrupteurs, on peut visiter un « logement » loué sans avoir été refait après avoir à moitié brûlé : le Portugais qui essaie d'y dormir doit changer de place plusieurs fois par nuit en traînant son lit à cause d'une malencontreuse fuite d'eau... Si on évoquait ce tuyau d'égoût qui se déverse lentement dans un escalier, les odeurs stagnantes dans les couloirs, pourrait-on nous accuser d'exagérer ?...

Les immigrés ne sont pas les seuls à être mal lotis, mais les Français touchés par le mal-logement, obtiennent souvent gain de cause dans un délai rapide après en avoir fait la demande à l'O.P.A.C. de l'Ain à Rillieux. Les immigrés n'ont pas d'autre réponse : qu'une attente interminable : doit-on en déduire l'expression d'une erreur, d'un concours de circonstances, voire d'une quelconque discrimination ? Difficile de trancher... D'ailleurs en ce qui concerne Caluire, il est quasiment

qui équivaut à une perte sèche impossible d'envisager les deux premiers cas puisque le maire, Monsieur Dugoujon est aussi Conseiller Général du canton et... président de l'O.P.A.C. du Rhône. Bref, il connaît les dossiers. « Discrimination ? Vous n'y pensez pas » entend-t-on du côté de la mairie, « et d'ailleurs on a un plan de rénovation ».

Le mot est lâché, rénovation, avec tout l'arrière-plan bonne conscience, réforme, social qu'il est censé véhiculer. Le plan de rénovation de St-Clair préconise surtout de petits appartements. Il compte très peu de quatre et cinq pièces. On peut dire que ce projet est donc (volontairement ?) très peu en rapport avec la réalité sociologique du quartier : sont écartées de ce plan de rénovation presque toutes les familles nombreuses mal logées. Les électeurs, eux, pensent « qu'avec une telle politique de rénovation, qui coûte très cher, les immigrés ne devraient plus se plaindre ».

Itinéraire

Mais à Saint-Clair, on va de surprise en surprise. L'histoire du numéro 45, Grande Rue de St-Clair est rocambolesque. L'immeuble a été acheté début 1982 par une entreprise de peinture représentée par Monsieur Allibert. Le but de cet achat c'est la rénovation, la création de co-propriétés. Quatre familles habitent l'immeuble lors de l'achat. Une lettre recommandée les avertit que des travaux vont être entrepris... le jour de la réception de la lettre. Les familles font appel à l'association de défense des droits des familles immigrées de Caluire. Les travaux consistent à découvrir une partie de la toiture, ce qui a pour effet, après les orages de juin, de détériorer un appartement. Depuis, à la suite de ces travaux, un seul W.C. subsistait pour les quatre familles : la suite des travaux menaçait cet ultime espoir que les ménagères finirent par sauver à coups

de balais. Alors que personne n'avait quitté la maison (pour aller où ?) les travaux continuaient au point que le mur de soutènement était entamé. Résultat : le 8 juin, Maître Sanglerat prononce un arrêté de péril car l'ensemble risque de s'effondrer. Dans l'après-midi du 8 juin, les familles sont relogées au foyer SONACOTRA de Vénissieux à la charge du propriétaire ; solution provisoire, car ce n'est pas tout à fait le même quartier... Le propriétaire ne manque pas d'humour et quelques jours après, les familles reçoivent, dans leur foyer, une lettre dans laquelle il est précisé que leurs meubles vont être mis à l'abri et qu'un déménageur passera le 14 juin. Le 14 au matin, les familles sont devant leur maison, prêtes à négocier. On leur propose un immeuble situé au 6 de la rue Saint-Clair. Renseignements pris, cet immeuble fait partie d'une zone de rénovation, et les mêmes problèmes se poseraient à plus ou moins brève échéance. Entre temps les déménageurs ont fait leur travail : les meubles d'une famille sont déjà dans un camion. Re-négociation pour savoir qui allait remonter les meubles. Les déménageurs commencent à se demander s'il ne s'agit pas d'une mauvaise plaisanterie... Finalement tout s'arrange : les meubles retrouvent leur place, les familles réintègrent leur foyer SONACOTRA. Toutes ces allées et venues dans un immeuble soumis à un arrêté de péril laissent rêveur. Le 18 juin, le mur de soutènement ayant été consolidé, les familles reviennent dans leur logement respectif après un petit exil qui leur a coûté de la fatigue, du temps, de l'argent et des soucis en plus. Les travaux ont été stoppés, de nombreux trous n'ont pas été rebouchés. Les familles ont décidé de défendre leurs droits. C'est ainsi qu'après trois séances de justice qui ne



photo Ph. Schuller



nécessiteront pas moins de trois avocats pour tenter de défendre le propriétaire, celui-ci a été condamné à verser 2000 F de dommages et intérêts à chaque locataire et 1000 F à l'association. Il a fait appel. La suite au prochain numéro. L'association a organisé le 16 octobre dernier une fête de soutien et d'information. 150 personnes environ sont venues se renseigner sur les aventures des habitants de la rue Saint-Clair, se rencontrer. Conséquence inattendue de la fête de l'association, à moins que ce ne soit l'échéance des municipales, la mairie s'est occupée d'avertir les services d'hygiène pour le 45 de la rue Saint-Clair. En ce qui concerne le 151/153, au moment où nous mettons sous presse, cette même démarche n'en est encore qu'au stade de projet...

Yves Guélaud

Association de défense des droits des familles immigrées de Caluire BP 13 Annexe Caluire.

Permanences tous les jeudis 18 H 30 - 20 H, 70 Grande rue de Saint-Clair Caluire.

COURRIER DES LECTEURS

Halte à la pub !

Hé bien non, finalement non : j'ai failli commencer à répondre à votre questionnaire (parce que j'aime bien ce que vous essayez de faire) mais finalement non : la publicité, ça fait chier, on n'en voit que trop, c'est trop intimement lié à tout ce qu'il peut y avoir de plus débile dans notre société pour que j'aie envie de vous aider à sombrer là-dedans vous aussi. Merci en tous cas d'avoir

l'honnêteté de dire clairement pourquoi vous proposez ce questionnaire.

Comme je comprends que vous ayez des difficultés, je veux bien vous aider à ma façon, qui n'est donc pas de subir un peu plus de pub : je vous joins un chèque de soutien de 200 F... en comptant sur vous pour ne pas l'affecter à votre budget publicité !!!

Didier Nordon (Bordeaux)

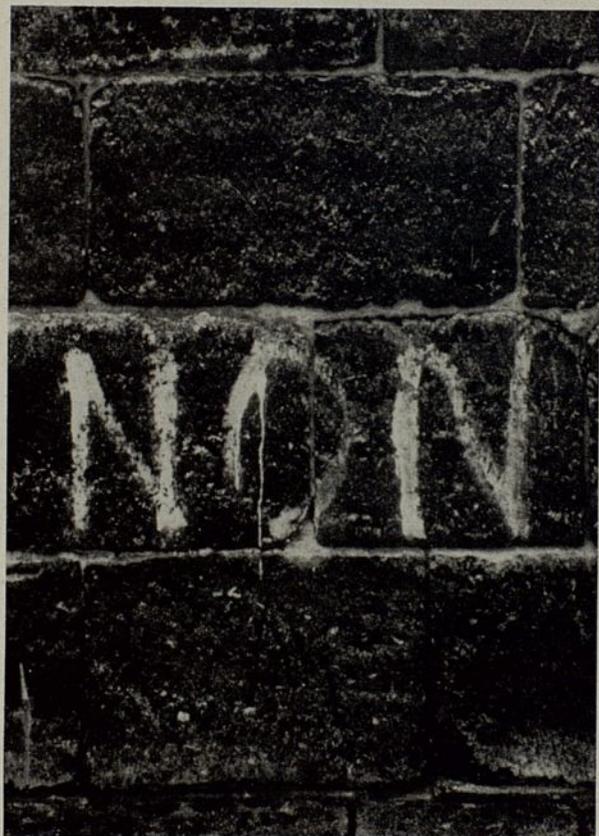


Photo J.G.

COSMOPOLIS / MENSUEL / 38 RUE BURDEAU / 69001 LYON / TÉL. 839.69.92

Directeur de publication André Gachet

Responsable de la rédaction Bernard Bolze

Secrétariat de rédaction Catherine Roubaud

Administration / Gestion Dominique Dieppedalle avec le concours de Jean Baudran

Conception graphique José Guerreiro

Montage Isabelle

Diffusion / Abonnements / Publicité Catherine Léti

Ont participé à ce numéro Jean-Claude Tobia, Henri Westphal, Josiane Strelczyk, Denis Laurens, Olivier Brachet, Pierre Gras, Yves Guélaud, Catherine Roubaud, Bruno Thomas, Jacques Delorme, Sif Ghadar, Bernard Bolze, Bernard Grandjean, Vincent Bady, José Subirats, Danièle Jarlier, Rachid Aït Shidoum, Jacques Lebeaux, Florence Guélaud, Monique Donnet, Patrice Gagnant, Louaifi Bennaoum, Ronnie Karneval, Bernard Vandewielle, Fawzia, Manuel Vanthienen, Marie-Hélène Cauchy.

Photos Patrice Gagnant, Yves Guélaud, Philippe Schuller, Jean Bartz, La Vie Nouvelle (Chambéry), Maurizio Buscarino

Editeur Association Immigrations, 38 rue Burdeau, 69001 Lyon

Photocomposition / Photogravure Texto / 38 rue Burdeau / 69001 Lyon / Tél. 839.19.94

Impression Bosc Frères, 42 quai Gailleton, 69002 Lyon
Dépôt légal 7551 Commission paritaire 64253
I.S.S.N. 0293-4396

GAGNEZ UN LIVRE!

en vous abonnant à **Cosmopolis**

Découvrez d'autres littératures, d'autres écrits.
COSMOPOLIS et **FÉDÉROP** (1) offrent un livre
(à choisir parmi les titres ci-dessous)
à tout nouvel abonné (2)

1 — « L'envers de la conquête » de Miguel Leon Portilla

Jusqu'à ce livre, l'histoire de la conquête de l'Amérique indienne n'était racontée que par les vainqueurs. Ici, ce sont les vaincus qui ont la parole.

2 — « Chronique du temps mort » d'Oscar Collazos

Colombien, Collazos dissèque la société de son pays. Le protagoniste de cette chronique (autobiographie ?) ne parvient pas à s'y insérer.

3 — « Nouvelles interdites » d'Alexandre Kum'a N'dumbé

Un écrivain camerounais raconte dans la langue des blancs ce que, dans son pays même, on ne veut pas entendre.

4 — « Les éclats du Djebel » de Maurice Corbel

Jeune ouvrier appelé par le contingent, l'auteur est questionné dans son langage par la guerre inouïe. Mort, terreur, révolte et prise de conscience.

5 — « M. Witt chez les cantonnards » de Ramon J. Sender

Un roman historique : le Canton de Carthagène, en 1873, représente pour l'Espagne ce que fut pour la France la Commune de Paris.

6 — « Ecole, histoire de France et minorités nationales » de

Claude Gendre et Françoise Javelier.

L'acculturation par l'école primaire ou le décervelage des petits Français par la machine mise en route par Jules Ferry

7 — « Irlande insoumise et rebelle » de Pierre Villa

Pays de la colère et d'un très long combat. Un livre indispensable pour savoir ce qu'est l'I.R.A. et ce à quoi aspirent les Irlandais.

8 — « L'Etat national » de Mario Albertini

Les critères de la Nation s'annulent les uns les autres. Avec cette démonstration, l'Etat perd de sa crédibilité et sa sacralité. Et ses prétentions à l'éternité.

9 — « La tortue qui parle et autres contes de Corée » de Maurice Coyaud et Jin Mieung-Li.

Dans la Corée d'antan, animaux et végétaux savaient parler. Et nous confier de merveilleux secrets.

10 — « Douze cœurs » de Paul Gravillon

« La vraie vie est au fond
il faut la faire sortir
même si elle n'a pas de corps
elle parlera
elle dira tout ce qu'elle sait »

**BON A DÉCOUPER ET A RETOURNER A COSMOPOLIS, 38 RUE BURDEAU, 69005 LYON
OUI ! VOTRE OFFRE M'INTÉRESSE !**

Dès à présent, je m'abonne (3), offre un abonnement à un ami (3)

Je vous envoie un chèque de F à l'ordre de **Cosmopolis**

Je choisis le livre N°..... — que vous m'adresserez gratuitement (3)

— que j'irai chercher moi-même (3) à la librairie **Fédérop**, 11
rue du Doyenné, 69005 Lyon

Nom Prénom

Profession Âge

Adresse

Nombre d'abonnement(s)

(Abonnement annuel/10 numéros : 100 F. Abonnement de soutien : 200 F)

(1) Voir **Cosmopolis** N° 4 / (2) Offre valable jusqu'au 31 décembre 1982 / (3) Rayez la mention inutile

